



Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beuzile

170^e Année - Spécial No. 4

PORT-AU-PRINCE

Jeudi 1^{er} Octobre 2015

SOMMAIRE

DOCUMENTS ANNEXES AU BUDGET
2015 – 2016

NUMÉRO SPÉCIAL

DOCUMENTS ANNEXES AU BUDGET
EXERCICE 2015 – 2016

**NOTE EXPLICATIVE DU BUDGET
2015 - 2016**

NOTE EXPLICATIVE DU BUDGET 2015-2016

I. CONTEXTE

2014-2015 a été, à beaucoup d'égards, une année fiscale difficile. La baisse des ressources, provenant de l'arrangement pétro-caribe, a entraîné une réduction de la masse budgétaire globale et une rectification du budget au mois de mars 2015. Les difficultés rencontrées par certaines institutions et la nécessité de soutenir les priorités du Gouvernement notamment à travers l'achèvement ou la mise sur pied de certains projets, ont conduit, en fin d'exercice, à de nouveaux ajustements.

Bien sûr, les aléas de la conjoncture sociopolitique ont eu, comme souvent, des effets indésirables sur la situation de l'économie et des finances publiques. Mais, une gestion prudente a permis d'améliorer l'épargne publique (solde budgétaire courant) et ainsi dégager plus de ressources autonomes pour des Investissements. Cependant, le déficit induit par la mauvaise performance et les contrats d'achat d'énergie de l'EDH sont en train de saper les efforts de renforcement budgétaire (voir Tableau des Opérations Financières de l'État, TOFE, sur le site du Ministère : mef.gouv.ht). Est-ce pourquoi la réforme de l'EDH s'avère primordiale et le Gouvernement y met toute son énergie et sa détermination.

L'année 2014-2015, étant marqué par un resserrement des conditions monétaires et budgétaires, et un environnement sociopolitique empreint d'incertitude, la prudence est nécessaire dans l'exercice de projection des principales variables macroéconomiques pour 2015-2016. Nous abordons pourtant l'année fiscale avec la confiance dans la volonté des acteurs de s'assurer que le meilleur sera fait dans ce contexte fragile et de forte contrainte financière pour maintenir le pays sur une dynamique de progrès, d'où l'idée des pactes pour l'emploi et la croissance économique inclusive que le Gouvernement promeut. Cela facilitera la mise en place de la politique de relance agricole, une convergence des investissements sectoriels vers une augmentation de la production globale du pays tout en avançant vers les objectifs sectoriels spécifiques (nutrition, sécurité alimentaire, connectivité, agro transformation, tourisme etc...).

L'examen de la réalité nous a enseigné quand il faut faire plus et mieux dans un contexte où il n'y a pas davantage de ressources, il faut nécessairement le faire autrement. C'est pour cela que le gouvernement a posé un ensemble de jalons importants qui vont durablement favoriser une meilleure gestion des deniers publics. Des réformes clés ont été initiées, renforcées et/ou accélérées. En témoignent, l'inauguration et le lancement du Compte Unique Trésor (CUT), le renforcement de la gestion de la trésorerie, le déploiement des postes comptables et les avancées importantes en matière de réforme budgétaire.

Des innovations majeures ont été introduites en matière de financement du budget. Au cours de cet exercice fiscal, des outils puissants seront expérimentés en vue, tout en réduisant certains taux, d'augmenter les capacités de collecte, d'assurer l'autonomie financière de l'État. Pour la première fois, depuis les années 80, le budget national sera financé à hauteur de 75% par des ressources domestiques.

Le budget de l'exercice ambitionne de faire du secteur agricole un véritable levier du développement du pays. Il envisage, à côté d'un ensemble de projets visant l'amélioration des infrastructures de base, de construire et de réhabiliter les infrastructures agricoles et hydrauliques afin d'éliminer les principaux goulots d'étranglement du secteur. Des efforts devront être déployés d'amont en aval dans les autres secteurs tels les Travaux Publics, l'Environnement, le Commerce et l'Industrie pour appuyer le secteur agricole et lui permettre de réaliser son plein potentiel. Une meilleure organisation des marchés et des systèmes de distribution, un meilleur encadrement institutionnel du foncier, l'introduction d'incitatifs fiscaux et financiers, la promotion du système national de la qualité et le développement du programme des micro-parcs industriels complètent le dispositif de support à ce secteur dont la contribution à la croissance doit augmenter rapidement (17% en 2015-2016), ce qui répond aux dispositions du Plan Stratégique du Développement d'Haïti (PSDH) où l'agriculture joue un rôle moteur dans la quête de l'autosuffisance alimentaire.

Le budget 2015-2016 s'inscrit dans une dynamique de rééquilibrage économique et financier. C'est pourquoi 2015-2016 sera donc une année d'initiation d'un nombre important de réformes visant à une meilleure utilisation des

fonds publics, à la réduction de la dépendance de l'apport externe, dans le souci de favoriser la maîtrise du processus budgétaire aux pouvoirs publics et, à fortiori, un meilleur impact des politiques publiques sur l'amélioration des conditions de vie de la population. De telles priorités seront reflétées dans le document du budget. Les réformes et politiques engagées devront ouvrir la voie à une dynamique de croissance forte et un regain d'autonomie de la nation sur sa destinée.

II- DES OBJECTIFS, VOIES ET MOYENS

Ancré sur le Plan Stratégique de Développement d'Haïti qui imprime la vision d'une économie dynamique, vibrante, socialement et géographiquement équitable, le budget de l'exercice 2015-2016 qui place l'agriculture au cœur de la stratégie de croissance et de la réduction de la pauvreté table sur des performances macroéconomiques prometteuses en dépit du resserrement des contraintes au niveau des ressources.

2.1. DES PERFORMANCES MACROÉCONOMIQUES PROMETTEUSES

Le Gouvernement poursuit, à travers le budget de l'exercice fiscal 2015-2016, les objectifs macro-financiers suivants :

1. Une croissance réelle de l'économie de 3.6% tirée par le secteur agricole dont la contribution sera de 17%. Il convient de noter que le secteur agricole devrait enregistrer une croissance réelle de 3%, portée par les nouvelles mesures de dynamisation (investissements publics et privés) et les retombées escomptées de la synergie intersectorielle.

2. Une inflation de 7.7% en moyenne annuelle et de 6.0% en glissement annuel en raison de l'augmentation de l'offre (croissance dans le secteur agricole), la maîtrise du taux de change (dépréciation limitée de la monnaie locale) et une légère hausse des prix des produits pétroliers ;

3. Une pression fiscale autour de 15% expliquée par les ressources nouvelles découlant:

- de la valorisation du domaine du littoral;
- de la réforme de la loi sur la contribution foncière sur les propriétés bâties où les taux de taxation ont été réduits de plus de 75 fois passant de 15% à moins de deux dixièmes de pour cent (0.12 - 0.2%) de la valeur marchande mais en mettant en place un dispositif afin que tout le monde puisse payer;
- de la modification de la loi sur la patente qui oblige tous ceux qui pratiquent une activité quelconque dans le pays (y compris les ONG et les partis politiques) à s'acquitter d'un faible impôt forfaitaire fixe annuel;
- d'une meilleure gestion des biens du domaine privé de l'État et la valorisation des actifs immobiliers du secteur privé en contrat de fermage avec l'État;
- d'innovations importantes telles que l'introduction du timbre fiscal (assorti d'une loterie fiscale) qui sera une sorte d'incitation supplémentaire pour faire que tous ceux qui collectent la TCA pour le compte de l'État la reversent comme il se doit.

2.2. DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET

DES RESSOURCES

Les ressources totales de ce budget sont estimées 122,67 milliards de gourdes soit une hausse avoisinant 12.94 milliards par rapport à l'exercice fiscal 2014-2015. Par contre, les dons extérieurs devraient chuter approximativement de 20%, en passant de 27.00 à 21.63 milliards de gourdes.

Les prévisions de ressources domestiques ont été portées à 77.20 milliards de gourdes, en croissance d'environ 16.3 milliards de gourdes (27%) par rapport au montant prévu au budget rectificatif pour l'exercice précédent. Le poids des ressources domestiques sur le total du budget, qui était de 42.89% en 2013-2014 et 54.91% en 2014-2015 atteindra 62.93% en 2015-2016.

DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits budgétaires de l'ordre de 122.68 milliards de Gourdes dans le budget 2015-2016 sont ventilés selon les grandes catégories de dépenses ci-après décrites:

Les dépenses courantes sont projetées à 58.32 milliards de gourdes, soit une hausse de 16.93% par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation résulte prioritairement de l'application de la titularisation de la nouvelle promotion des agents de la Police Nationale d'Haïti, devant faciliter l'avancement et la hiérarchisation du personnel policier et de celle de plus de quatre (4) mille enseignants.

Pendant que les achats de biens et services affichent une nette progression de 11.58%, les transferts et subventions augmentent sensiblement, à leur tour, de 23.5% pour intégrer les subventions aux partis politiques et l'augmentation des quotes-parts dans les organisations internationales.

Les dépenses en capital au montant de 64.3 milliards de gourdes, dont 57.69 milliards de gourdes affectées aux programmes et projets et immobilisations sont en hausse de 5.33% par rapport au budget de l'exercice fiscal précédent. Cependant les dépenses d'investissement, à partir des ressources internes, ont beaucoup augmenté (52.4%), s'établissant à 15,68 milliards de gourdes.

Des efforts très importants visent l'amélioration de la qualité du portefeuille de projets. Ils vont être poursuivis et renforcés pour que leur contenu soit réellement le vecteur de croissance et de développement à moyen terme. Un suivi soutenu sera également consenti quant à leur exécution, tant du point de vue physique que de celui de la fluidité dans la chaîne de la dépense.

Des crédits de l'ordre de 6.64 milliards sont prévus au titre de l'amortissement de la dette, reflétant une hausse de 21.90% du fait des remboursements plus conséquents des emprunts Petro Caribe.

DU SOLDE GLOBAL

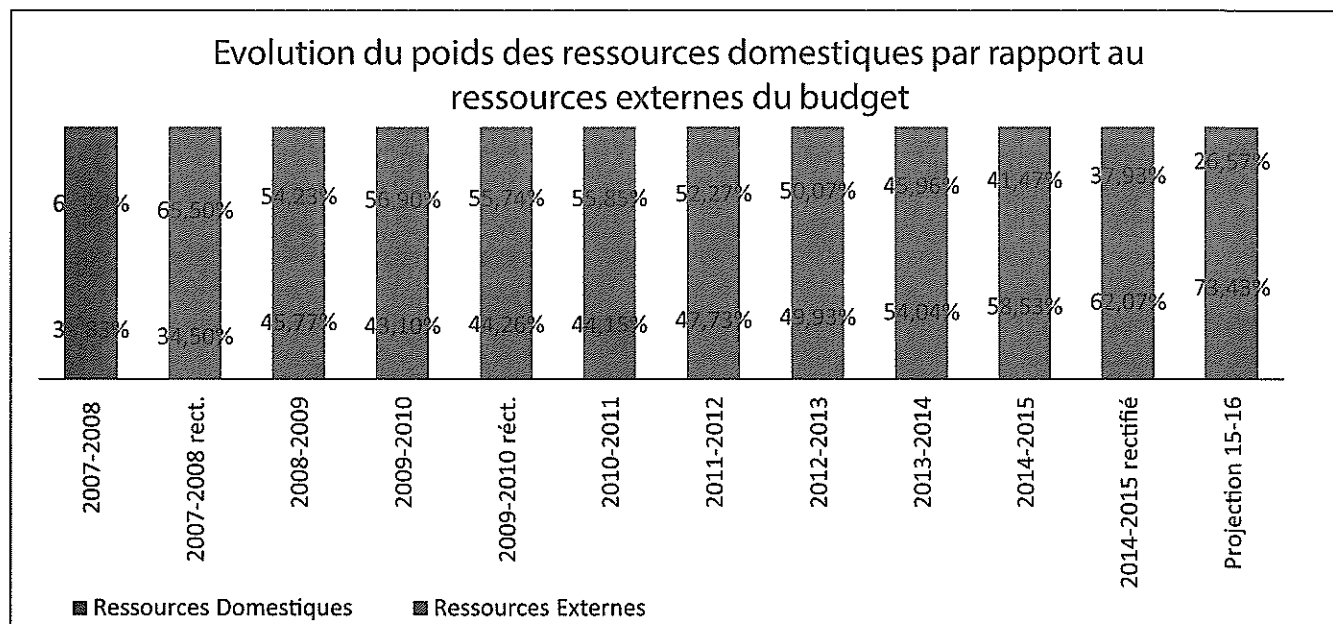
Le solde global incluant les dons, ou besoin de financement est en hausse de 2%. Sa tendance reflète la volonté de consolidation budgétaire graduelle (baisse du déficit) en passant de 2.9% du PIB en 2014-2015 à 2.6% du PIB en 2015-2016. Avant les apports externes, le besoin de financement est estimé à 7.8% contre 10% dans le budget 2014-2015. Le déficit, incluant les dons, est financé par des apports externes nets de 3.30 milliards de gourdes (6.64 milliards de gourdes, avant amortissement de la dette externe). Le financement interne net est de 9.6 milliards incluant un emprunt de 7 milliards de gourdes dédié au financement d'infrastructures productives.

III.- LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU BUDGET 2015-2016

Le renforcement de l'autonomie financière de l'État : le poids des ressources domestiques en nette augmentation

La poursuite des efforts pour accroître les recettes, afin d'augmenter les ressources budgétaires propres et de desserrer les contraintes liées au financement externe des dépenses publiques, demeure une préoccupation majeure. Le graphique ci-après illustre bien l'évolution du poids des ressources domestiques par rapport aux ressources externes pour les exercices fiscaux allant de 2007-2008 à 2015-2016. On observe une tendance à la baisse continue des ressources externes pour la période sous étude pendant que, à l'inverse, les ressources domestiques augmentent. La tendance au renforcement de l'autonomie financière de l'état est très significative. L'objectif ultime est de permettre au pays d'atteindre son autonomie financière complète dans un délai ne dépassant pas cinq (5) ans.

NOTE EXPLICATIVE DU BUDGET 2015-2016



Des lignes de force pour ancrer un processus de croissance durable et inclusive

Dans cette perspective, l'action gouvernementale est spécifiquement orientée à :

1. Promouvoir la croissance de l'agriculture comme base de l'expansion de l'économie nationale;
2. Favoriser le développement des corps de métiers en fonction des besoins du marché de travail ;
3. Contribuer à élargir la base des Petites et Moyennes Entreprises (PME) évoluant surtout dans le domaine agricole en leur offrant un accompagnement technique et en leur facilitant l'accès au financement ;
4. Encourager la protection de l'environnement et œuvrer au renforcement de la résilience du pays face aux catastrophes naturelles ;
5. Poursuivre les objectifs de modernisation de la gestion des finances publiques et de la gouvernance économique par la vulgarisation, l'adoption et la signature avec des partenaires-clés de pactes pour l'emploi et la croissance économique inclusive (PECEI) ;
6. Mettre l'emphasis sur l'érection de micro-parcs industriels (MPI) prioritairement dans les zones à fort potentiel de production d'une matière première. Il est prévu un total de 42 MPI à raison d'au moins un (1) par département sur une période de 10 ans ;
7. Augmenter le revenu des plus pauvres par la réalisation des projets susceptibles de générer des emplois dans les milieux défavorisés ;
8. Engager des travaux notamment dans les domaines de la sécurisation des droits fonciers, du réseau de transport, de nettoyage des exutoires au niveau des villes de Port-au-Prince et du Cap-Haitien, de l'électrification du territoire, de la formation professionnelle et technique de la main-d'œuvre, de l'alimentation en eau, de l'expansion des communications, du maillage numérique, de la gestion des déchets solides en vue de développer les facteurs stratégiques ayant un impact sur la croissance, l'emploi et la compétitivité globale.

Une option forte pour la relance agricole et le rééquilibrage progressif de la balance des paiements courants

La relance de l'agriculture est au coeur des priorités du budget 2015-2016. Elle est considérée comme le vecteur devant ancrer un processus de croissance durable de l'économie en facilitant la réduction des déséquilibres externes. Elle devra aussi faciliter l'expansion des activités de transformation artisanales, industrielles et agro-industrielles, la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'amélioration rapide de la sécurité alimentaire, des conditions de vie générale de la population. L'impact bénéfique d'une croissance dans le secteur agricole sur l'ensemble de l'économie serait de loin plus important que dans le cas de tout autre secteur selon plusieurs études. Un modèle élaboré par S. Block et P. Timmer (1994) pour l'économie kenyane, se référant à beaucoup d'autres études et d'expériences internationales, confirme clairement que les multiplicateurs de la croissance agricole sont trois fois plus importants que ceux de la croissance non agricole.

En mettant la priorité sur l'agriculture, plusieurs effets bénéfiques sont recherchés :

- a. Une augmentation rapide de l'offre de produits alimentaires et l'amélioration de la sécurité alimentaire;
- b. Un accroissement rapide des emplois et revenus réels pour les plus pauvres;
- c. L'amélioration des conditions environnementales qui devra être au coeur des stratégies agraires;
- d. La réduction du déséquilibre commercial avec une hausse des exportations et la réduction des importations de biens alimentaires;
- e. La réduction de la dépendance par rapport aux ressources externes;
- f. Une meilleure maîtrise de l'évolution du taux de change;
- g. L'inversion du comportement alimentaire des ménages grâce à la promotion de la consommation locale ;
- h. Une nette amélioration de la qualité de vie générale de la population.

Dans cet objectif, le budget du Ministère de l'agriculture est passé de 6.6 milliards à 11.9 milliards de gourdes, sans tenir compte des interventions du Ministère de l'Environnement et de ceux du MTPTC ou du MCI avec les ressources dédiées au développement de MPI agro-industriels. La part des ressources locales dans le financement de son budget d'investissement est passée de 989.5 millions à 4.4 milliards de gourdes. Un fonds spécial pour le développement des infrastructures agricoles et agro-industrielles, financé à hauteur de 7 milliards de gourdes par année à partir d'un grand emprunt national en support à cette politique, est créé. La transformation agro-industrielle, l'ouverture à d'autres types de formation technique et professionnelle, la valorisation de nouveaux corps de métier qui permettent l'émergence de nouvelles classes d'entrepreneurs constituent des atouts considérables pour revigorer ce secteur. Les investissements iront également dans ce sens.

La structuration progressive des pôles de croissance

En accord avec le PSDH, document-cadre de développement d'Haïti, le budget 2015-2016 intègre l'approche d'une croissance équilibrée et est articulée autour de pôles. Mais, les contraintes de financement imposent de procéder par étape. Aussi, la deuxième priorité du gouvernement est l'aménagement des centres villes de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien. Cela doit permettre de développer le potentiel de croissance et la résilience aux risques climatiques tout en revitalisant l'activité de construction, un secteur qui génère beaucoup d'emplois et qui peut avoir des effets de levier important. Trois angles d'intervention sont priorités : le drainage, la sécurité et les dispositifs incitatifs et financiers.

Le souci de la stabilité en appui à la croissance économique

Le maintien de la stabilité économique implique la poursuite de l'assainissement des finances de l'Etat. La mise en œuvre de la stratégie de réforme des finances publiques doit consolider les conditions macroéconomiques et financières, favorables à l'investissement et, par conséquent, à la croissance économique soutenue recherchée. Celle-ci sera facilitée par les multiples initiatives mises en place en vue de fluidifier - au profit des secteurs privés - les démarches administratives susceptibles de réduire fortement les « coûts de transactions », condition nécessaire en vue d'attirer de nouveaux investissements directs nationaux et étrangers dans l'économie.

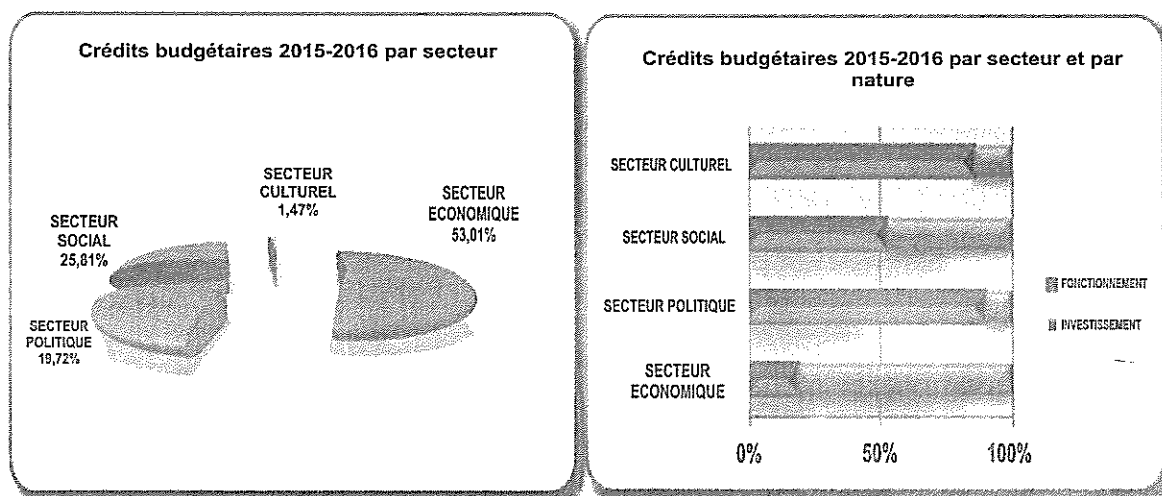
Des stratégies innovantes et dispositifs de financement pour un mixage adéquat entre investissement national, investissement direct étranger pour la dynamisation de la croissance

Compte tenu des contraintes financières auxquelles fait face l'économie haïtienne, identifier de nouvelles sources de financement est indispensable si nous voulons atteindre les objectifs de croissance. Ces financements « alternatifs » doivent être en mesure non seulement de faciliter l'accès à la monnaie [ce qui stimulera l'activité économique] mais aussi de préserver la souveraineté de l'économie. Ainsi, l'utilisation des capitaux provenant de la diaspora [à travers des bons de la diaspora], la valorisation des biens du Domaine et la facilitation de l'accès au crédit mutuel constituent des exemples de ces instruments de financement non traditionnels envisagés dans le cadre du budget 2015-2016. Ces mécanismes ont bien entendu un objectif en commun : la valorisation des ressources financières et physiques de l'économie haïtienne. D'autres mesures, telles que la création d'un Fonds d'Investissement Haïtien, la création d'un Centre Financier International ou le rachat des titres de dettes souveraines de l'État Haïtien ayant fait l'objet d'abandon de créance permettront certainement d'un autre côté d'attirer/d'acquérir de plus en plus de capitaux [domestiques ou étrangers]. Ce mixage sera matérialisé par l'ouverture aux investissements privés nationaux et aux investissements directs étrangers, de la diaspora dans les secteurs prioritaires de notre économie, l'agriculture notamment.

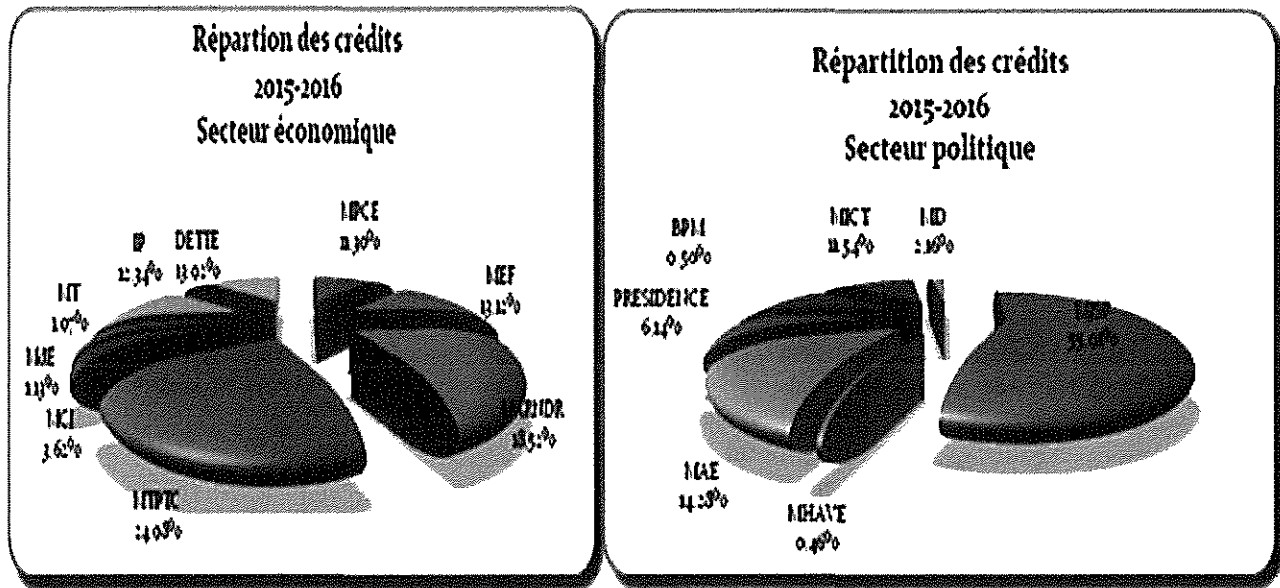
IV- RÉPARTITION SECTORIELLE DU BUDGET 2015-2016

En terme de répartition sectorielle du budget 2015-2016, plus de 50% des crédits sont alloués au secteur économique afin de soutenir les grands choix stratégiques d'investissement du gouvernement et de garder le cap sur la croissance durable et inclusive décrétée pour le pays. Les secteurs social, politique et culturel quant à eux, reçoivent respectivement 25.8%, 19.72% et 1.47% des crédits budgétaires.

Les graphes ci-dessous présentent les répartitions par secteur :



Il faut souligner qu'au sein de chaque secteur regroupe des institutions qui sont chargées de mener des activités spécifiques liées au secteur. Ainsi, les graphes ci-dessous traduisent de façon fine et laconique la répartition des crédits budgétaires par institution relative aux secteurs économique, politique et socioculturel.



NOUVEAUX PROGRAMMES PRIORITAIRES EN APPUI A LA CROISSANCE ET L'INCLUSION SOCIALE

Pour atteindre la prévision de croissance (3.6%), le budget 2015-2016 poursuit la mise en œuvre de plusieurs projets non achevés en 2014-2015 ainsi que de nouveaux projets articulés autour des programmes ci-après énumérés :

1. Programme d'incitation au développement des énergies renouvelables et de l'accès à l'énergie ;
2. Programme national de nutrition et de promotion de la production locale ;
3. Maîtrise de l'eau, irrigation et infrastructures hydro agricoles ;
4. Développement d'un village administratif et communautaire, Sant Tout Kalite Sèvis (STKS) ;
5. Infrastructures et Connectivité ;
6. Programme de promotion de la qualité de l'éducation et mise en place d'un Lycée d'excellence dans chacun des dix départements ;
7. Emploi de jeunes dans l'économie virtuelle.

Ces sept (7) grands programmes sont tournés majoritairement autour du secteur agricole et font intervenir plusieurs ministères. Leur mise en œuvre requiert un gros effort de cohérence et de recherche de synergie intersectorielle.

Programme d'incitations au développement des énergies renouvelables et de l'accès à l'énergie

Ce programme consiste à appuyer le développement des énergies renouvelables en Haïti. Ainsi, l'exemption des droits et taxes sur tous les équipements, favorisant exclusivement l'usage des énergies renouvelables pour la production d'Énergie, est envisagée; plus spécifiquement, panneaux solaires, inverters solaires, chauffe-eau solaires, lampes et kits solaires. A cet effet, il est prévu l'électrification de plus de 200,000 nouveaux clients, ménages, entreprises, et autres institutions (soit 1 million d'haïtiens) avec des micro systèmes de moins de 10 MW hors-réseaux. Ajoutée à cela, la création d'emplois locaux non déplaçables et la présence d'un nombre important de techniciens en milieux ruraux sera un atout majeur. Ce programme est un complément indispensable de l'effort de développement d'infrastructures pour favoriser l'investissement en milieu rural.

Ces mesures auront comme corollaire direct la réduction des émissions de CO2 du fait de la fourniture de moins d'électricité et d'éclairage à partir d'énergie fossile.

Programme national de nutrition et de promotion de la production locale

Les données ont démontré que 59% des enfants en âge scolaire souffrent d'une carence en iode (CNSA/MARNDR/MSPP, janvier 2013). Elles estiment qu'un nombre de 29 000 enfants naissent chaque année avec des déficiences mentales dues à cette carence (MSPP, 2006). Un niveau de 32% des enfants en âge préscolaire présentent une carence en vitamine A, avec pour conséquence un capital humain faible et donc mal rémunéré durant toute leur vie (MSPP, 2012). 73% des enfants de six à 24 mois et 60% des femmes enceintes sont anémiques (MSPP 2012). Près d'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance et trois quarts des enfants de six à 24 mois sont anémiques (Enquête démographique et de santé, Haïti, 2005-2006). Le problème nutritionnel est un facteur handicapant pour l'avenir et constitue l'une des premières urgences nationales. La réponse à ce problème nécessite l'adoption de politiques publiques volontaristes et fortes assorties de moyens dédiés.

Améliorer la nutrition de la population, particulièrement des enfants en âge scolaire, par le développement et la mise à disposition de produits hautement nutritifs à travers la stimulation de la production nationale et de l'entrepreneuriat local demeure la motivation principale de ce programme. Ce dernier sera financé prioritairement par le Trésor public et, éventuellement les autres fonds de contrepartie et les dons.

La matérialisation de ce programme nécessitera la conjugaison de plusieurs mesures complémentaires telles :

- l'accès des petites et moyennes entreprises à des prêts à partir d'un fonds d'une dotation de un milliard de gourdes;
- l'accès des PME du programme aux services financiers, notamment à travers un montage impliquant la micro-finance, les coopératives, les caisses populaires, la BNC, et la Direction du Trésor ;
- le développement d'une politique nutritionnelle centrée sur la production nationale ;
- l'intégration prioritaire et préférentielle des produits locaux dans les programmes de cantines scolaires dans les écoles publiques et des éventuels partenariats dans certaines écoles privées ;
- le développement des programmes agricoles susceptibles d'accroître la production nationale pour améliorer l'accès à l'alimentation de la population ;
- la mise en place d'institutions capables d'assurer la coordination des actions et l'accompagnement des acteurs dans toute la chaîne de la décision. A ce propos, une nouvelle entité, l'Agence Nationale pour le Développement de l'Entrepreneuriat (ANDE) sera créée par Arrêté Présidentiel. Elle aura pour mission principale de coordonner et réguler l'ensemble des actions et toutes les initiatives prises en matière d'entrepreneuriat dans le pays, notamment les services d'appui aux entreprises (SAE) au niveau du MCI et l'Institut Haïtien de l'Entrepreneuriat (IHE), etc.

Maitrise de l'eau, irrigation et infrastructures hydro agricoles et agro-industrielles

Les contraintes liées aux problèmes d'irrigation et de maitrise de l'eau sont, entre autres, les principaux déterminants de la faible performance du secteur agricole en Haïti. Actuellement, seulement moins d'un quart des terres irrigables sont irriguées. Pourtant un gros potentiel pour l'irrigation existe. Les plus importants systèmes d'irrigation ont été mis en place depuis plusieurs décennies et certains ne sont pas fonctionnels.

A cela s'ajoute le fait que le relief haïtien, très montagneux, est caractérisé par la présence de bassins versants dont la dégradation favorise la perte de terres arables. La maitrise de l'eau devient un enjeu majeur pour éviter les pertes de récolte provoquées par l'inondation ou la sécheresse.

Aussi, l'accès à l'eau à travers les infrastructures hydro agricoles et la gestion des systèmes d'irrigation est une des priorités de la politique du MARNDR, qui prône la nécessité d'assurer une meilleure maitrise de l'eau à travers la mise en place des aménagements hydro agricoles, selon une stratégie prenant en compte à la fois l'infrastructure physique, l'aspect social et institutionnel, la mise en valeur agricole mais également la gestion des bassins versants.

Ce programme vise à augmenter de manière soutenable la production agricole en dotant les zones à fort potentiel d'infrastructures, de connectivité, de protection agrologique et de maitrise de l'eau pour l'irrigation des terres cultivables afin d'assurer un mieux-être à la population haïtienne, particulièrement, les plus pauvres des zones rurales. Ainsi, l'accès à l'eau au niveau de 90 000 hectares de terres (40 000 réhabilités et 50 000 hectares de nouvelles constructions) et la construction de 1000 km de pistes constituent le fil d'Ariane du programme dont le coût total est estimé à 51.5 Milliards de gourdes sur dix ans.

Les MPI de transformation de produits agricoles sont un complément indispensable en aval de cette stratégie. Le budget pour les 42 MPI prévus n'est pas encore établi. Cependant un montant de cinq cent millions est consacré dans le budget du MCI pour continuer, de concert avec le MARNDR, l'effort de construction de MPI agro-industriels à travers le territoire en fonction des potentialités, sans préjudice des autres types de MPI plus spécialisés.

Développement de village administratif et communautaire, Sant tout kalite sèvis, (STKS)

Plusieurs études et observations ont démontré que l'Etat haïtien ne peut répondre efficacement à sa principale obligation de délivrer les services de base à sa population. L'appareil administratif desservant le pays se concentre dans le département de l'Ouest et en grande partie dans la zone métropolitaine. Une telle situation traduit la faiblesse des interventions de l'état et au pire, l'inexistence même d'une offre de service adéquat en milieu rural. Cette inaccessibilité aux services de base comme la santé, l'éducation, l'électricité et l'eau en milieu rural en particulier, représente un des facteurs fondamentaux caractérisant le haut degré de pauvreté du pays.

La situation est marquée, plus spécifiquement, par:

- Un habitat dispersé et un accès très limité aux services de base en milieu rural, notamment aux services de santé, ce qui est à la base d'un taux de mortalité maternelle très élevé et du nombre de surâgés dans les salles de classes ;
- La concentration des services dans l'aire métropolitaine et les grands centres urbains ;
- Une urbanisation croissante découlant de la forte migration en raison du manque d'accès aux services et à l'emploi ;
- L'effritement du milieu rural et des difficultés pour la transmission et la valorisation intergénérationnelle des savoirs et savoir-faire et du capital, du fait de la migration des catégories les plus jeunes de la population;
- Une prédominance de la pauvreté extrême dans le milieu rural liée à la carence des services et des opportunités d'emplois.

Il est crucial pour l'état, dans ce contexte, de développer les conditions pour assurer l'accès aux services à la population et développer le sens et les valeurs citoyennes. C'est en ce sens que le projet de centres communautaires de services Sant tout Kalite Sèvis (STKS) est promu. Ce dispositif aura aussi pour effet de favoriser la création de valeur et de richesse au niveau des sections communales dans une perspective de promotion des activités économiques. Un village-type comprendra:

- Un système d'adduction d'eau potable ;
- Un dispensaire ;
- Les services administratifs de base (état civil, police et sécurité, etc.) ;
- Une école professionnelle (arts culinaires, techniques agricoles, coupe et couture) ;
- Une auberge pour héberger les gens de passage ;
- Un centre de service alimenté à l'énergie solaire disposant de laboratoires informatiques, de salle de télé pour les cours à distance et une salle de théâtre.

Il est prévu le développement d'un de ces centres dans chacune des 570 sections communales de la République sur dix ans. Un budget de 1.1 milliard de gourdes est consacré cette année à l'érection d'une dizaine à titre expérimental à raison de un (1) par département. En plus des ressources du trésor public, un fonds spécial « fonds de solidarité inter-haïtienne » sera créé, il sera alimenté par des ressources collectées à travers un téléthon à organiser tous les ans.

Programme Infrastructures et Connectivité

Le programme de connectivité est complémentaire au programme Maitrise de l'eau et infrastructures hydro agricoles et agro-industrielles. Ce programme se justifie par le fait que la bonne séquence et articulation des investissements compte pour maximiser leurs impacts.

Les éléments de stratégie porteront en particulier sur :

- L'optimisation de la connexion du réseau routier;
- Le développement du réseau rural et de certains investissements sur le réseau secondaire pour réduire l'isolement des populations;
- La réhabilitation des réseaux routiers qui le nécessitent et leur implantation dans les zones où ils sont inexistant;
- Le renforcement institutionnel du MARNDR en région;
- L'investissement dans la résilience du réseau routier ;

a) Pour les zones non connectées

- o Aller du connecté vers le non connecté pour l'extension du réseau secondaire en cherchant les zones isolées bénéficiant déjà d'une connectivité locale interne.
- o Traiter en même temps les points critiques sur les routes rurales et chemins agricoles.

b) Pour les zones connectées ou bénéficiant d'investissements majeurs

1. Investir sur les routes rurales et chemins agricoles ;
2. Développer une stratégie d'investissement pour améliorer la connectivité et supporter la réduction de la pauvreté ;

3. Articuler une stratégie pour garantir l'entretien des routes rurales et les maintenir en bon état. Un mécanisme nouveau en matière de passation de marchés publics, tel les marchés à bons de commande est promu cette année. Il consiste en la mobilisation d'office d'entreprises certifiées pour la réalisation de travaux dont les coûts unitaires sont définis et connus. Une fois validé par les instances compétentes, il devrait permettre que des entreprises de travaux publics émergent en région et accompagnent le MTPTC dans l'entretien du réseau routier ; surtout des routes secondaires.

Programme de promotion de la qualité de l'éducation et de mise en place d'un Lycée d'excellence dans chacun des dix départements géographiques

Le Plan National d'Education et de Formation (PNEF) exprimait déjà, dans le cadre de la définition de la Politique Générale du secteur éducatif pour la décennie 1997-2007, la vision d'une éducation haïtienne de qualité accessible à tous les citoyens. Les résultats obtenus dans les différents sous-secteurs de l'éducation au niveau de la mise en œuvre du Plan Opérationnel 2010-2015 des Recommandations du Groupe de Travail sur l'Education et la Formation à partir d'octobre 2010, suite au séisme de janvier 2010, ont permis de se rendre compte, en dépit des progrès enregistrés au niveau de l'accès et de la gouvernance, que la question de la qualité de l'éducation dispensée dans le pays devrait être réévaluée en profondeur si on veut aboutir à cette transformation de l'homme haïtien tant souhaitée et ainsi permettre au secteur éducatif de jouer pleinement son rôle dans le cadre de l'exécution du Plan Stratégique de Développement d'Haïti.

Mentionnons cet effet que s'il est vrai que le taux net de scolarisation dans le primaire est passé de 76% en 2003 à 90% en 2013, on doit aussi admettre qu'il s'agit d'un niveau insuffisant comparé à la moyenne de 95% dans la Caraïbe et l'Amérique Latine. Parallèlement, au niveau du 3^e cycle fondamental et secondaire, le recensement de 2011 indique que les infrastructures des écoles laissent à désirer avec 23.35% d'entre elles disposant de l'électricité, 13.83% d'une bibliothèque, 39.09% d'une cour de récréation et 26.91% d'eau potable. Les redoublants au niveau de la 7^e année atteignent en moyenne 10%. De plus, la qualification des professeurs dans le système reste préoccupante, car selon le GTEF(2010), près de 85.4% des enseignants dans le fondamental ne possèdent pas les qualifications requises pour exercer leur métier d'enseignant.

Fort de ce constat, le Ministère de l'Education Nationale a organisé en avril 2014 les Assises Nationales sur la qualité de l'éducation, la qualité étant pensée comme un vecteur incorporant plusieurs dimensions qui, ensemble, vont concourir à faciliter la dynamique du processus d'enseignement et d'apprentissage : curriculum et matériels d'apprentissage, langue, qualité des enseignements et méthodes pédagogiques, temps dédié à l'enseignement, conditions matérielles et gouvernance. On comprend donc l'intérêt d'envisager les interventions relatives à la qualité dans le cadre d'une approche - programme traduisant également une appropriation nationale des objectifs à atteindre. Ainsi, le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) met un accent particulier sur la nécessité d'un virage vers la qualité de l'éducation.

Une des composantes majeures de ce programme consiste en l'érection d'un lycée d'excellence au niveau de chacun des départements géographiques du pays.

Le lycée d'excellence est un établissement scolaire moderne qui garantit un encadrement parmi les plus exigeants aux élèves les plus doués du département. Sa vocation est de former les jeunes qui en ont la capacité au plus haut niveau du savoir leur permettant de se comparer à ce qui se fait de mieux ailleurs. Les élèves sont reçus en internat dans un cadre approprié et sont introduits aux matières leur permettant d'intégrer les hautes valeurs morales et de bien comprendre le monde qui les entoure.

Une enveloppe de cinq cent millions de gourdes est consacrée cette année pour la construction des trois premiers lycées. Il est prévu que l'ensemble du programme puisse être mis en place dans un délai de trois ans.

Emploi des jeunes dans l'économie virtuelle

Étendre les opportunités d'emplois pour les jeunes en encourageant l'entrepreneuriat dans le secteur technologie et leur permettre de profiter des opportunités existant dans cette filière se révèlent un atout majeur pour un pays comme Haïti où la moyenne d'âge de la population tourne autour de 21 ans. Dans le cadre de ce budget, le gouvernement compte lancer un centre d'incubation d'entreprises technologiques couplé à un fab-lab. L'ambition est de doter le pays d'un espace permettant aux jeunes qui ont des idées de trouver l'encadrement nécessaire pour les développer.

Le Centre d'incubation fournira les outils techniques et technologiques nécessaires ainsi que le support humain dont peuvent avoir besoin les jeunes pour lancer leur start-up. Les éléments de stratégie porteront donc en particulier sur trois axes : le travail en ligne, l'entrepreneuriat Tech et les animations et industries créatives en valorisant davantage le programme d'accélérateur du MCI et la mise en place d'un fonds de démarrage pour soutenir les startups et jeunes entrepreneurs. A ce dispositif, sera associé un laboratoire dénommé « laboratoire haïtien pour l'avancement technologique » dont la première entité opérationnelle sera un FAB-LAB. Un FAB-LAB est un atelier de fabrication dont la vocation est de servir de support aux idées innovantes pour la création de tous types d'objets nécessaires au fonctionnement de la société.

Ce laboratoire fournira aux étudiants et aux professionnels les derniers outils technologiques dont ils ont besoin pour la poursuite des idées d'innovation, de création, de soutien au démarrage de nouvelles entreprises ou en aidant celles déjà établies. Il permettra surtout à nos professionnels et au public en général d'aller plus loin dans leurs études, leurs recherches dans la construction de prototypes et le développement de produits commercialisables. Ce projet permettra à Haïti de profiter des dernières percées scientifiques en fournissant des applications appropriées de conception de logiciels, des outils de construction, des imprimantes 3D, développement de logiciels (coding/programming) et autres appareils technologiques pour déclencher la curiosité et l'imagination des jeunes. Un montant de cinquante millions de gourdes est prévu pour financer le démarrage de ce projet.

CONCLUSION

Malgré un contexte électoral, de transition politique, le budget 2015-2016 est ancré sur des perspectives d'une gouvernance pour une croissance durable. Cette option se base sur le constat que les nombreuses transitions et périodes d'instabilité vécues par ce pays ainsi que les chocs naturels, n'ont fait qu'alimenter une situation de fragilité structurelle à la fois sur les plans économique, social, environnemental. En vue de consolider les progrès réalisés, à différents égards, depuis le séisme de 2010, la situation requiert en toute urgence d'ancrer un travail en profondeur et sur la durée pour traiter les déséquilibres et faiblesses majeures. C'est dans ce contexte que le Ministre de l'Économie et de Finances avait suggéré en avril dernier, de décréter « l'état d'urgence économique » et que les actions et politiques envisagées sont circonscrites dans une démarche de «pacte pour une croissance durable et inclusive » permettant de travailler en continuité dans un cadre de responsabilisation de l'ensemble des acteurs de la société en vue d'arrêter la saignée, de mieux orienter la dépense publique et de prendre les mesures appropriées pour diversifier les bases du système productif national et rendre l'économie moins dépendante de ressources qui sont hors de contrôle des décideurs politiques.

**CADRE MACROÉCONOMIQUE
DU BUDGET 2015 - 2016**

CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE DU BUDGET 2015-2016

I.- LE CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2015-2016

L'exercice 2015-2016 représente la troisième année du cadre triennal 2014-2016 qui tablait sur un taux de croissance moyen de 4.5%. Mais, la performance réalisée est en-deçà des attentes et le rythme de croissance est à la baisse. Les besoins de financement non comblés, les retards importants dans la mise en œuvre des réformes et mesures économiques importantes, un climat de tension politique, des conditions climatiques défavorables à l'agriculture, sont parmi les principaux facteurs expliquant ce résultat. Le prochain exercice devrait intégrer une accélération des réformes économiques et des finances publiques nécessaires pour améliorer la productivité globale de l'économie, l'efficacité et l'effectivité de la dépense publique.

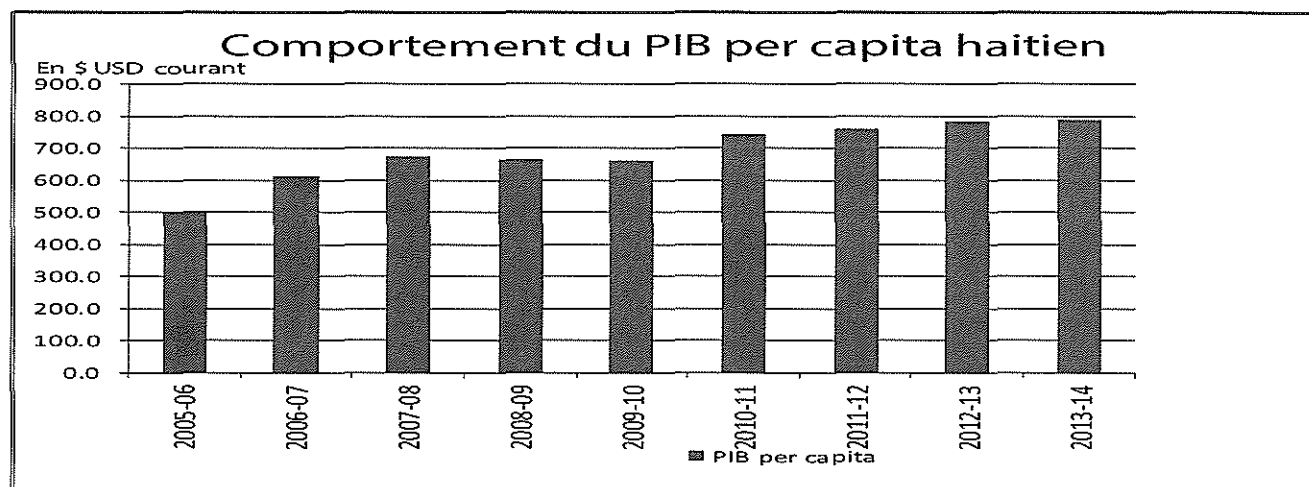
Cependant, la préparation du budget 2015-2016 se fait dans un climat assez difficile à plusieurs égards :

- a-) Sur le plan politique, un contexte de transition marqué par l'organisation d'élections à plusieurs niveaux d'exercice du pouvoir politique et un processus électoral qui charrie avec lui les effets récessifs d'une incertitude latente d'autant que les acteurs politiques divergent quant à la possibilité ou la volonté qu'il soit mené à bout.
- b-) Sur le plan social, le refoulement de plusieurs milliers de migrants de la République Dominicaine (RD) vers Haïti alors que les conditions de vie de la population déjà précaires sont envenimées par les effets de la sécheresse sur la campagne agricole de printemps et la rareté de l'offre alimentaire locale qui aggrave le niveau de l'insécurité alimentaire dans le pays.
- c-) Sur le plan économique, un ralentissement de la dynamique de croissance résultant de la contreperformance du secteur agricole et de la diminution de l'enveloppe allouée à l'investissement public du fait de la nette baisse des flux de ressources provenant du mécanisme Pétro Caribe en raison de la baisse des cours internationaux des produits pétroliers. Ce contexte politique d'incertitude et les fragilités macroéconomiques sous-jacentes alimentent une situation de tension sur le marché de changes qui incite les acteurs à la prudence et se prête aussi à des menées spéculatives.

Un regard rétrospectif vers l'horizon post-séisme de 2010 montre que des progrès notables sont réalisés. Le taux net de scolarisation augmente pour atteindre 90% et la pauvreté a reculé à 59%, l'attractivité d'Haïti a augmenté car en moyenne, les investissements directs étrangers sont supérieurs aux cinq années précédant le séisme...le tourisme en Haïti connaît un rebond. Mais, malgré un potentiel considérable, la performance économique reste limitée. Le fait étant que le manque de compréhension et de consensus au niveau des acteurs et aussi les limitations au niveau de la gouvernance n'ont pas permis, jusqu'ici, d'avancer adéquatement sur des réformes majeures qui sont nécessaires pour traiter les déséquilibres et asseoir une dynamique de croissance forte et durable. Sur la base des travaux et échanges avec les acteurs, un ensemble de problèmes importants orientent les politiques publiques et le budget.

1. Une hausse mais encore trop faible du rythme de croissance et persistance de fortes inégalités de revenus

Même si les programmes de reconstruction et les politiques ont favorisé une hausse du taux de croissance moyen à 3.3% entre 2012 et 2014, plus importante que celle d'avant 2010, le dynamisme économique reste trop faible - surtout dans le secteur agricole - pour infléchir de manière substantielle le niveau de pauvreté en raison de l'augmentation importante de la population. Le PIB per capita en dollar courant en 2014 est inférieur à 800 \$US pendant que l'incidence de la pauvreté, quoiqu'en, baisse avoisine 59% . A noter que le groupe à revenus assimilés à la classe moyenne est très réduit et intègre approximativement 2% de la population du pays, ce qui rend difficile le processus d'accumulation.



Source:MEF

2. Des contraintes énormes au développement des secteurs à fort potentiel de croissance

En dépit des résultats encourageants dans certains domaines comme les BTP, la disponibilité limitée des facteurs de production et le manque d'accès à ces derniers limitent le développement des secteurs. Dans l'agriculture, l'insécurité foncière entraîne une décapitalisation et limite les activités dans des filières exigeant des investissements importants, la non maîtrise de l'eau provoque des pertes de productivité importantes. L'accès limité à l'énergie, à la technologie met les entreprises locales dans l'incapacité de concurrencer à l'échelle internationale (tableau VI des contraintes en annexe). Le niveau élevé de chômage, accompagné de l'insuffisance des programmes d'habilitation sociale et d'égalité des chances, bloque l'émergence d'une classe moyenne et assombrit les perspectives d'avenir des jeunes diplômés qui se tournent vers l'étranger, rendant ainsi difficile le processus d'accumulation des ressources humaines nécessaires pour assumer la transformation économique du pays.

3. Un resserrement de la contrainte de financement de l'économie

Avec la baisse des flux de ressources sur Petro caribe et des transferts externes officiels, le financement du budget et de l'économie est grandement affecté. Cela se produit dans un contexte d'accentuation du déséquilibre de la balance courante du fait que les politiques, depuis plus de trois décennies, favorisent davantage les importations par rapport à l'investissement, la production locale et l'emploi, et aussi du fait des habitudes de consommation de la classe moyenne au goût extravertis. Cela implique une perte de marge de manœuvre sur la politique monétaire qui est acculée à défendre la stabilité au lieu d'être opportune pour la croissance. Le risque est un essoufflement du processus de croissance de ces quatre dernières années qui a été surtout tiré par la demande, et en particulier par la dépense publique, facilitée par des afflux d'aide post-séisme. Une telle situation rend urgente la mise en place de politiques fortes pour stimuler l'offre et renforcer les bases de la croissance et aussi développer des sources alternatives de financement.

4. Des risques pour la stabilité macroéconomique

Dans ce contexte de resserrement de la contrainte de financement du budget, il est important que le déficit budgétaire soit contrôlé. Dans le cadre du programme financier convenu avec le FMI au mois de mai 2015, le Gouvernement s'est engagé dans un processus de consolidation (réduction du déficit) des finances publiques. Suite à l'initiative PPTE dont Haïti a bénéficié en 2011, un accroissement rapide de la dette (interne et externe) s'opère sur les quatre dernières années

rendant nécessaires des politiques immédiates pour en assurer la solvabilité. Cela implique des politiques qui permettent une augmentation du rythme de croissance globale de l'économie et en particulier de celui des exportations.

La contrainte de financement et la présence des déséquilibres internes et externes limitent sérieusement l'efficacité et la soutenabilité des politiques de stimulation de la demande à travers la dépense publique. Les fuites de devises et de capital humain liées à la faiblesse du système de production actuel affaiblissent le rendement de l'investissement sur les secteurs sociaux et accroît les risques pour la stabilité. Cela implique la nécessité de réaliser des investissements stratégiques pour augmenter l'offre des produits à forte demande sur le marché local, d'exploiter la marge de flexibilité et le potentiel de croissance à court terme de certains secteurs. Une séquence appropriée des interventions est aussi nécessaire pour maximiser l'impact de l'investissement.

II.- ÉVOLUTION RECENTE DE L'ÉCONOMIE

1. Croissance et prix

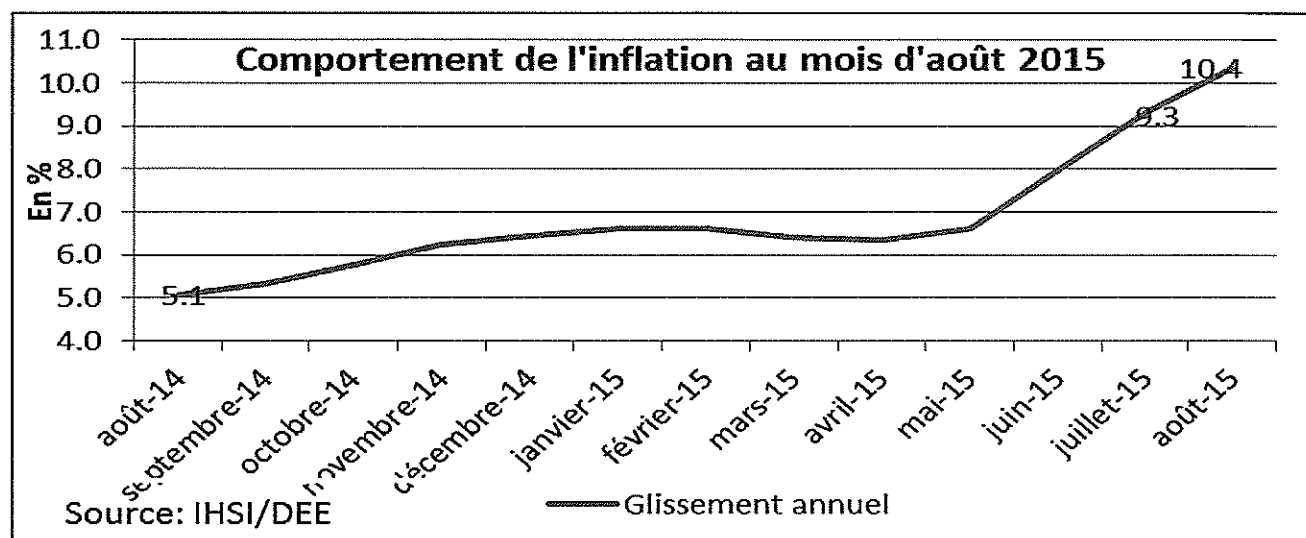
Les projections au début de l'exercice 2014-15 ont tablé sur une croissance de 4.6% du PIB qui serait soutenue par des investissements privés et publics en hausse et une inflation de fin de période de 6.2%. Les chocs conjoncturels internes (crise politique et institutionnelle, changement de gouvernement, période électorale) et externes (chute inattendue des cours internationaux des produits pétroliers) ont conduit à un budget rectificatif au deuxième trimestre de l'exercice qui intègre une réduction importante des investissements, notamment sur financement Petro Caribe. La croissance a été révisée à 2.7% et l'inflation de fin de période maintenue à 6%.

L'évolution récente de l'économie permet d'espérer que la croissance du PIB serait autour de 2%. Sur les trois premiers trimestres de l'exercice 2014-2015, hormis l'agriculture et l'énergie, les activités économiques des secteurs sont en hausse tant en variation semestrielle qu'en glissement annuel même si leur performance est toujours en-deçà des attentes. En effet,

- L'industrie manufacturière a connu une accélération à 8.6% en glissement annuel contre 7.3% sur la même période de l'exercice précédent, reflétant surtout l'installation progressive de nouvelles compagnies au Parc industriel de Caracol ;
- L'indice moyen de l'activité de construction s'est ralenti par rapport aux trois premiers trimestres de 2014 (4.1% contre +9.2%) ;
- L'agriculture est en baisse, étant très dépendante des conditions climatiques. Ce secteur a été frappé de plein fouet par une longue période de sécheresse et va sans doute contribuer négativement à la croissance du PIB ;
- L'indice moyen de l'activité commerciale (source IHSI) s'est accru de 9,9% en glissement annuel contre 12,8% à la même période de l'année précédente;
- Par contre, sur un an, on a constaté une dégradation au niveau de la production énergétique dans le pays par rapport à 2014.

En ce qui a trait à l'inflation, l'indice des Prix à la Consommation (IPC) a connu une accélération pour, à août 2015, atteindre 10.4% en glissement annuel contre 5.1% en août 2014. Cette accélération des prix est observée du côté des produits locaux d'abord en raison de la sécheresse, puis du côté des produits importés avec la hausse du taux de change au troisième trimestre. La chute du cours du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international a

quelque peu atténué ce mouvement de hausse des prix. Le taux d'inflation de fin de période est attendu à 11% environ au mois de septembre 2015.

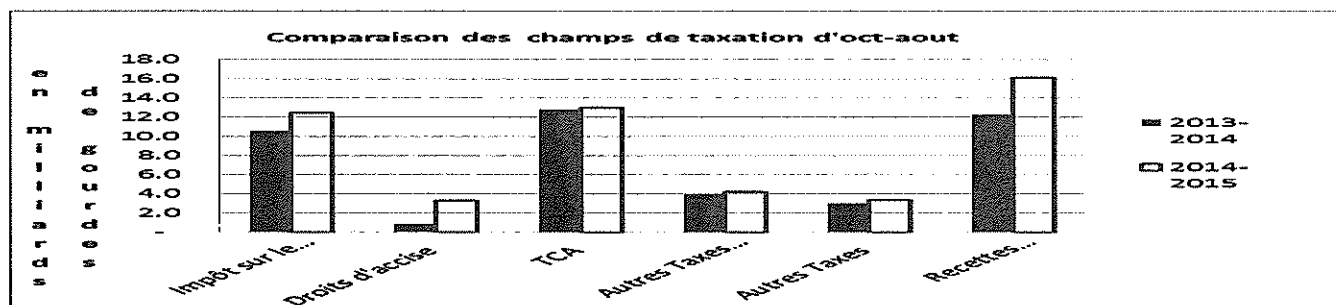


2. Finances Publiques

La situation des finances publiques sur les 11 premiers mois de l'exercice 2014-2015 est affectée par ces chocs économiques et politiques qui ont eu un impact considérable sur l'exécution du budget. Il est observé une hausse notable des recettes même si la pression fiscale est encore faible, moins de 13% ; une évolution contrôlée des dépenses marquée par un faible taux d'exécution du PIP par certains ministères n'a pas empêché une hausse du déficit du fait des dépenses non prévues pour EDH, lesquelles sont induites par les lettres de garantie exécutées dans le cadre de contrats envers les fournisseurs d'énergie.

Une hausse appréciable des recettes

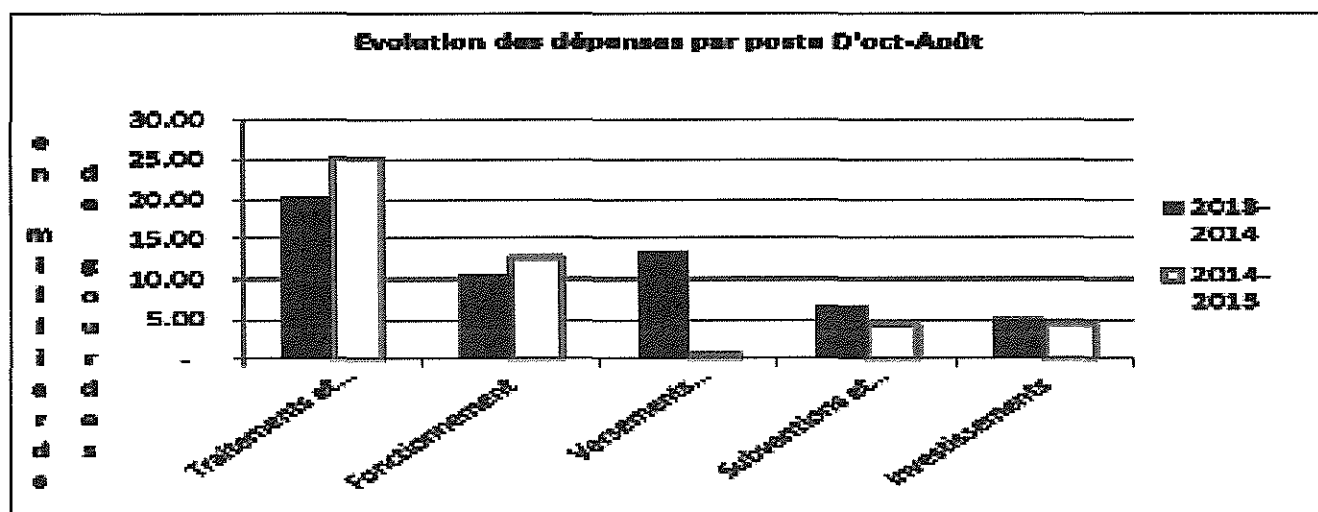
Les recettes en hausse de (21%) par rapport aux 11 premiers mois de l'exercice 13-14, sont soutenues à la fois par les recettes internes et douanières respectivement, de 15% et 31%.



Globalement sur la période, les administrations fiscale et douanière ont collecté environ 52,3 milliards de gourdes contre 43,4 milliards de gourdes pour la même période antérieure. Cette performance repose sur les facteurs et mesures suivants : le renforcement de la vérification sur pièces et sur place, la poursuite de la campagne de renouvellement des plaques d'immatriculation de véhicules par la DGI, l'effet conjugué de la baisse des cours des produits pétroliers sur le marché international et la stabilité des prix à la pompe, les mesures prises par l'AGD pour sécuriser les recettes et la tenue acceptable de l'activité économique jusqu'au troisième trimestre de l'exercice (accroissement de 9.9% de l'indice de l'activité commerciale en glissement au troisième trimestre de l'exercice). Les recettes associées aux produits pétroliers sur la période ont dépassé la barre de 6 milliards de gourdes.

Une évolution contrôlée des dépenses

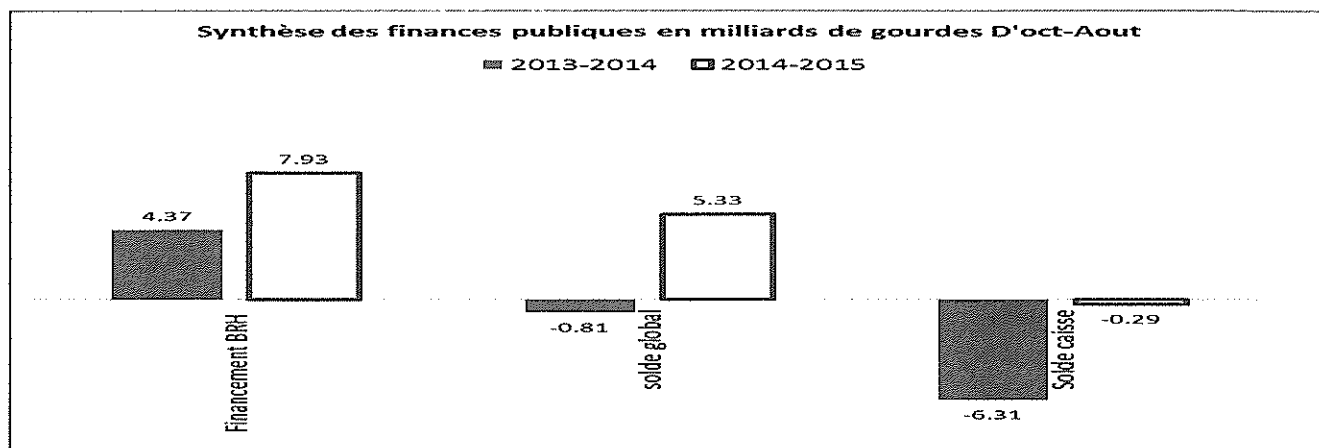
Les dépenses totales engagées passent de 44,2 milliards de gourdes d'oct-août 2013-2014 à 47,0 milliards de gourdes en 2014-2015 sur la même période, soit une progression de 6% résultant uniquement des dépenses courantes qui ont cru sur la période de 9%. Les investissements ont chuté. La pression et les engagements d'augmenter les services d'éducation, santé, sécurité se sont traduits par une augmentation progressive de la masse salariale.



La hausse des dépenses courantes s'explique par celle de 24% des traitements et salaires en raison de la régularisation de plus de 2500 enseignants dans le système et d'une nouvelle promotion de police. En revanche, on a assisté à la fois à une baisse des dépenses d'investissements à partir des ressources du Trésor Public liée à la faiblesse des dossiers de projets et des dépenses d'investissements à partir des ressources de Pétro caribe. Cette baisse de l'investissement compromettra l'atteinte de l'objectif de croissance pour l'année.

Une évolution contrôlée du solde budgétaire

Le solde budgétaire connaît une évolution maîtrisée en vue de maintenir la stabilité macroéconomique nécessaire à la croissance, mais le financement monétaire, en grande partie découlant de l'utilisation des avoirs de l'Etat à la BRH pour financer les lettres de garantie aux fournisseurs d'énergie, s'est un peu détérioré par rapport 2013-14. Il a atteint 8 Md de gourdes environ. Tenant compte du décaissement récent des appuis budgétaires, le plafond fixé (7.8MD gourdes) dans le cadre du programme Facilité Elargie de Crédit (FEC) convenu avec le FMI serait respecté.

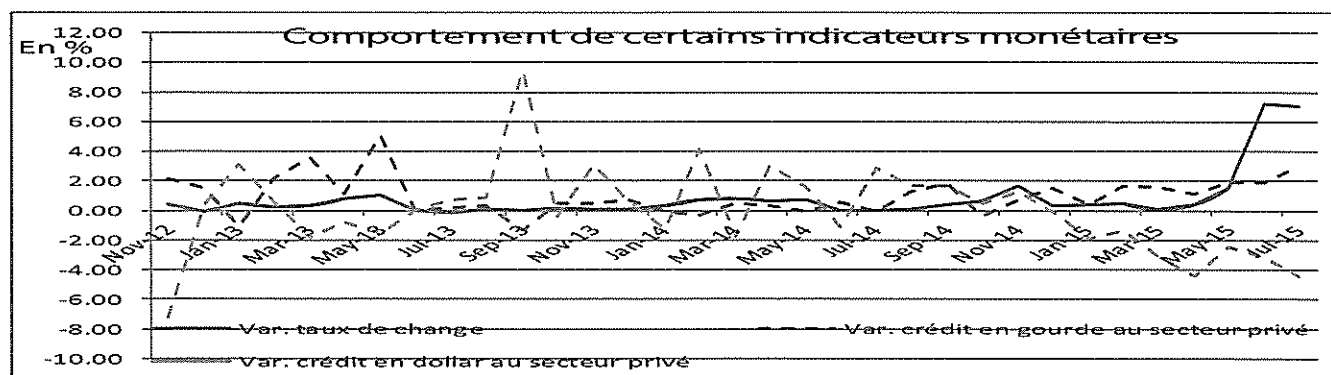


En base engagement, le solde budgétaire est positif de 5,3 milliards de gourdes à aout 2015, contrairement au solde de la période antérieure (-809 millions de gourdes). Par contre, on a constaté un déficit du solde base caisse sur la période (-286 millions de gourdes) moindre que la même période de l'exercice 2013-2014 (-6,3 milliards de gourdes).

3. Monnaie et Financement de l'économie

La politique monétaire tout au long des trois premiers trimestres de l'exercice fiscal 2014/2015 a été restrictive et s'est attelée à maîtriser les fluctuations de la gourde. Les interventions stabilisatrices de la Banque Centrale sur le marché des changes de l'ordre de 67.42 millions de dollars au 30 juin 2015, jointes à un relèvement au 1er juin 2015 des coefficients des réserves obligatoires au seuil de 43% et 40% respectivement pour les passifs en monnaies étrangères et en monnaie locale n'ont pas pu contenir la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain dans les proportions souhaitées au cours du premier semestre 2014/15. Le taux de change a dérapé à partir du troisième trimestre 2014/15.

Malgré les mesures prises par la BRH à travers les principaux instruments monétaires, cela n'a pas pu empêcher un décrochage du taux de change qui a dépassé 56 gourdes pour un dollar à la mi-juillet 2015. Il a fallu la conjugaison des efforts entre la BRH et MEF pour ramener le taux de change à moins de 52 gourdes pour un dollar, soit un mois avant la fin de l'exercice fiscal 2014-2015. Par ailleurs, il faut rappeler que le taux de dépréciation de la gourde au cours des quatre dernières années fluctuait entre 3 à 4% l'an. Au 31 mars 2015, en raison de coefficients de réserves obligatoires plus élevés pratiqués sur les passifs en monnaies étrangères comparés à ceux libellés en monnaie locale, les crédits en gourdes (+5.7%) ont crû alors que les crédits en dollars (-1.2%) ont baissé. Au mois de septembre 2015, le crédit au secteur privé en dollars marque une chute de 22% sur l'année contre une hausse de 12% pour le crédit en gourdes.



Source: BRH, calcul de l'auteur

4. Secteur externe

Selon les données de la Banque de la République d'Haïti sur les six premiers mois de l'exercice 2014/15, les exportations de biens et services chiffrées à 786.61 millions de dollars US sont en hausse de 5.28% en glissement annuel pendant que les importations (1460.47 millions de dollars US) sont en baisse de 1.32%. Cette baisse est surtout due à celle des prix des produits pétroliers. Il en résulte une légère amélioration du déficit de la balance commerciale sur la période avec un solde de - 1.484 milliards de dollars US contre - 1.5 milliards au premier semestre de l'exercice précédent.

Les transferts sans contrepartie totalisent 1084.38 millions de dollars US sur le premier semestre de l'exercice 2014-2015 contre 985.83 millions de dollars US le premier semestre de l'exercice précédent, soit une hausse de 10%.

Les interventions de la BRH sur le marché des changes pour contrer les hausses brusques du change n'ont pas été sans effets sur les réserves nettes de change qui sont passées de 921.70 millions de dollars US au mois de mars 2015 à 850 millions au 16 septembre 2015.

III.- CADRAGE BUDGÉTAIRE 2015-2016

1. Orientations du budget

Le budget 2015-16 qui s'inscrit dans un contexte de transition est orienté pour finaliser les politiques et actions engagées et d'adresser au mieux les principales préoccupations des citoyens. De plus, il intègre la logique que soutenir une dynamique de progrès durable requiert de promouvoir et développer un « Pacte » pour l'emploi et la croissance économique visant à créer un cadre consensuel de politiques inscrites sur la durée, donc dépassant le cadre d'un mandat présidentiel, et destiné à structurer et dynamiser les filières porteuses de croissance dans les secteurs à fort potentiels de production – à l'échelle territoriale – avec un accent particulier sur la promotion et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) spécialement dans le secteur agricole.

Dans ce contexte de raréfaction des ressources, ce budget cherche à gagner en efficacité en agissant sur deux (2) défis majeurs : a) un ancrage stratégique concrétisé par des politiques publiques articulées sur des programmes structurants à fort potentiel de création de richesse et d'emplois et qui sont appelés à avoir un impact significatif sur le développement social et économique et sur la vie des citoyens ; b) l'identification de nouvelles sources et modalités de financement pour pouvoir financer des projets porteurs.

Ainsi, le budget 2015-2016 est ancré au PSDH qui a identifié l'agriculture et l'agro-industrie, la construction, le tourisme comme les secteurs porteurs à court terme, sans omettre les services associés à ces secteurs et surtout le « business process outsourcing » (BPO). La quête de cohérence et de maximisation de l'impact du budget a guidé vers le choix stratégique de l'agriculture pour être la locomotive de l'économie pour les cinq prochaines années. Ce secteur est pris comme un vecteur devant fixer un processus de croissance durable de l'économie en facilitant la réduction des déséquilibres externes, l'expansion des activités de transformation artisanales et industrielles et l'amélioration rapide de la sécurité alimentaire et des conditions de vie générales. Des interventions stratégiques sont prévues pour améliorer la disponibilité et la qualité des facteurs de production importants pour le processus de croissance.

En outre, une approche budget-programme pluriannuel est adoptée pour le secteur agricole en mettant l'accent sur quatre (4) axes principaux : infrastructures, technologies post-récolte (micro parcs, normes de qualité etc.), financement et capacités managériales. Des objectifs annuels précis assortis d'indicateurs de résultats mesurables. Cette nouvelle façon de faire devra permettre d'initier la gestion basée sur la performance qui consiste à miser sur une logique de résultats et non de moyens.

En accord avec le PSDH, document-cadre de développement d'Haïti, le budget 2015-2016 intègre l'approche d'une croissance équilibrée et articulée autour de pôles. Mais, les contraintes de financement imposent de procéder par

étape. Aussi, une autre priorité du gouvernement est l'aménagement des centres villes de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien. Cela doit permettre de développer le potentiel de croissance et la résilience aux risques climatiques tout en revitalisant l'activité de construction. Trois angles d'intervention sont prioritaires : le drainage, la sécurité et les dispositifs incitatifs et financiers.

Dans cette perspective, l'action gouvernementale dans le cadre du budget 2015-2016 est orientée pour, de manière spécifique:

1. Promouvoir la croissance de l'agriculture comme base de l'expansion de l'économie nationale, lever les contraintes au développement des activités agricoles et mettre à profit les liaisons intersectorielles bénéfiques;
2. Promouvoir le développement des corps de métiers en fonction des besoins du marché de travail ;
3. Organiser l'habitat dans les régions à forte potentialité agricole de manière à rendre disponible la main d'œuvre et faciliter l'accès de la population aux services;
4. Contribuer à élargir la base des petites et moyennes entreprises évoluant surtout dans le domaine agricole en leur offrant un accompagnement technique et en leur facilitant l'accès au financement ;
5. Promouvoir la protection de l'environnement et oeuvrer au renforcement de la résilience du pays face aux catastrophes naturelles ;
6. Poursuivre les objectifs de modernisation de la gestion des finances publiques et de la gouvernance économique par l'adoption des pactes pour l'emploi et la croissance économique et le renforcement du pilotage et du cadre de réforme des finances publiques;
7. Augmenter le revenu des plus pauvres par la réalisation des projets capables de générer des emplois dans les milieux défavorisés.

2. Perspectives macroéconomiques et projections 2015-2016

Globalement, l'économie haïtienne bénéficierait d'un environnement économique international quelque peu favorable du fait d'un affermissement de la croissance dans les pays avancés. Il est prévu que la croissance mondiale s'établira à 3,5% en 2015 et à 3,8% en 2016. Aux États-Unis, la croissance devrait dépasser 3% en 2015 et 2016.

Par contre pour la région de l'Amérique Latine et les Caraïbes, la croissance a été anémique en 2014 (0,9%) et les perspectives pour 2015 sont sombres, soit 0,5% en 2015 selon le FMI. Les analyses convergent aussi sur les chocs externes qui plombent l'activité économique régionale, soit effondrement des prix des matières premières, baisse des investissements directs étrangers, décélération de la croissance en Chine et aussi les causes internes dont climat des affaires entachés d'une corruption rampante, crédit inadéquat, baisse des investissements productifs, baisse des salaires réels qui plombent la demande interne, etc.

Une remontée du cours du pétrole et une chute de ceux des denrées alimentaires sont prévues en 2016 contrairement à l'année 2015 caractérisée par une baisse des cours du pétrole et des denrées alimentaires. Les prévisions de 2016 tablent sur un rebond des prix de l'or noir (2.9% en moyenne) et une réduction continue des prix des aliments (0.3%). Les ressources Pétrocaribe seraient un peu plus importantes.

L'année 2014-2015, étant marqué par un resserrement des conditions monétaires et budgétaires, et un environnement sociopolitique empreint d'incertitude, la prudence est nécessaire dans l'exercice de projection des principales variables macroéconomiques pour 2015-2016.

2.1 Les principales hypothèses de projection pour 2015-2016

Globalement les projections macroéconomiques de 2015-2016 (voir le tableau I en annexe) se basent sur les hypothèses suivantes :

- 1) Un processus électoral et de transition politique relativement normale et une volonté des acteurs de s'assurer que le meilleur sera fait dans ce contexte fragile et de forte contrainte financière. Cela facilitera la mise en place de la politique de relance agricole, une convergence des investissements sectoriels vers une augmentation de la production agricole, d'où l'importance du pacte pour la croissance;
- 2) Un environnement international favorable caractérisé par : une croissance de l'économie américaine, une augmentation modérée des cours du pétrole et une baisse des produits de base, l'augmentation des transferts de la diaspora et une maîtrise de l'inflation par les autorités monétaires ;
- 3) La poursuite de la dynamique de croissance des exportations grâce à la croissance américaine et aux préférences accordées aux produits haïtiens (loi HOPE) ;
- 4) Des politiques garantissant une meilleure prise en charge des besoins du secteur agricole par le système financier ;
- 5) La conception et la mise en œuvre de grandes politiques en appui à la structuration et la dynamisation des secteurs et filières à fort potentiel ;
- 6) Des avancées notables sur les réformes du cadre des affaires et la facilitation des investissements privés seront impulsées à travers les projets en cours orientés vers le développement du secteur privé;
- 7) Des projets et nouvelles sociétés créés avec l'appui de différents programmes du Gouvernement devront avoir un impact sur la production. C'est le cas pour la production de banane avec AGRITRANS dans le Nord-Est, des initiatives avec la BRANA pour le Millet, les nouvelles sociétés agricoles (plus d'une vingtaine) créées ou en constitution dans le cadre du programme de support aux PME dans l'agri business.
- 8) Une volonté affirmée de convergence, de coordination des efforts des ministères sectoriels traduite par une nette amélioration de la gouvernance économique.

2.2 Les projections macroéconomiques 2015-2016

Le budget 2015-2016 table sur les performances macroéconomiques suivantes :

- Une croissance réelle prévue à 3.6% en 2015-2016, portée par une contribution du secteur agricole équivalant à 17% et 3% de croissance réelle facilitée par les nouvelles mesures et les investissements publics et privés dans le secteur;
- Une inflation de fin de période de 6.2% et en moyenne de 9.7%. Ce niveau d'inflation sera atteint sous l'hypothèse d'une meilleure performance de l'agriculture, d'un cadre monétaire stable ou en amélioration, d'une légère hausse des prix des produits pétroliers;
- Une pression fiscale passant de 13% à 15% facilitée par un accroissement des recettes de 33%, soit de 58 à 77 milliards, prenant assise sur une amélioration de la performance des différents champs d'impôts et de nouvelles mesures incitatives;
- Des dépenses d'investissements chiffrées à 15.7 milliards de gourdes, en hausse de 52% par rapport aux prévisions de l'exercice précédent (10.2 mds) mais en plus, elles devront bénéficier d'une plus grande efficacité découlant des réformes en matière de gestion des finances publiques et d'une meilleure orientation des dépenses ;
- Des dépenses courantes limitées à 76% des recettes courantes (58.8) milliards de gourdes);

- Un déficit budgétaire contenu à moins de 3% du PIB ;
- Le maintien des réserves brutes de changes autour de 4 mois d'importation ;
- Une réduction du déficit du compte courant de la balance des paiements qui atteignit 6.5% en 2013-2014 à moins de 3.5% en 2015-2016.

La croissance de 3.6% projetée pour 2016 repose notamment sur la performance des branches de l'agriculture et les services. Leur contribution respective serait de 17.3 et de 44.2%. La croissance constatée dans le secteur agricole résulterait d'une augmentation de la productivité du secteur grâce à une plus grande accessibilité des agriculteurs aux paquets techniques, à une meilleure disponibilité des facteurs de production et à un renforcement de la gouvernance du secteur. Le dynamisme de l'activité commerciale serait en lien avec la hausse de l'offre locale agricole et une augmentation des transferts privés. La croissance continue des activités de la branche manufacturière serait maintenue échangée grâce à la reprise de l'économie américaine et aux efforts continus pour repousser les contraintes du secteur textile en Haïti.

La croissance économique en 2016 serait surtout portée par la consommation et les exportations avec des contributions respectives de 1.5 et de 5.3 points de pourcentage. L'augmentation de la consommation serait soutenue non seulement par l'augmentation des dépenses courantes de l'Etat, des transferts privés, mais aussi par une meilleure distribution du revenu au profit des couches les plus défavorisées. Les initiatives et projets déjà engagés dans le secteur agricole devront contribuer à relever le niveau du produit intérieur brut.

2.3 Les politiques macroéconomiques et structurelles

La politique budgétaire

La politique fiscale et budgétaire vise une réduction de la dépendance nationale vis-à-vis du financement externe, sans forcément augmenter les taux de taxation, pour augmenter la marge de manœuvre de l'Etat et les possibilités d'investissement. Elle mise principalement sur : a) l'augmentation du rendement de certains champs d'impôts ; b) une mobilisation des ressources financières à partir des sources non traditionnelles; c) sur la réforme du secteur énergétique. La pression fiscale devra passer de 13% à 15% en raison du rythme d'accroissement de l'activité économique et la mise en place des nouvelles mesures fiscales et administratives.

La mise en place du CUT garantit une meilleure exécution du budget et un meilleur contrôle des ressources de l'Etat. La croissance des ressources fiscales permettra de garantir la soutenabilité du plan de dépense en vue de l'amélioration de l'accès aux services de santé, d'éducation, de sécurité et aussi la réforme progressive du système de rémunération des agents de la fonction publique. Une meilleure efficacité de la dépense est garantie par la mise en place du CUT associée aux exigences d'une programmation régulière des dépenses des ministères et à la réforme en cours du système d'investissement qui intègre notamment le renforcement du suiviévaluation et aussi des capacités d'analyse et de sélection des projets.

Comme convenu dans le programme avec le FMI, la politique budgétaire vise à garder la dette publique sur une trajectoire soutenable. Le déficit du secteur public non financier sera réduit à 2,5% du PIB à moyen terme, tout en préservant les dépenses liées à la réduction de la pauvreté. La suppression des subventions aux carburants qui bénéficient aux catégories à haut revenus, la réduction des pertes quasi budgétaires du secteur de l'électricité (EDH) sont envisagés. Il est prévu que le mécanisme automatique de fixation des prix des produits pétroliers soit en vigueur ainsi qu'un mécanisme de compensation permettra de répercuter l'évolution des cours internationaux du pétrole sur les prix intérieurs des carburants tout en protégeant les populations les plus vulnérables.

La politique monétaire et de financement

La performance projetée s'inscrit dans un contexte de resserrement de la politique monétaire en vue de limiter une détérioration rapide du taux de change afin de préserver la stabilité des prix qui est un objectif primordial du programme

financier FEC. Elle devrait être progressivement relaxée au fur et à mesure que les risques se dissipent et que l'assainissement budgétaire, avec la mise en œuvre des réformes du secteur énergie, parvienne à dévier les anticipations de taux de change. La BRH cherche à renforcer les instruments de politique monétaire et à améliorer la gestion de la liquidité du système bancaire. Donc une meilleure articulation entre la politique budgétaire et la politique monétaire devrait aider à sauvegarder la stabilité macroéconomique sans pénaliser la croissance. Un objectif intermédiaire est de maintenir les réserves internationales à un niveau approprié pour dégager des marges de manœuvre suffisantes pour conduire la politique monétaire.

Les réformes seront poursuivies pour améliorer les conditions et l'accès au crédit. Le secteur agricole, notamment devra bénéficier de nouveaux mécanismes de financement dédiés. Un fonds pour le financement des infrastructures productives est créé dans le cadre de ce budget et sera alimenté par émissions de titres par le Trésor Public dans le cadre du lancement d'un grand emprunt national agricole. Ces titres seront placés auprès d'investisseurs institutionnels publics et privés (Banques publiques et privées, Compagnies d'Assurances, Investisseurs du secteur privé des affaires, Etc.). D'autres dispositifs de financement alternatifs sont envisagés et synthétisés dans le tableau ...en annexe.

Les Principales politiques structurelles et initiatives de politiques publiques en appui à la croissance l'exercice 2015-2016. Le programme de réformes structurelles prévu vise principalement à promouvoir la croissance économique, renforcer la gouvernance et les politiques publiques, améliorer la transparence et la gestion des finances publiques. Les actions portent notamment sur le climat des affaires et la compétitivité globale de l'économie et des secteurs d'activité, la réforme du système d'investissement. Des travaux, investissements et réformes visent à développer les facteurs stratégiques qui ont un impact sur la croissance, l'emploi et la compétitivité globale de l'économie et des secteurs d'activité, notamment : l'inclusion financière pour garantir le financement des différents secteurs d'activité et notamment des PME, la sécurisation des droits fonciers, le réseau de transport, l'électrification du territoire, la formation professionnelle et technique de la main d'œuvre, l'alimentation en eau, l'expansion des communications, le maillage numérique, la gestion des déchets solides. Le budget inclut la mise en place du cadre légal approprié pour faciliter le commerce et les transactions électroniques.

Pour le redressement et le renforcement du système des finances publiques, les politiques structurelles s'attaquent aux problèmes de fond et à la réforme du secteur de l'électricité à la fois pour desserrer la contrainte sur le budget et permettre l'accès à une électricité à bas prix, prévoit d'accroître l'efficacité des actions publiques au moyen de réformes de l'administration publique, de la politique fiscale et de la gestion des finances publiques, ainsi que des statistiques économiques. Des dispositions légales instituant les achats groupés devront permettre de rationaliser les achats et d'utiliser le levier de la commande publique pour faciliter le renforcement de l'économie nationale.

De plus, le choix de l'agriculture comme locomotive de l'économie est fait en réponse au contexte macroéconomique, social et politique actuel et traduit les priorités et urgences pour le gouvernement. La priorisation de ce secteur devrait contribuer à maximiser le rendement des dépenses publiques et de réduire les inégalités entre les différentes couches de la population. Le budget global du MARNDR a augmenté de 80%. En plus des 1.6 milliards qui lui sont consacrés, une enveloppe de 7 milliards de gourdes sera mobilisée à partir d'un grand emprunt incluant une syndication aux fins de financer des programmes du gouvernement qui inclut des projets en lien avec le développement agricole. La relance du secteur agricole suppose le renforcement institutionnel du MARNDR qui sera à même d'identifier les besoins du secteur pour son développement, susciter et stimuler les partenariats publics privés, promouvoir le cadre facilitant la coopération des différents acteurs intervenant dans toute la chaîne de la production et jusqu'à la transformation des produits, proposer des mesures de garantie des débouchés pour les producteurs. Les interventions du MARNDR rentrent dans les lignes stratégiques présentées ci-dessous :

1. La préservation, la régénération des sols et la protection des bassins versants, avec les actions conjointes du Ministère de l'environnement et du CIAT ;
2. La promotion des infrastructures et des équipements de production (construction et réhabilitation des systèmes d'irrigation, construction d'abattoirs, de plateformes multiservices de transformation, etc.)
3. L'augmentation des superficies cultivées en fonction de leurs vocations naturelles ;

4. La recherche agricole en générale et semencière en particulier et l'expérimentation méthodique soutenant le renforcement des filières de production;
5. La vulgarisation agricole et le soutien approprié à cette action (soutien de l'accès des producteurs aux intrants) facilitant l'adoption des pratiques culturelles efficaces par les agriculteurs;
6. La promotion d'un cadre légal garantissant la propriété foncière, facilitant le financement des activités des producteurs et aussi la confiance et la coopération entre tous les acteurs impliqués dans le secteur.

Ces six lignes directrices appuyées par la réalisation d'études stratégiques contribueront à un renforcement du cadre légal, normatif et institutionnel du secteur, un accroissement des superficies cultivées, à un relèvement de la productivité accompagné par une diminution des pertes techniques. Ces interventions auront un impact direct sur la production agricole et la disponibilité alimentaire, l'amélioration de la balance commerciale et la réduction du sous-emploi tout en préservant l'environnement.

Le MARNDR peut déjà compter sur la recherche, au sein de l'enseignement supérieur, relancée en avril 2014 et la constitution d'un groupe de travail en 2013 qui ont abouti aux résultats et aux mesures suivantes :

- Création d'un Fonds National pour la Recherche et le Développement (FONRED) ;
- Stimulation de la recherche (agronomie, économie, santé, droit, relations internationales, biologie, sciences de l'éducation) ;
- Amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, par le recrutement d'enseignants chercheurs de qualité et à plein temps ;
- Impliquer les universités dans la recherche agronomique ;
- Etablir un lien entre les universités et les entreprises, les universités et les agriculteurs (les utilisateurs des innovations);
- La structuration d'espaces ou de centres d'innovations pour chaque région du pays.

En fait, cinq nouveaux programmes ou grandes politiques publiques sont ciblés et prévus pour être menés avec l'implication de plusieurs ministères. Leur mise en œuvre requiert des mécanismes de travail intersectoriels. Les cinq nouveaux programmes du gouvernement sont ainsi listés :

- **LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES AGRICOLES** qui vise à augmenter de manière durable la production agricole en dotant les zones à potentiel des infrastructures d'irrigation, de connectivité, de qualité, de commercialisation, de protection agrologique et de maîtrise de l'eau pour l'irrigation des terres cultivables ;
- **PROGRAMME NATIONAL DE NUTRITION ET DE PROMOTION DE LA PRODUCTION LOCALE.** Il vise à améliorer la nutrition de la population, particulièrement des enfants en âge scolaire, par le développement et la mise à disposition de produits nutritifs à travers la stimulation de la production locale et de l'entrepreneuriat local.
- **PROGRAMME VILLAGE ADMINISTRATIF ET SOCIAL (SANT TOUT KALITE SÈVIS) OU STKS**, dans les sections communales afin de rendre accessible les services publics à tous les citoyens, partout où ils se trouvent sur le territoire national. Il est prévu d'en créer trois au cours de l'exercice.
- **LE PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES DANS L'ÉCONOMIE VIRTUELLE** a pour objectifs d'étendre les opportunités d'emplois pour les jeunes en encourageant l'entrepreneuriat dans le secteur technologie en créant un écosystème qui faciliterait l'accès à la technologie et qui inciterait les jeunes à innover, en développant l'industrie BPO en Haïti ainsi que d'autres industries similaires, en mettant en place des structures et modalités qui inciteraient la création de startup, et l'entrepreneuriat Tech et de manière spécifique, contribuer au développement de la filière de l'animation et des industries créatives.

• **LE PROGRAMME ÉDUCATION DE QUALITÉ OU LYCÉES D'EXCELLENCE** qui consiste à développer une éducation de qualité à travers la mise en place d'un lycée d'excellence par département intégrant chacun des espaces de culture, d'expérimentation et de formation professionnelle axés sur les besoins des communautés et l'usage des nouvelles technologies de l'information. Ces lycées sont destinés à développer les talents et capacités des jeunes pour les mettre en situation d'assumer valablement le développement du pays, à appuyer la déconcentration des services d'éducation et limiter la migration vers Port-au-Prince. Trois (3) lycées sont prévus en 2015-2016.

• **PROGRAMME D'INCITATIONS AU DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE L'ACCÈS A L'ÉNERGIE** qui vise à appuyer le développement des énergies renouvelables en Haïti d'abord en éliminant les droits de douane sur les intrants rentrant dans la fabrication de ces produits. Ce programme pourra être complété par d'autres dispositions de facilitation et est complémentaire à d'autres projets, notamment appuyés par des bailleurs de fonds, dans le domaine.

Pour les jeunes, l'engagement est renouvelé sur la scolarisation universelle et le développement des infrastructures et pratiques sportives. Un accent sera mis sur la gestion des infrastructures sportives et sur le renforcement des fédérations et clubs à travers le pays afin de dynamiser les pratiques et compétitions.

Parallèlement les travaux et réflexions se poursuivent pour, dans une approche chaîne de valeur et filière, traiter les contraintes au développement des secteurs porteurs en collaboration avec les entités concernées.

Tableau- Offre et demande globale à prix constant

Synthèse des résultats de la prévision de croissance Cadre macroéconomique 2015-2016							
Indicateurs macroéconomiques	2009-10	2010-11	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
PIB							
à prix constant	13,255.00	13,996.00	14,407.00	15,019.00	15,432.00	15,794.34	16,369.09
variation annuelle	-5.4%	5.6%	2.9%	4.2%	2.7%	2.3%	3.6%
PIB							
à prix courant	264,039.00	297,687.00	328,061.00	364,526.00	388,809.00	426,401.94	491,509.86
variation annuelle	-0.9%	12.7%	10.2%	11.1%	6.7%	9.7%	15.3%
Déflateur du PIB		21.6	22.8	24.3	25.2	27.0	30.0
Variation annuelle			5.3%	6.6%	3.8%	7.2%	11.2%
Inflation							
en glissement annuel	4.7	10.4	6.5	4.5	5.3	11.0	6.2
en moyenne annuelle	4.1	7.4	6.8	6.8	3.9	7.5	9.7

Source :MEF/DEE

CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE DU BUDGET 2015-2016

Tableau II Taux de croissance du PIB par secteur	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015Est.	2016 Prév
Variation annuelle								
PIB	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.2	2.7	2.3	3.6
PIB non agricole	2.3	-7.2	7.7	4.2	4.2	4.0	3.4	3.8
Valeur ajoutée brute	3.0	-5.4	5.4	2.5	4.3	2.7	2.3	3.3
Impôts et subventions sur les produits	4.1	-6.3	7.0	8.2	4.1	3.2	3.0	7.2
Secteur primaire	5.6	-0.1	-1.0	-1.4	4.4	-1.4	-1.5	3.0
Agriculture, sylviculture, élevage, chasse, pêche	5.6	-0.1	-1.1	-1.3	4.3	-1.5	-1.5	3
Industries extractives	6.3	0.0	17.6	-15.0	5.9	5.6	1.6	3.6
Secteur secondaire	4.6	-5.0	13.4	5.1	5.9	5.3	4.4	4.2
Industries manufacturières	4.5	-15.2	17.8	7.1	2.2	2.2	4.7	4.0
Electricité, gaz et eau	28.8	4.5	30.0	-24.2	0.0	1.4	0.4	1.5
Construction	3.5	4.1	9.1	5.5	9.3	7.9	4.3	4.5
Services	1.4	-8.0	6.0	3.3	3.7	3.6	3.1	3.1
Commerce, restaurants, hôtels	1.2	-8.0	4.6	5.0	4.9	4.2	3.1	3.5
Transports et communications	2.6	-2.9	13.4	-1.3	3.6	3.7	3.8	4.4
Autres services marchands	0.1	-7.1	2.7	3.9	3.3	5.1	3.8	4.4
Services non marchands	0.3	1.4	2.9	2.8	2.6	2.0	3.7	3.5
Branche fictive	-3.8	21.8	-3.5	5.3	6.6	6.4	6.2	9.3

Source: DEE

Synthèse des résultats de la prévision de croissance

Secteur réel							
En millions de gourdes constantes	2009-10	2010-11	2011-12	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
PIB	13,255.00	13,996.00	14,407.00	15,019.00	15,432.00	15,794.34	16,369.09
Importations	21,980.00	20,881.00	20,883.00	21,553.00	22,122.00	21,656.03	22,156.41
Offre Globale	35235.0	34877.0	35290.0	36572.0	37554.0	37450.4	38525.5
Consommation	26,593.00	25,099.00	23,677.00	24,320.00	24,889.00	24,544.44	24,781.26
Investissement	4,649.00	5,067.00	5,417.00	5,747.00	5,865.00	5,671.40	5,678.54
Exportations	3,993.00	4,712.00	6,196.00	6,505.00	6,800.00	7,234.53	8,065.69
Demande Globale	35235.0	34878.0	35290.0	36572.0	37554.0	37450.4	38525.5
Balance commerciale	-17,987.00	-16,169.00	-14,687.00	-15,048.00	-15,322.00	-14,421.50	-14,090.71
Tableau III Taux de croissance réelle en	2009-10	2010-11	2011-12	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
PIB	-5.4%	5.6%	2.9%	4.2%	2.7%	2.3%	3.6%
Importations	20.0%	-7.1%	0.0%	3.2%	2.6%	-2.1%	2.3%
Offre Globale	9.0%	-1.0%	1.2%	3.6%	2.7%	-0.3%	2.9%
Consommation	15.4%	-5.6%	-5.7%	2.7%	2.3%	-1.4%	1.0%
Investissement	-6.4%	9.0%	6.9%	6.1%	2.1%	-3.3%	0.1%
Exportations	-7.4%	16.9%	31.5%	5.0%	4.5%	6.4%	11.5%
Demande Globale	9.0%	-1.0%	1.2%	3.6%	2.7%	-0.3%	2.9%
Sources: IHSI/ calcul de l'auteur							
Ratio (en terme réel)	2009-10	2010-11	2011-12	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Importations/PIB	165.8%	149.2%	145.0%	143.5%	143.4%	137.1%	135.4%
Consommation/PIB	200.6%	179.3%	164.3%	161.9%	161.3%	155.4%	151.4%
Investissement/PIB	35.1%	36.2%	37.6%	38.3%	38.0%	35.9%	34.7%
Exportations/PIB	30.1%	33.7%	43.0%	43.3%	44.1%	45.8%	49.3%

Source:MEF/DEE

**MESURES EN SOUTIEN
A LA CROISSANCE ET A L'EMPLOI**

Budget 2015-2016 : Nouvelles Mesures pour le financement du Budget et en appui à la croissance Economique et à l'Emploi			
	Description de la mesures/Domaine	Objectifs/ Effets attendus	Entité/Structure responsable
	A : Financement alternatif de l'Economie et du budget		
	Financement direct	Amélioration des recettes fiscales, des services et de l'équité fiscale	
1	Création d'une loterie fiscale	- Augmenter la collecte sur la TCA	MEF /DGI/ DIF
2	Révision de droits et redevances relatifs au domaine privé de l'Etat (droit de fermage incluant le littoral)	- Augmenter les recettes - Renforcer l'équité	MEF/DGI, DIF
3	Nouvelle disposition renforçant l'obligation du paiement de l'impôt sur le revenu notamment au niveau des employés ayant leur résidence fiscale en Haïti.	- Augmenter les recettes - Améliorer l'équité	MEF/DGI, DIF
4	Paiement en ligne des impôts	- Faciliter aux contribuables les formalités de paiement de l'impôt ; - Augmenter les recettes	MEF/DGI
5	Lancement d'un Grand Emprunt incluant notamment un dispositif de levée de fonds/ syndication pour le financement des infrastructures agricoles, agroindustrielles et industrielles.	- Mobiliser et rendre prévisible les ressources dédiées à l'objectif de renforcement des infrastructures de productivité dans le secteur agricole	MEF/DT BRH
6	Lancement d'une Carte d'immatriculation fiscale digitalisée et permettant aussi de réaliser des transactions financières (carte de débit)	- Identifier la population - Disposer d'un moyen de paiement et d'identification pour les transferts sociaux	MEF/DGI, DIF
7	Equipe de travail sur la systématisation et le suivi de la collecte de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	- Augmenter la collecte de l'impôt sur le revenu - Systématiser et recouper les informations - Promouvoir le civisme fiscal	MEF/DGI, DIF
8	Révision et ajustement des redevances relatives à la contribution foncière des propriétés bâties	- Faciliter le paiement aux contribuables et réduire l'évasion fiscale ; - Limiter les arbitrages par les agents fiscaux	MEF
	Des outils de Financement indirect		
9	Négociation d'accords binationaux de défiscalisation	Favoriser les investissements étrangers et de la diaspora	MEF
10	Création d'un réseau de caisses locales de crédit mutuel	-Fournir du crédit pour les acteurs économiques locaux, en particulier du secteur agricole ; -Doter le secteur agricole d'une banque focalisée sur le développement de l'activité économique de ses sociétaires	MEF, MARNDR
11	Lancement de bons dirigés vers la diaspora et autres dispositifs de participation au financement de l'économie	Financer les micros parcs industriels, les infrastructures de production	MEF, MHAVE
12	Etude sur la possibilité de rachat des titres de dette souveraine de l'Etat ayant fait l'objet d'abandon de créances	Permettre à Haïti de retourner sur le marché international des capitaux	MEF
13	Lancement du fonds de solidarité inter haïtienne (levée de fonds, appel de la diaspora, téléthon ...)	Mobiliser et sécuriser des ressources pour le financement des centres de services dans les sections communales (STKS)	MEF, MPCE, MICT etc...

14	Création d'un Centre Financier International « on shore »	- Promotion du CFGI de l'île de la Gonâve au niveau internationale - Développement d'un portefeuille de clients non-résidents	MEF
15	Création d'un Fonds d'Investissement Haïtien	- Mettre en place un fonds destiné à être investi dans un portefeuille d'entreprises et de projets en Haïti - Faire la démonstration de la capacité de bonne gouvernance de l'État haïtien	MEF
16	Mise en place d'un Crowdfunding (Financement participatif)	- Solliciter l'investissement de la part des Haïtiens vivant à l'étranger - Faciliter l'accès à des sources directes de financement	MEF
17	Création d'un Fonds Multilatéral d'Investissement	- Lever un Fonds d'Investissement auprès de pays amis d'Haïti - Utiliser ce fonds uniquement pour les projets d'infrastructures et de dynamisation de l'économie haïtienne	MEF
18	Création d'un Pavillon Maritime Haïtien	- Développer une flotte internationale enregistrée sous le pavillon haïtien - Créer un pavillon pour la marine marchande, de croisière et de plaisance	MEF
	B. Mesures de rationalisation des dépenses		
20	Introduction des achats groupés parallèlement à la mise en place d'entrepôts sur douane	- Meilleure planification des achats et économies d'échelle,	MEF et les autres ministères et organismes publics
21	Introduction des marchés à bons de commande	- Meilleure exécution de la dépense - Renforcement des firmes et capacités locales d'exécution	MEF, CNMP
22	Nouvelle Politique d'acquisition et de gestion des véhicules à introduire dans l'administration	- Standardisation des pratiques - Amélioration de l'efficacité dans la gestion des ressources	MEF, OMRH
23	Renégociation des contrats avec les fournisseurs d'énergie à EDH	- Améliorer la situation financière de l'EDH et réduire la pression sur le Trésor public - Éliminer les situations de rente et introduire plus d'équité dans les contrats.	MEF, TPTC
	C. Mesures de renforcement du système d'exécution des dépenses		
24	Finalisation et lancement du Compte Unique du Trésor (CUT)	- Renforcer la maîtrise et la gestion des ressources de l'Etat - Améliorer l'exécution du budget	MEF/BRH
25	Exigence de soumission des plans de dépenses des ministères chaque trimestre	- Améliorer l'exécution des dépenses et la gestion de trésorerie	Tous les ministères
26	Exigence de soumission des plans de marchés des ministères au début de l'exercice	- Faciliter la programmation et l'exécution de la dépense ; - Faciliter la gestion des commandes - Rendre l'information disponible aux firmes et PME qui peuvent en profiter	Tous les ministères
27	Constitution d'une base de données sur les contrats (centralisation MEF, numérisation des documents...)	- Favoriser un meilleur suivi des contrats - Améliorer le suivi et la planification des engagements de dépenses	MEF/DAJ
28	Poursuite du processus de paiement par virement bancaire	- Moderniser le fonctionnement du Trésor	MEF/Trésor, BRH
	D. Mesures incitatives et réglementaires pour protéger les actifs naturels (l'environnement) et renforcer la production nationale		

29	Création par arrêté d'un Comité National de Compétitivité	- Développer et promouvoir des politiques publiques à mettre en œuvre pour rendre compétitives les entreprises haïtiennes - Favoriser la concertation entre les différents acteurs concernés dans le processus de croissance du pays.	Présidence
30	Création de l'Agence Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat (ANDE)	- Encadrer le développement des PME dans les différentes filières	MEF, MCI
31	Exonération de droits sur les importations d'intrants et matériels pour les énergies renouvelables	- Favoriser le développement des sources alternatives d'énergie et promouvoir une énergie propre et renouvelable	MEF
32	Zonage, délimitation des zones à vocation agricole	- Sécuriser les terres agricoles et empêcher leur urbanisation - Préserver et appuyer le développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sur le long terme	MPCE, MDE, CIAT, CNIGS
33	Institution d'une police environnementale	- Préserver les ressources environnementales - Empêcher les pratiques abusives et destructrices de l'environnement	MDE, MD
34	Un nouveau projet de loi pour réglementer l'utilisation de la bande du littoral	- Protéger le littoral - S'adapter aux changements climatiques - Promouvoir les loisirs et le tourisme	MEF, MDE
35	Réforme du secteur énergétique	- Faciliter les investissements dans le secteur - Augmenter l'offre d'énergie et diminuer le coût - Augmenter l'accès à l'énergie	TPTC, MEF
36	Révision de la réglementation sur les marchés publics pour supporter les entreprises travaillant dans le secteur de la construction	- Appuyer le dynamisme du secteur de la construction	MEF, CNMP, TPTC
37	Exigence d'un certificat de qualité certifié par un organisme indépendant pour tout type de farine importé	- Protéger le consommateur	MCI, SGS
38	Création des sociétés publiques d'aménagement du territoire (Société Anonyme Mixte) dans les départements ou Reforme des organismes régionaux de développement ODN, ODNO, ...	- Organiser un développement harmonieux du territoire - Valoriser et Protéger les actifs de l'Etat	MEF, MPCE
39	Institution de la bourse d'excellence Henri Bazin	- Honorer la mémoire de cet économiste, ancien Ministre de l'Economie et des Finances qui a promu des réformes importantes; - Stimuler la recherche et les travaux scientifiques en économie et particulièrement sur les finances publiques ;	MEF, AHE, les Universités

**LES INVESTISSEMENTS
PUBLICS EN 2015-2016**

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1	POUVOIR EXECUTIF		15 396 500 000	12 685 807 977	28 082 307 976,73	10 746 953 292	17 373 069 533			28 120 022 825	56 202 330 801
11	SECTEUR ECONOMIQUE		9 431 821 582	7 975 845 777	17 407 667 359,07	9 595 768 228	11 870 124 761			21 465 892 989	38 873 560 348
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE		2 167 395 726	482 094 089	2 649 489 814,70	3 351 860 687	284 700 000			3 636 560 687	6 286 050 501
1111-1	SERVICES CENTRAUX		2 167 395 726	482 094 089	2 649 489 814,70	3 351 860 687	284 700 000			3 636 560 687	6 286 050 501
1111-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		2 104 087 596	482 094 089	2 586 181 685,20	3 351 860 687	284 700 000			3 636 560 687	6 222 742 372
1111-1-12-50	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		1 521 087 596	-	1 521 087 596,00	942 000 000	284 700 000			1 226 700 000	2 747 787 596
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		1 521 087 596	-	1 521 087 596,00	942 000 000	284 700 000			1 226 700 000	2 747 787 596
1111-1-12-50-11	CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES ET PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT D'HAITI	NATIONAL	76 000 000		76 000 000					-	76 000 000
1111-1-12-50-14	INTERVENTIONS D'URGENCE DU GOUVERNEMENT	NATIONAL	720 000 000		720 000 000	262 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	262 000 000	982 000 000
1111-1-12-50-26	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN MILIEU URBAIN (PRODEPUR-HABITAT) /BMPAD BM P106699/P121833	NATIONAL			-		256 500 000	BM	DON	256 500 000	256 500 000
1111-1-12-50-27	REHABILITATION URBAINE DANS L'OUEST - (BJD/HA-L1002)	OUEST			-		28 200 000	BID	DON	28 200 000	28 200 000
1111-1-12-50-28	CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	NATIONAL	480 087 596		480 087 596	600 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	600 000 000	1 080 087 596
1111-1-12-50-31	SUPPORT AUX ACTIVITES DES COOPERATIONS CUBAINES ET TRIPARTITE	NATIONAL	135 000 000		135 000 000	-				-	135 000 000
1111-1-12-50-33	FONDS DE SUPERVISION DES TRAVAUX RELATIFS AUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES	NATIONAL		-	-	80 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	80 000 000	80 000 000
1111-1-12-50-35	RESTRUCTURATION DU SYSTEME DE PLANIFICATION	NATIONAL	15 000 000	-	15 000 000					-	15 000 000
1111-1-12-50-36	ACTUALISATION DE LA CARTE DE PAUVRETE	NATIONAL	60 000 000		60 000 000					-	60 000 000
1111-1-12-50-37	MISE EN OPERATION ET DE GESTION DU COMPLEXE ADMINISTRATIF ET SOCIO-CULTUREL (CASC) DU CAP-HAITIEN	NORD	10 000 000	-	10 000 000					-	10 000 000
1111-1-12-50-38	REDYNAMISATION DES STRUCTURES DE PLANIFICATION SECTORIELLE (UEP)	NATIONAL	25 000 000	-	25 000 000					-	25 000 000
1111-1-12-51	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		200 000 000	-	200 000 000,00	-	-			-	200 000 000
	REDUCTION DE LA VULNERABILITE AUX SAISONS PLUVIEUSES ET CYCLONIQUES		200 000 000	-	200 000 000,00	-	-			-	200 000 000
1111-1-12-51-11	INTERVENTION D'URGENCE PRE-SAISON PLUVIEUSE ET CYCLONIQUE DANS LES ZONES A RISQUES CLIMATIQUES	NATIONAL	200 000 000		200 000 000					-	200 000 000
1111-1-12-52	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		-	-	-	599 143 350	-			599 143 350	599 143 350
	RENOVATION DE L'URBAIN		-	-	-	599 143 350	-			599 143 350	599 143 350
1111-1-12-52-27	RENOVATION URBAINE DE LA VILLE DE HINCHE	CENTRE	-	-	-	80 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	80 000 000	80 000 000
1111-1-12-52-29	RENOVATION URBAINE A MIREBALAIS ET LASCAHOBAS	CENTRE	-	-	-	104 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	104 000 000	104 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1111-1-12-52-31-	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE SOCIO-COMMUNAUTAIRE AU WHARF DE JEREMIE A CITE SOLEIL	OUEST	-	-	-	200 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	200 000 000	200 000 000
1111-1-12-52-36-	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "OCCIDE JEANTY"	OUEST	-	-	-	6 247 548		PETROCARIBE	EMPRUNT	6 247 548	6 247 548
1111-1-12-52-37-	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "SAINTE ANNE"	OUEST	-	-	-	784 421		PETROCARIBE	EMPRUNT	784 421	784 421
1111-1-12-52-38-	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "CANAPE VERT"	OUEST	-	-	-	9 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	9 000 000	9 000 000
1111-1-12-52-39-	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "GEFFRARD"	OUEST	-	-	-	1 384 823		PETROCARIBE	EMPRUNT	1 384 823	1 384 823
1111-1-12-52-40-	REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "AEROPORT HUGO CHAVEZ"	OUEST	-	-	-	100 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	100 000 000	100 000 000
1111-1-12-52-43-	CONSTRUCTION MARCHES PUBLIC ET DE LA GARE ROUTIERE DE MIRAGOANE	NIPPES	-	-	-	97 726 558		PETROCARIBE	EMPRUNT	97 726 558	97 726 558
1111-1-12-53-	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		-	-	-	213 460 000	-			213 460 000	213 460 000
	FINALISATION DU MAILLAGE ROUTIER NATIONAL		-	-	-	213 460 000	-			213 460 000	213 460 000
1111-1-12-53-11-	REHABILITATION DE LA ROUTE COLLADERE-CERCA CAVAJAL 15 KM	CENTRE	-	-	-	134 500 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	134 500 000	134 500 000
1111-1-12-53-12-	REHABILITATION TRONCON FERMATHE-FRERES VIA SOISSON, DUPLAN, GIRARDEAU ET COLLECTRICES RUE METELLUS, MEYOTTE-FRERES, THOMASSIN 25, FERMATHE 45 ET MONTAGNE NOIRE	OUEST	-	-	-	78 960 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	78 960 000	78 960 000
1111-1-12-54-	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-			-	40 000 000
	RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DES DECHETS SOLIDES		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-			-	40 000 000
1111-1-12-54-11-	COLLECTE DES ORDURES	NATIONAL	40 000 000	-	40 000 000					-	40 000 000
1111-1-12-55-	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES		-	-	-	400 000 000	-			400 000 000	400 000 000
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE MARCHES PUBLICS		-	-	-	400 000 000	-			400 000 000	400 000 000
1111-1-12-55-12-	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE FONTAMARA	OUEST	-	-	-	300 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	300 000 000	300 000 000
1111-1-12-55-14-	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE PIGNON	NORD	-	-	-	100 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	100 000 000	100 000 000
1111-1-12-57-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		278 000 000	282 094 089	560 094 089,20	689 153 805	-			689 153 805	1 249 247 894
	RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		200 000 000	282 094 089	482 094 089,20	650 000 000	-			650 000 000	1 132 094 089
1111-1-12-57-11-	SOUS-PROGRAMME D'URGENCE DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES DU PALAIS NATIONAL	OUEST	200 000 000	-	200 000 000	-				-	200 000 000
1111-1-12-57-13-	ETUDE ET SUPERVISION CONSTRUCTION / AMENAGEMENT DU MPCE	OUEST	-	282 094 089	282 094 089					-	282 094 089
1111-1-12-57-14-	CONSTRUCTION DE BATIMENTS ET LOGEMENTS PUBLICS-UCLBP	OUEST	-	-	-	650 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	650 000 000	650 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		78 000 000	-	78 000 000,00	39 153 805	-			39 153 805	117 153 805
1111-1-12-57-16-	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MPCE-UCALONG PHASE 5	OUEST	-	-	-	24 089 355		ESPAGNE	DON	24 089 355	24 089 355
1111-1-12-57-17-	APPUI AU SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED) PHASE 2	OUEST	-	-	-	4 142 543		ESPAGNE	DON	4 142 543	4 142 543
1111-1-12-57-18-	APPUI AU SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED)	OUEST	-	-	-	10 921 907		ESPAGNE	DON	10 921 907	10 921 907

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1111-1-12-57-19	FINALISATION DE VILLA D'ACCUEIL ET AMENAGEMENT DE LA COUR (UCLBP)	OUEST	78 000 000		78 000 000	-			EMPRUNT	-	78 000 000
1111-1-12-58	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE		-	-	-	342 619 495	-			342 619 495	342 619 495
	MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES		-	-	-	342 619 495	-			342 619 495	342 619 495
1111-1-12-58-11	RECONSTRUCTION DU LYCEE TOUSSAINT LOUVERTURE (INCLUANT SUPERVISION)	OUEST	-	-	-	181 142 171		PETROCARIBE	EMPRUNT	181 142 171	181 142 171
1111-1-12-58-12	RECONSTRUCTION DU LYCEE ALEXANDRE PETION (INCLUANT SUPERVISION)	OUEST	-	-	-	161 477 324		PETROCARIBE	EMPRUNT	161 477 324	161 477 324
1111-1-12-59	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		65 000 000	200 000 000	265 000 000,00	26 000 000	-			26 000 000	291 000 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		65 000 000	200 000 000	265 000 000,00	26 000 000	-			26 000 000	291 000 000
1111-1-12-59-11	FINALISATION DE LA CONSTRUCTION DES CASC	NATIONAL	65 000 000		65 000 000	26 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	26 000 000	91 000 000
1111-1-12-59-12	DEVELOPPEMENT D'UN VILLAGE ADMINISTRATIF ET SOCIAL (SANT TOUT KALITE SEVIS)	NATIONAL	-	200 000 000	200 000 000	-				-	200 000 000
1111-1-12-60	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE		-	-	-	139 484 037	-			139 484 037	139 484 037
	MISE EN PLACE DE CENTRES MULTI SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		-	-	-	139 484 037	-			139 484 037	139 484 037
1111-1-12-60-11	REHABILITATION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES (INSTALLATION DE GAZON SYNTHETIQUE, HINCHE , SAINT LOUIS DU NORD ET THOMASSIN)	NATIONAL	-	-	-	139 484 037		PETROCARIBE	EMPRUNT	139 484 037	139 484 037
1111-1-13	CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE		3 608 130	-	3 608 129,50	-	-			-	3 608 130
1111-1-13-51	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 608 130	-	3 608 129,50	-	-			-	3 608 130
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 608 130	-	3 608 129,50	-	-			-	3 608 130
1111-1-13-51-11	REAMENAGEMENT DU BATIMENT DU CTPEA	OUEST	3 608 130		3 608 130					-	3 608 130
1111-1-14	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
1111-1-14-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
1111-1-14-50-11	DECONCENTRATION DES ACTIVITES DU CNC DANS LES DEPARTEMENTS	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1111-1-15	CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE		54 700 000	-	54 700 000,00	-	-			-	54 700 000
1111-1-15-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		54 700 000	-	54 700 000,00	-	-			-	54 700 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		54 700 000	-	54 700 000,00	-	-			-	54 700 000
1111-1-15-50-11	MISE EN PLACE DU PROGRAMME D'INFORMATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE	NATIONAL	11 400 000		11 400 000		-			-	11 400 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1111-1-15-50-12	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE DURABLE (MOLE ST NICOLAS, ILES DE LA TROTUE, AQUIN)	NORD-OUEST	10 550 000		10 550 000					-	10 550 000
1111-1-15-50-13	MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES TOPOGRAPHIQUE ET CARTOGRAPHIQUES	NATIONAL	8 750 000		8 750 000					-	8 750 000
1111-1-15-50-15	FINALISATION DU BATIMENT DE CNIGS	NATIONAL	24 000 000		24 000 000					-	24 000 000
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		1 293 759 907	2 570 547 341	3 864 307 247,62	-	104 489 632			104 489 632	3 968 796 880
1112-1	SERVICES CENTRAUX		535 257 500	2 340 526 495	2 875 783 995,20	-	104 489 632			104 489 632	2 980 273 627
1112-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		528 257 500	2 340 526 495	2 868 783 995,20	-	104 489 632			104 489 632	2 973 273 627
1112-1-12-50	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		8 000 000	27 500 000	35 500 000,00	-	470 860			470 860	35 970 860
	RENOVATION DES VILLES TAMPONS ACCUEILLANT DES FLUX MIGRATOIRES		8 000 000	27 500 000	35 500 000,00	-	470 860			470 860	35 970 860
1112-1-12-50-11	SOUTIEN AU PLAN D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR DE L'HABITAT/FAES- HA-L1048	NATIONAL	-		-		470 860	BID	DON	470 860	470 860
1112-1-12-50-12	CONSTRUCTION D'UN VILLAGE POUR LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT	OUEST	8 000 000		8 000 000		-			-	8 000 000
1112-1-12-50-13	VALORISATION ET AMENAGEMENT TERRAIN BELVIL EN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES PUBLICS	OUEST		27 500 000	27 500 000	-	-			-	27 500 000
1112-1-12-52	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		166 000 000	559 854 667	725 854 666,85	-	104 018 772			104 018 772	829 873 439
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		-	47 754 667	47 754 666,85	-	-			-	47 754 667
1112-1-12-52-12	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE	NATIONAL		17 160 000	17 160 000					-	17 160 000
1112-1-12-52-13	APPUI A L'UNITE D'ANALYSE ET DES POLITIQUES FISCALES (UAPF)	NATIONAL		9 020 000	9 020 000					-	9 020 000
1112-1-12-52-14	APPUI A LA COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION FISCALE ET DOUANIERE	NATIONAL		21 574 667	21 574 667					-	21 574 667
	APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		166 000 000	512 100 000	678 100 000,00	-	104 018 772			104 018 772	782 118 772
1112-1-12-52-15	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'UNITE DE GESTION DU PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (UCP)	NATIONAL		12 100 000	12 100 000					-	12 100 000
1112-1-12-52-16	MISE EN PLACE DE FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES/ FDI-(BID/HA-L1050)	NATIONAL	-		-		18 772	BID	DON	18 772	18 772
1112-1-12-52-17	AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN HAITI (DOING BUSINESS)	OUEST			-		104 000 000	BM	DON	104 000 000	104 000 000
1112-1-12-52-19	VALORISATION DE CERTAINES ACTIVITES LOCALES GENERATRICES DE REVENUS (GAGNEUR, DEZAPIS...)	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1112-1-12-52-21	MOBILISATION DES RESSOURCES FISCALES (3 VOLETS)	NATIONAL	106 000 000		106 000 000					-	106 000 000
1112-1-12-52-22	PLAN FONCIER DE BASE SUR LA BANDE COTIERE DES COMMUNES DE CITE-SOLEIL, CABARET, ARCAHAIE, MONTRUIS	OUEST	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1112-1-12-52-23	PROMOTION DE ZONES D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRES (BELLE-ANSE, ANSE-A-PITRE, OUANAMINTHE)	NATIONAL	-	500 000 000	500 000 000					-	500 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1112-1-12-54	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		80 000 000	1 453 171 828	1 533 171 828,35	-	-			-	1 533 171 828
	RELOGEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		-	1 398 171 828	1 398 171 828,35	-	-			-	1 398 171 828
1112-1-12-54-11	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU PALAIS DES FINANCES (MEF, AGD, DGI)	OUEST		1 398 171 828	1 398 171 828					-	1 398 171 828
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		80 000 000	55 000 000	135 000 000,00	-	-			-	135 000 000
1112-1-12-54-12	TRANSFORMATION DE LA DIRECTION DU TRESOR EN DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DGTC) ET IMPLANTATION DE NOUVEAUX POSTES COMPTABLES ET DE REGIES (PHASE 2)	OUEST	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1112-1-12-54-13	RENFORCEMENT DE L'UNITE DE COORDINATION DE PROJETS (UCP)	OUEST		55 000 000	55 000 000					-	55 000 000
1112-1-12-54-14	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE LOCAUX AU MEF	OUEST	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1112-1-12-55	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		274 257 500	300 000 000	574 257 500,00	-	-			-	574 257 500
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE CENTRES ADMINISTRATIFS		85 177 500	-	85 177 500,00	-	-			-	85 177 500
1112-1-12-55-11	CONSTRUCTION DU BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD-OUEST A PORT -DE-PAIX	NORD-OUEST	10 485 000		10 485 000					-	10 485 000
1112-1-12-55-12	CONSTRUCTION DU BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD	NORD	22 035 000		22 035 000					-	22 035 000
1112-1-12-55-13	CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE DEVANT LOGER LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	CENTRE	20 622 500		20 622 500					-	20 622 500
1112-1-12-55-14	CONSTRUCTION DU BATIMENT DEVANT LOGER LE BUREAU DU DISTRICT DE PETIT-GOAVE	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1112-1-12-55-15	CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE DEVANT LOGER LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRAND-ANSE	OUEST	22 035 000		22 035 000					-	22 035 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE CENTRES ADMINISTRATIFS		189 080 000	300 000 000	489 080 000,00	-	-			-	489 080 000
1112-1-12-55-16	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A PORT DE PAIX	NORD-OUEST	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1112-1-12-55-17	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A SAINT LOUIS DU NORD	NORD-OUEST	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1112-1-12-55-18	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A JEAN RABEL	NORD-OUEST	19 080 000		19 080 000					-	19 080 000
1112-1-12-55-19	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DECONCENTRE D'IMPRESSION DES CHEQUES DU TRESOR DANS LES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DU MEF	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1112-1-12-55-20	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A TABARRE	OUEST	25 000 000		25 000 000	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	25 000 000
1112-1-12-55-21	CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES AUX CAYES	OUEST	25 000 000		25 000 000	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	25 000 000
1112-1-12-55-22	MISE EN PLACE D'UN CENTRE D'INCUBATION D'ECONOMIE VIRTUELLE	NATIONAL	50 000 000		50 000 000	-				-	50 000 000
1112-1-12-55-23	DEVELOPPEMENT D'UN VILLAGE ADMINISTRATIF ET SOCIAL (SANT TOUT KALITE SEVIS)	NATIONAL	-	300 000 000	300 000 000	-				-	300 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1112-1-22-	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE		7 000 000	-	7 000 000,00	-	-			-	7 000 000
1112-1-22-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		7 000 000	-	7 000 000,00	-	-			-	7 000 000
	ACCELERATION DE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE		7 000 000	-	7 000 000,00	-	-			-	7 000 000
1112-1-22-50-11-	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS DU BATIMENT DE L'ENAF	OUEST	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
	1112-2 SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DECONCENTRE		758 502 407	230 020 846	988 523 252,42	-	-			-	988 523 252
	1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE		441 666 667	-	441 666 666,67	-	-			-	441 666 667
1112-2-13-50-	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		441 666 667	-	441 666 666,67	-	-			-	441 666 667
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		441 666 667	-	441 666 666,67	-	-			-	441 666 667
1112-2-13-50-11-	RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (5EME RECENSEMENT)	NATIONAL	416 666 667		416 666 667					-	416 666 667
1112-2-13-50-12-	DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE ECONOMIQUE (DEVSE)	NATIONAL	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
	1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET		35 000 000	-	35 000 000,00	-	-			-	35 000 000
1112-2-14-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		35 000 000	-	35 000 000,00	-	-			-	35 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		35 000 000	-	35 000 000,00	-	-			-	35 000 000
1112-2-14-50-11-	RENFORCEMENT DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1112-2-14-50-12-	SUIVI CONJOINT DES PROGRAMMES ET PROJETS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (MEEFMPCE)	NATIONAL	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
	1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS		70 000 000	30 000 000	100 000 000,00	-	-			-	100 000 000
	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		70 000 000	30 000 000	100 000 000,00	-	-			-	100 000 000
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		70 000 000	30 000 000	100 000 000,00	-	-			-	100 000 000
1112-2-15-50-11-	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA DGI (UCP)	NATIONAL	30 000 000	30 000 000	60 000 000					-	60 000 000
1112-2-15-50-12-	EVALUATION ET AMELIORATION DES POTENTIALITES FISCALES DES COMMUNES	NATIONAL	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
	1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES		203 335 740	200 020 846	403 356 585,75	-	-			-	403 356 586
1112-2-16-50-	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		203 335 740	200 020 846	403 356 585,75	-	-			-	403 356 586
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		203 335 740	200 020 846	403 356 585,75	-	-			-	403 356 586
1112-2-16-50-11-	MODERNISATION DES STRUCTURES DOUANIERES HAITIENNES	NATIONAL	203 335 740	200 020 846	403 356 586					-	403 356 586

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1112-2-25-	INSPECTION GENERALE DES FINANCES		8 500 000	-	8 500 000,00	-	-			-	8 500 000
1112-2-25-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		8 500 000	-	8 500 000,00	-	-			-	8 500 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		8 500 000	-	8 500 000,00	-	-			-	8 500 000
1112-2-25-50-11-	APPUI A L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES	OUEST	8 500 000		8 500 000					-	8 500 000
1113-	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)		1 647 120 000	2 850 000 000	4 497 120 000,00	2 253 057 473	4 079 108 388			6 332 165 861	10 829 285 861
1113-1-	SERVICES CENTRAUX		1 647 120 000	2 850 000 000	4 497 120 000,00	2 253 057 473	4 079 108 388			6 332 165 861	10 829 285 861
1113-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		1 647 120 000	2 850 000 000	4 497 120 000,00	2 253 057 473	4 079 108 388			6 332 165 861	10 829 285 861
1113-1-12-50-	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		354 800 000	-	354 800 000,00	154 000 000	53 000 000			207 000 000	561 800 000
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		354 800 000	-	354 800 000,00	154 000 000	53 000 000			207 000 000	561 800 000
1113-1-12-50-12-	ENQUETE SUR LES CAPACITES PRODUCTIVES AGRICOLES SUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	21 000 000		21 000 000					-	21 000 000
1113-1-12-50-17-	MISE EN OEUVRE DU PLAN DE REFORME INSTITUTIONNELLE DU MARNDR	NATIONAL	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1113-1-12-50-19-	DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPREUNARIAT DANS LE SECTEUR AGRICOLE (PRODUCTION, TRANSFORMATION)	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1113-1-12-50-20-	MISE EN PLACE DU FONDS DE FORMATION, RECHERCHE ET VULGARISATION AGRICOLE	NATIONAL	52 000 000		52 000 000					-	52 000 000
1113-1-12-50-21-	ETABLISSEMENT DU REGISTRE NATIONAL DES PRODUCTEURS AGRICOLES	NATIONAL	12 800 000		12 800 000					-	12 800 000
1113-1-12-50-22-	GESTION DES URGENCES (PRE IMTEMPERIES ET POST IMTEMPERIES)	NATIONAL	34 000 000		34 000 000					-	34 000 000
1113-1-12-50-24-	ETABLISSEMENT D'UN CLIMAT FAVORABLE DE TRAVAIL PAR LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU LOCAL DU MARNDR	OUEST	100 000 000		100 000 000					-	100 000 000
1113-1-12-50-25-	REALISATIONS D'ACTIVITES PROMOTIONNELLES EN AGRICULTURE	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1113-1-12-50-26-	REALISATIONS D'ETUDES POUR LA PREPARATION DES INVESTISSEMENTS FUTURS	NATIONAL	80 000 000		80 000 000					-	80 000 000
1113-1-12-50-27-	RENFORCEMENT DES SERVICES HYDROMETEROLOGIQUES D'HAITI (HYDROMET)	NATIONAL	-		-		53 000 000	BM	DON	53 000 000	53 000 000
1113-1-12-50-28-	SERVICES METEROLOGIQUES POUR REDUIRE LA VULNERABILITE EN HAITI	NATIONAL	-		-	154 000 000		CANADA	DON	154 000 000	154 000 000
1113-1-12-52-	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		198 000 000		198 000 000,00	-	376 000 000			376 000 000	574 000 000
	GESTION DES BASSINS VERSANTS		8 000 000	-	8 000 000,00	-	376 000 000			376 000 000	384 000 000
1113-1-12-52-17-	ATTENUATION DES DESASTRES NATURELS DANS LES BASSINS VERSANTS /NORD ET SUD- HA-L1041	NATIONAL	8 000 000		8 000 000		376 000 000	BID	DON	376 000 000	384 000 000
	CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE REGULATION DES CRUES		190 000 000	-	190 000 000,00	-	-			-	190 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1113-1-12-52-19	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS (SOL ET MAITRISE DE L'EAU - CHATEAUX D'EAU)	NATIONAL	150 000 000		150 000 000					-	150 000 000
1113-1-12-52-20	TRAVAUX DE PROTECTION BERGES DES RIVIERES	NATIONAL	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1113-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		30 000 000	-	30 000 000,00	-	-			-	30 000 000
	INTEGRATION ROUTIERE LOCALE		30 000 000	-	30 000 000,00	-	-			-	30 000 000
1113-1-12-53-11	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE 250KMS DE PISTES AGRICOLES (PILATE, BORNE, GROS-MORNE, BARON)	NATIONAL	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1113-1-12-54	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE		945 520 000	2 850 000 000	3 795 520 000,00	1 818 899 562	3 470 108 388			5 289 007 950	9 084 527 950
	ENCADREMENT DES PRATIQUES DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE		101 000 000	-	101 000 000,00	222 317 680	817 115 376			1 039 433 056	1 140 433 056
1113-1-12-54-12	DEVELOPPEMENT DES FILIERES CEREALIERES, LEGUMINEUSES ET MARAICHES DANS LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1113-1-12-54-15	AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE: PRODUCTION DE MAIS ET OEUFS DANS LE DEPARTEMENT DU SUD/IDA SUD	SUD	-		-	11 588 000		FRANCE	DON	11 588 000	11 588 000
1113-1-12-54-16	RELANCE DE L'AGRICULTURE A MARIGOT, BASSIN VERSANT 16, BASSIN FESLES, PHASE 4	SUD-EST	-		-	19 479 680		ESPAGNE	DON	19 479 680	19 479 680
1113-1-12-54-17	DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA CANNE A SUCRE (USJLDD) LEOGANE	OUEST	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1113-1-12-54-18	RENFORCEMENT DES SERVICES PUBLICS AGRICOLES 2 (RESEFAG) BM/PI26744	NATIONAL	-		-		540 000 000	BM	DON	540 000 000	540 000 000
1113-1-12-54-23	AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN HAITI/INITIATIVE OMD. CENTRE, ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD	NATIONAL	-		-		104 763 058	UE	DON	104 763 058	104 763 058
1113-1-12-54-29	MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE ET D'INOCUITE DES ALIMENTS (HA-L1094)	NATIONAL	20 000 000		20 000 000		172 352 318	BID	DON	172 352 318	192 352 318
1113-1-12-54-36	PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES MARAIS SALANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1113-1-12-54-37	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA PRODUCTION DE SEMENCES DE RIZ EN HAITI	NATIONAL	-		-	67 500 000		TAIWAN	DON	67 500 000	67 500 000
1113-1-12-54-38	DEVELOPPEMENT DES FILIERES CEREALIERES DANS LA PLAINE DES CAYES	SUD	-		-	123 750 000		TAIWAN	DON	123 750 000	123 750 000
	ACCES AUX MATERIELS ET INTRANTS AGRICOLES		130 000 000	-	130 000 000,00	9 781 882	900 000 000			909 781 882	1 039 781 882
1113-1-12-54-39	SUBVENTION DE FERTILISANTS ET AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DES CULTURES ET DES SOLS (ST-MARC, PLAINE DES CAYES, ST-RAPHAEL, KENSKOFF, FERRIER) ACHAT D'ENGRAIS	NATIONAL	130 000 000		130 000 000	9 781 882		PETROCARIBE	EMPRUNT	9 781 882	139 781 882
1113-1-12-54-41	TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AUX PETITS AGRICULTEURS DANS LE NORD ET LE NORD-EST- HA-L1059	NATIONAL	-		-		900 000 000	BID	DON	900 000 000	900 000 000
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE SYSTEMES D'IRRIGATION		714 520 000	2 850 000 000	3 564 520 000,00	1 586 800 000	1 752 993 012			3 339 793 012	6 904 313 012
1113-1-12-54-43	APPUI A LA VALORISATION DU POTENTIEL AGRICOLE DU NORD POUR LA SECURITE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE (AVANSE)	NATIONAL	-		-	300 000 000		USA	DON	300 000 000	300 000 000
1113-1-12-54-44	REHABILITATION DES PERIMETRES (RABOURE, DUMAS, ROBINO, ACUL SAMEDI, BAS DES PERCHES) (650 HA)	NORD-EST	10 000 000		10 000 000		231 570 000	FIDA	DON	231 570 000	241 570 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1113-1-12-54-45-	REHABILITATION DES PERIMETRES (ANDREAU, TI CHANSOLME, KATACAS, LA HATTE, BELLIER, JEAN-PIERRE, VIDAL, POLVO, FONRAMADOU) (615 HA)	NORD-OUEST	10 000 000		10 000 000		164 000 000	FIDA	DON	164 000 000	174 000 000
1113-1-12-54-46-	CONSTRUCTION DU BARRAGE DES TROIS (3) RIVIERES	NORD-OUEST	120 000 000		120 000 000	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	120 000 000
1113-1-12-54-48-	REHABILITATION DU PERIMETRE DE L'AVEZAC A CAMP-PERRIN (2000 HA) -SECAL_SUD	SUD	-		-	102 000 000		FRANCE	DON	102 000 000	102 000 000
1113-1-12-54-49-	REHABILITATION DES PERIMETRES (BOHOC, POULIE, DUFALLY, LOS POSOS, FLANDE/ST MARTIN, GOYAVE, SOURCE PERE) 635 HA	CENTRE	-		-		104 625 000	FIDA	DON	104 625 000	104 625 000
1113-1-12-54-51-	REHABILITATION DU PERIMETRE DE LATANNERIE (3000 HA)	NORD	-		-		756 000 000	BID	DON	756 000 000	756 000 000
1113-1-12-54-52-	RECALIBRAGE ET DRAGAGE DU CHENAL SALEE FLOODWAY	ARTIBONITE	220 000 000		220 000 000					-	220 000 000
1113-1-12-54-53-	REHABILITATION DES PERIMETRES DU NORD-EST, ARTIBONITE, NIPPES, CENTRE, NORD, OUEST	NATIONAL	33 320 000		33 320 000					-	33 320 000
1113-1-12-54-54-	PLAN DIRECTEUR DES PLAINES D'AQUIN ET DE BACONNOIS DANS LE CADRE DU PPI-III (4500 HA)	NIPPES	10 000 000		10 000 000		11 147 500	FIDA	DON	11 147 500	21 147 500
1113-1-12-54-57-	PROJET DE GESTION DE L'EAU DANS LE BASSIN DE L'ARTIBONITE (PROGEB) 32000 HA	ARTIBONITE	40 000 000		40 000 000		432 325 512	BID	DON	432 325 512	472 325 512
1113-1-12-54-60-	CHANJE LAVI PLANTE (FEED THE FUTURE)	SUD	-		-	460 000 000		USA	DON	460 000 000	460 000 000
1113-1-12-54-61-	DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU CAFÉ-CACAO	NATIONAL	-		-	576 000 000		FRANCE	DON	576 000 000	576 000 000
1113-1-12-54-62-	DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE AVICOLE	NATIONAL	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1113-1-12-54-63-	DEVELOPPEMENT D'UNITES D'ELEVAGE AMELIOREES POUR LA REHABILITATION DE L'ENVIRONNEMENT	NATIONAL	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1113-1-12-54-64-	RELANCE DES FILIERES D'EXPORTATION EN HAÏTI (CAFÉ, CACAO, MANGUES...)	NATIONAL	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1113-1-12-54-65-	AMELIORATION DE LA PROTECTION SANITAIRE	NATIONAL	65 000 000		65 000 000					-	65 000 000
1113-1-12-54-66-	AMELIORATION DES SERVICES AGRICOLES (INTRANTS, MECANISATION ET OUTILLAGE AGRICOLE)	NATIONAL	115 000 000		115 000 000					-	115 000 000
1113-1-12-54-67-	SECURITE ALIMENTAIRE D'HAÏTI (SECAL OUEST)	OUEST	1 200 000		1 200 000	74 400 000		FRANCE	DON	74 400 000	75 600 000
1113-1-12-54-70-	INTERVENTION AU NIVEAU DES PERIMETRES GRISON GARDE 600 HA ET SAINT RAPHAEL 1500 HA	NORD	10 000 000		10 000 000	74 400 000		AAA	DON	74 400 000	84 400 000
1113-1-12-54-71-	REHABILITATION DES PERIMETRES DU HAUT ARTIBONITE	ARTIBONITE	-		-		53 325 000	BID	DON	53 325 000	53 325 000
1113-1-12-54-73-	MAITRISE DE L'EAU IRRIGATION ET INFRASTRUCTURES HYDRO AGRICOLES	NATIONAL	-	2 850 000 000	2 850 000 000					-	2 850 000 000
1113-1-12-55-	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE		31 000 000	-	31 000 000,00	41 657 911	180 000 000			221 657 911	252 657 911
	ENCADREMENT DES PRATIQUES DE PECHE		-	-	-	22 642 576	-			22 642 576	22 642 576
1113-1-12-55-12-	RENFORCEMENT DE LA PECHE MARITIME DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-EST	SUD-EST	-		-	22 642 576		ESPAGNE	DON	22 642 576	22 642 576
	IMPLANTATION DE FERMES AQUACOLES		31 000 000	-	31 000 000,00	19 015 335	180 000 000			199 015 335	230 015 335

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1113-1-12-55-15	APPUI AU RELANCEMENT DE L'AQUACULTURE ET LA PECHE CONTINENTALE DANS LE SUD-EST. PHASE 4	SUD-EST	-	-	-	19 015 335	-	ESPAGNE	DON	19 015 335	19 015 335
1113-1-12-55-17	DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE	NATIONAL	16 000 000	-	16 000 000	-	180 000 000	BID	DON	180 000 000	196 000 000
1113-1-12-55-18	DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE EN HAÏTI	NATIONAL	15 000 000	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
1113-1-12-56	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES		50 000 000	-	50 000 000,00	238 500 000	-	-	-	238 500 000	288 500 000
	AMELIORATION DE L'ACCES AUX ASSURANCES		50 000 000	-	50 000 000,00	238 500 000	-	-	-	238 500 000	288 500 000
1113-1-12-56-11	SYSTEME DE FINANCEMENT ET D'ASSURANCES AGRICOLES EN HAÏTI/A034869-001	NATIONAL	25 000 000	-	25 000 000	238 500 000	-	CANADA	DON	238 500 000	263 500 000
1113-1-12-56-12	EXTENSION DU SYSTEME DE FINANCEMENT ET D'ASSURANCES AGRICOLES	NATIONAL	25 000 000	-	25 000 000	-	-	-	-	-	25 000 000
11131-2-12-57	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		37 800 000	-	37 800 000,00	-	-	-	-	-	37 800 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		32 000 000	-	32 000 000,00	-	-	-	-	-	32 000 000
1113-1-12-57-11	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES STRUCTURES DECONCENTREES	NATIONAL	32 000 000	-	32 000 000	-	-	-	-	-	32 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		5 800 000	-	5 800 000,00	-	-	-	-	-	5 800 000
1113-1-12-57-16	INVENTAIRE ET SITUATION FONCIERE DES TERRES DANS LES DEPARTEMENTS DU NORD/OUEST, DU NORD, DE L'ARTIBONITE, DU CENTRE DE L'OUEST ET DU SUD (DOMAINES PRIVES DE L'ETAT, TERRES VACANTES)	NATIONAL	5 800 000	-	5 800 000	-	-	-	-	-	5 800 000
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATIONS		2 770 085 725	1 243 204 347	4 013 290 071,37	3 876 506 561	7 178 426 965	-	-	11 054 933 526	15 068 223 597
1114-1	SERVICES CENTRAUX		2 770 085 725	1 243 204 347	4 013 290 071,37	3 876 506 561	7 178 426 965	-	-	11 054 933 526	15 068 223 597
1114-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		2 600 085 725	1 243 204 347	3 843 290 071,37	2 926 506 561	7 178 426 965	-	-	10 104 933 526	13 948 223 597
1114-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		246 000 000	-	246 000 000,00	-	225 500 000	-	-	225 500 000	471 500 000
	MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		246 000 000	-	246 000 000,00	-	225 500 000	-	-	225 500 000	471 500 000
1114-1-12-50-11	AMELIORATION DU SYSTEME DE CONTROLE DE POIDS DES VEHICULES SUR LES ROUTES: CONSTRUCTION DE 3 STATIONS DE PESAGE A BELLADERE, MORNE A CABRI, ROUTE NATIONALE NO 1- SOURCE MTPC	NATIONAL	11 000 000	-	11 000 000	-	200 000 000	UE	DON	200 000 000	211 000 000
1114-1-12-50-17	RECONSTRUCTION DES MINISTERES CLES ET DES ADMINISTRATIONS DECENTRALISEES	OUEST	-	-	-	-	25 500 000	UE	DON	25 500 000	25 500 000
1114-1-12-50-19	REHABILITATION DE LA ROUTE THOMASSIN 32-LABOULE	OUEST	50 000 000	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
1114-1-12-50-20	REHABILITATION DE LA ROUTE DE PUIIS BLAIN VERS TABARRE 52	OUEST	50 000 000	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
1114-1-12-50-21	REHABILITATION DE LA ROUTE DE PELIGRE	CENTRE	50 000 000	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
1114-1-12-50-22	MISE EN OEUVRE D'UN SYSTEME DE PLANIFICATION POUR L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE NATIONALE	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
1114-1-12-50-23	ROUTE D'ENTREE A CHANTAL	SUD	50 000 000	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
1114-1-12-50-24	REHABILITATION DE LA VARIANTE PASSE BARADERES-BONHOMME-KATIBI	NIPPES	15 000 000	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
1114-1-12-50-25	MISE EN PLACE DE LA STRATEGIE DE SECURITE ROUTIERE (PHASE I)	NATIONAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1114-1-12-51	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		-	-	-	90 000 000	-			90 000 000	90 000 000
	AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		-	-	-	90 000 000	-			90 000 000	90 000 000
1114-1-12-51-12	AMENAGEMENT DU BORD DE MER DE LA VILLE DU CAP-HAITIEN	NORD	-		-	90 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	90 000 000	90 000 000
1114-1-12-52	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		910 893 276	63 250 000	974 143 275,67	1 355 512 424	794 080 000			2 149 592 424	3 123 735 700
	RENOVATION DE L'URBAIN		910 893 276	63 250 000	974 143 275,67	1 355 512 424	794 080 000			2 149 592 424	3 123 735 700
1114-1-12-52-11	REHABILITATION DE LA ROUTE DE FRERES	OUEST			-	20 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	20 000 000	20 000 000
1114-1-12-52-17	CONSTRUCTION VIADUC DELMAS/NAZON	OUEST			-	61 200 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	61 200 000	61 200 000
1114-1-12-52-18	CONSTRUCTION VIADUC MARINE HAITIENNE	OUEST	27 962 155		27 962 155	100 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	100 000 000	127 962 155
1114-1-12-52-19	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES RUES DANS LA ZONE METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE (PETION-VILLE)	OUEST			-	52 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	52 000 000	52 000 000
1114-1-12-52-21	REHABILITATION URBAINE DE LA VILLE DES CAYES	SUD			-	15 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	15 000 000	15 000 000
1114-1-12-52-25	CONSTRUCTION DE DEGRAVEURS EN AMONT DU DALOT BOIS MOQUETTE ET CURAGE	OUEST	45 500 000		45 500 000					-	45 500 000
1114-1-12-52-26	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT MEYOTTE	OUEST	8 000 000		8 000 000					-	8 000 000
1114-1-12-52-28	RÉNOVATION URBAINE A DAME-MARIE	GRAND-ANSE	1 500 000		1 500 000					-	1 500 000
1114-1-12-52-29	RÉHABILITATION DE LA ROUTE CANAPÉ-VERT/SAINTE MARIE	OUEST	-		-	8 801 283		PETROCARIBE	EMPRUNT	8 801 283	8 801 283
1114-1-12-52-30	TRAVAUX DE VOIRIE URBAINE DANS LA VILLE DE GROS MORNE	ARTIBONITE	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1114-1-12-52-31	REHABILITATION DE LA ROUTE DE TABARRE (INCLUANT DRAINAGE VERS LA RIVIERE GRISE)	OUEST		-	-	150 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	150 000 000	150 000 000
1114-1-12-52-33	REHABILITATION DELMAS 83/CATALPA/DALIA/JONCTION DELMAS 83 & 75 (PHASE 2)	OUEST	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1114-1-12-52-35	REHABILITATION ROUTE MEYOTTE-FRERES	OUEST	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1114-1-12-52-36	ETUDES ET MISE EN PLACE DU PLAN DE RECONSTRUCTION GRAND GOAVE ET PETIT GOAVE (UCP)	OUEST		2 750 000	2 750 000					-	2 750 000
1114-1-12-52-37	PLAN D'AMENAGEMENT GRAND-GOAVE ET PETIT-GOAVE (UCP)	OUEST		5 500 000	5 500 000					-	5 500 000
1114-1-12-52-38	AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A PETIT-GOAVE (UCP)	OUEST		27 500 000	27 500 000					-	27 500 000
1114-1-12-52-39	AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A GRAND-GOAVE (UCP)	OUEST		27 500 000	27 500 000					-	27 500 000
1114-1-12-52-40	REHABILITATION URBAINE DE JEREMIE	GRAND-ANSE	-		-	20 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	20 000 000	20 000 000
1114-1-12-52-41	AMENAGEMENT INTEGRE DES QUARTIERS INFORMELS DE PORT AU PRINCE (UE ET AFD)	OUEST			-	362 813 040		FRANCE	DON	362 813 040	362 813 040

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1114-1-12-52-42	REHABILITATION TRONCON PORT DE PAIX - PORT MARGOT PORT DE PAIX /CARREFOUR 3 COTE DE FER /ANSE A FOLEUR	NATIONAL			-	130 000 000	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	130 000 000	130 000 000
1114-1-12-52-43	REHABILITATION CARREFOUR DUFORT - JACMEL	NATIONAL	50 000 000		50 000 000		-			-	50 000 000
1114-1-12-52-44	REHABILITATION DE LA ROUTE GROS MORNE /PILATE	NATIONAL	10 000 000		10 000 000		-			-	10 000 000
1114-1-12-52-45	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU PONT LAHAIE DAME MARIE	GRAND-ANSE			-	30 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	30 000 000	30 000 000
1114-1-12-52-46	REHABILITATION DE LA ROUTE NEUF	OUEST			-	100 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	100 000 000	100 000 000
1114-1-12-52-47	REHABILITATION DE LA ROUTE PERNIER	OUEST			-	100 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	100 000 000	100 000 000
1114-1-12-52-49	REHABILITATION DE LA ROUTE LIMBE PORT MARGOT	NORD	110 000 000		110 000 000	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	110 000 000
1114-1-12-52-50	REHABILITATION DU PONT DUMARSAIS ESTIME	GRAND-ANSE			-		504 000 000	BM	DON	504 000 000	504 000 000
1114-1-12-52-52	ENTRETIEN ROUTE PETION VILLE LABOULE 12	OUEST	-		-	3 848 328		PETROCARIBE	EMPRUNT	3 848 328	3 848 328
1114-1-12-52-53	REHABILITATION ROUTE LABOULE 12 KENSCOFF	OUEST	-		-	12 962 446		PETROCARIBE	EMPRUNT	12 962 446	12 962 446
1114-1-12-52-54	EXTENSION LABOULE 12 KENSCOFF	OUEST	-		-	4 401 589		PETROCARIBE	EMPRUNT	4 401 589	4 401 589
1114-1-12-52-55	REHABILITATION DE LA ROUTE CAP LABADIE (PRUII)	NORD			-		290 080 000	BM	DON	290 080 000	290 080 000
1114-1-12-52-56	REHABILITATION ROUTE MIRAGOANE/PETITE RIVIERE DE NIPPES	NIPPES	-		-	78 174 503		PETROCARIBE	EMPRUNT	78 174 503	78 174 503
1114-1-12-52-57	REHABILITATION DES RUES A FORT-LIBERTE	NORD-EST	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
1114-1-12-52-58	REHABILITATION DES RUES A OUANAMINTE	NORD-EST	-		-	2 746 718		PETROCARIBE	EMPRUNT	2 746 718	2 746 718
1114-1-12-52-59	RECONSTRUCTION RUES CODEVI ET LIBERTE	NORD-EST			-	3 564 517		PETROCARIBE	EMPRUNT	3 564 517	3 564 517
1114-1-12-52-60	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CANAUX MACONNES SUR LE TRONCON CARREFOUR MERIDIEN-DUCIS	SUD	15 000 000		15 000 000	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	15 000 000
1114-1-12-52-61	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DU HAUT DU CAP (PONT BLUE HILL)	NORD	13 393 276		13 393 276	-			EMPRUNT	-	13 393 276
1114-1-12-52-62	REHABILITATION DE CARREFOUR SHADA ET CARREFOUR MARASSA ET SANTO 17	OUEST	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1114-1-12-52-64	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE LILAVOIS/BON REPOS/CROIX DES BOUQUETS	OUEST	509 537 845		509 537 845	-				-	509 537 845
1114-1-12-52-65	REHABILITATION BOULEVARD DU 15 OCTOBRE CLERCINE / RN1	OUEST	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1114-1-12-52-66	REHABILITATION ET ENTRETIEN DE LA ROUTE BAIE DE L'ACUL (BARRIERE BATTANT/MILOT (RN3) ET BARRIERE BATTANT / SANS SOUCI (VILLE MILOT)	NORD	-		-	100 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	100 000 000	100 000 000
1114-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		1 349 192 449	715 910 217	2 065 102 666,00	1 388 046 637	6 158 846 965			7 546 893 602	9 611 996 268
	FINALISATION DU MAILLAGE ROUTIER NATIONAL		965 060 232	431 290 547	1 396 350 779,00	550 546 637	6 058 846 965			6 609 393 602	8 005 744 381

**BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1114-1-12-53-11-	REPARATION ET PROTECTION DE PONTS	NATIONAL	33 000 000		33 000 000					-	33 000 000
1114-1-12-53-13-	CONSTRUCTION/REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER DANS LE SUD ET LA GRAND-ANSE-BID/HA-L1019	NATIONAL			-		335 565 000	BID	DON	335 565 000	335 565 000
1114-1-12-53-14-	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI (ARTIBONITE, GRAND-ANSE, OUEST, SUD SUD-EST)-HA-L1054	NATIONAL			-	-	400 000 000	BID	DON	400 000 000	400 000 000
1114-1-12-53-15-	REHABILITATION DE LA RN1 (GONAIVES/ENNERY)-	ARTIBONITE	-		-		588 000 000	BID	DON	588 000 000	588 000 000
1114-1-12-53-16-	REHABILITATION DE LA RN1 (ENNERY-PLAISANCE. - CAMP COQ, VAUDREUIL	NATIONAL	-		-		531 775 320	BID	DON	531 775 320	531 775 320
1114-1-12-53-17-	REHABILITATION DE LA ROUTE CROIX DES BOUQUETS-FONDS PARISIEN	NATIONAL	-		-		550 000 000	BID	DON	550 000 000	550 000 000
1114-1-12-53-20-	REHABILITATION DE LA ROUTE CAYES-JEREMIE-A033178-001-SOURCE MTPTC	NATIONAL	-	-	-	200 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	200 000 000	200 000 000
1114-1-12-53-22-	REHABILITATION HINCHE, ST. RAPHAEL, BARRIERE BATTANT - PHASE 2: ST-RAPHAEL-DONDON ET CARREFOUR MENARD/BARRIERE BATTANT (AFD) CENTRE-NORD(CO FINANCEMENT UE).- SOURCE. MTPTC	NORD	100 000 000		100 000 000	-	480 000 000	UE	DON	480 000 000	580 000 000
1114-1-12-53-23-	REHABILITATION THOMASSIQUE / CERCA LA SOURCE	CENTRE	25 000 000		25 000 000	-	-			-	25 000 000
1114-1-12-53-24-	CONSTRUCTION PONT HYPPOLITE (PONT A L'EMBOUCHURE DE LA RIVIERE DU HAUT DU CAP)	NORD	173 837 345		173 837 345	-	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	-	173 837 345
1114-1-12-53-26-	REHABILITATION ROUTE PETITE RIVIERE DE NIPPES/PETIT-TROU DE NIPPES	NIPPES	20 000 000		20 000 000	120 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	120 000 000	140 000 000
1114-1-12-53-27-	REHABILITATION TRONCON RN1.FREYCINEAU/ST MARC/BIGOT (GONAIVES), CONSTRUCTION BIGOT-CARREFOUR JOFFRE, BIENNAC-RUE CLERVEAU ET RN1-MARCHAND (4) (FREYCINEAU A PONT PIERRE DE PONT PIERRE A BIGOT)	ARTIBONITE	-		-	90 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	90 000 000	90 000 000
1114-1-12-53-32-	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE MARIGOT/PEREDO	SUD-EST	-		-	50 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	50 000 000	50 000 000
1114-1-12-53-33-	CONSTRUCTION DU PONT DE ROSEAUX	GRAND-ANSE	149 855 625		149 855 625	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	149 855 625
1114-1-12-53-34-	CONSTRUCTION DU PONT DE VOLDROGUE	GRAND-ANSE	145 867 262		145 867 262	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	145 867 262
1114-1-12-53-35-	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DES BARRES RELIANT ST LOUIS DU NORD A ANSE A FOLEUR	NORD-OUEST	85 000 000	-	85 000 000	-		PETROCARIBE	EMPRUNT	-	85 000 000
1114-1-12-53-36-	REHABILITATION DE LA ROUTE PETIT BOURG DU BORGNE - AU BORGNE	NORD	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1114-1-12-53-39-	REHABILITATION DES CONTOURNEMENTS DES VILLES DE LASCAHOBAS ET BELLADERE	CENTRE			-	-	804 576 910	UE	DON	804 576 910	804 576 910
1114-1-12-53-44-	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT GENS DE NANTES SUR TAXE OUANAMINTHE - CAPOTILLE	NORD-EST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1114-1-12-53-45-	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT Malfety SUR L'AXE ROUTIER DE LA RN6	NORD-EST	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1114-1-12-53-46-	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SUR LA RIVIERE GUINAUDEE	GRAND-ANSE	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1114-1-12-53-47-	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SAINT-ANNE A ANSE A FOLEUR	NORD-OUEST	37 500 000		37 500 000					-	37 500 000
1114-1-12-53-50-	CARREFOUR PLAINE DU NORD - CARREFOUR MORNE ROUGE RN1	NORD	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1114-I-12-53-51	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE MARIGOT-PEREDO - BELLE ANSE	SUD-EST	10 000 000		10 000 000		-			-	10 000 000
1114-I-12-53-52	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE DE LA VALLÉE - BAINET	SUD-EST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1114-I-12-53-53	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE CAVAILLON-BONNE FIN - BARADÈRES	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1114-I-12-53-54	DALOT SUR FAUCODIERE A PILATE	NORD	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1114-I-12-53-55	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI HA-L1054	NATIONAL			-		607 764 735	BID	DON	607 764 735	607 764 735
1114-I-12-53-56	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI II HA-L1058	NATIONAL			-		816 165 000	BID	DON	816 165 000	816 165 000
1114-I-12-53-57	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI III HA-L1079	NATIONAL			-		585 000 000	BID	DON	585 000 000	585 000 000
1114-I-12-53-58	APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI IV HA-L1089	NATIONAL			-		360 000 000	BID	DON	360 000 000	360 000 000
1114-I-12-53-60	DALOT DOUBLE SUR LA ROUTE LIBERAL A LIMBE	NORD	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1114-I-12-53-63	REHABILITATION DE LA ROUTE DE FORT JACQUES	OUEST	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1114-I-12-53-66	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE GAUCHE (Rie Jacmel-La vallée de Jacmel)	SUD-EST	-		-	78 508 285		PETROCARIBE	EMPRUNT	78 508 285	78 508 285
1114-I-12-53-67	ENTRETIEN DE ROUTES INTERURBAINES	NATIONAL	-	431 290 547	431 290 547					-	431 290 547
1114-I-12-53-69	TRAVAUX ADDITIONNELS SUR FREYCINEAU (SAINT MARC) / BIGOT (GONAÏVES): CONSTRUCTION RACCORDEMENTS PONTS GAUDIN ET MAROUA RNI	ARTIBONITE	-		-	2 038 352		PETROCARIBE	EMPRUNT	2 038 352	2 038 352
1114-I-12-53-70	TRAVAUX ADDITIONNELS SUR FREYCINEAU (SAINT MARC) / BIGOT (GONAÏVES): DRAINAGE DE FREYCINEAU A PONT PIERRE	ARTIBONITE	-		-	10 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	10 000 000	10 000 000
	AMELIORATION DE LA CIRCULATION URBAINE ET INTERURBAINE		-	284 619 670	284 619 670,00	-	-			-	284 619 670
1114-I-12-53-71	ENTRETIEN DE ROUTES URBAINES	NATIONAL	-	184 838 806	184 838 806	-	-			-	184 838 806
1114-I-12-53-72	TRAVAUX PONCTUELS D'URGENCE	NATIONAL	-	99 780 864	99 780 864					-	99 780 864
	INTEGRATION ROUTIERE LOCALE		-	-	-	57 500 000	-			57 500 000	57 500 000
1114-I-12-53-73	REHABILITATION DE LA ROUTE JACMEL / LA VALLEE DE JACMEL	SUD-EST	-		-	57 500 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	57 500 000	57 500 000
	REHABILITATION ET CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET AEROPORTUAIRES		384 132 217	-	384 132 217,00	780 000 000	100 000 000			880 000 000	1 264 132 217
1114-I-12-53-83	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE A MORNE CHIEN	NORD-OUEST	30 000 000		30 000 000	-				-	30 000 000
1114-I-12-53-87	CONSTRUCTION DE DEBARCADERES A SAINT LOUIS DU NORD	NORD-OUEST	-		-	15 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	15 000 000	15 000 000
1114-I-12-53-88	CONSTRUCTION DE DEBARCADERES A FAUCAULT	SUD	-		-	15 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	15 000 000	15 000 000
1114-I-12-53-90	EXPROPRIATION POUR LA REHABILITATION RN3	NORD-EST	-		-		100 000 000	UE	DON	100 000 000	100 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1114-1-12-53-91-	CONSTRUCTION DE DEUX NOUVEAUX PONTS SUR LA RIVIERE GRISE AU NIVEAU DE RN1 ET ROUTE NEUF	OUEST	-	-	-	750 000 000	-	JAPON	DON	750 000 000	750 000 000
1114-1-12-53-93-	CONSTRUCTION DE 7 KMS DE ROUTE A LAFITEAU	OUEST	54 132 217	-	54 132 217	-	-	-	-	-	54 132 217
1114-1-12-53-94-	CONSTRUCTION DE LA ROUTE NATIONALE # 3 R3 : PORT DE PAIX-GONAIVES	NORD-EST	300 000 000	-	300 000 000	-	-	PETROCARIBE	EMPRUNT	-	300 000 000
1114-1-12-54-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE		54 000 000	-	54 000 000,00	-	-	-	-	-	54 000 000
	RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE DECHETS SOLIDES		54 000 000	-	54 000 000,00	-	-	-	-	-	54 000 000
1114-1-12-54-17-	INTERVENTION DANS LES ZONES FRAGILES (ASSAINISSEMENT)	NATIONAL	7 000 000	-	7 000 000	-	-	-	-	-	7 000 000
1114-1-12-54-18-	TRAVAUX DE CURAGE ET DE PROTECTION DES BERGES DE LA RIVIERES DES BARADERES	NIPPES	7 000 000	-	7 000 000	-	-	-	-	-	7 000 000
1114-1-12-54-19-	CURAGE, RECALIBRAGE, RENFORCEMENT DE DIGUE RIVIERE LA QUINTE ET RAVINE DURE	ARTIBONITE	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
1114-1-12-55-	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS		40 000 000	464 044 130	504 044 129,70	92 947 500	-	-	-	92 947 500	596 991 630
	RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE		-	-	-	92 947 500	-	-	-	92 947 500	92 947 500
1114-1-12-55-14-	REHABILITATION DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE PELIGRE	CENTRE	-	-	-	92 947 500	-	ALLEMAGNE	DON	92 947 500	92 947 500
	ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE		-	164 044 130	164 044 129,70	-	-	-	-	-	164 044 130
1114-1-12-55-19-	EXTENSION DE RESEAUX SUR GROS-MORNE, SAINT-MICHEL DE L'ATTALAYE ET ENNERY	ARTIBONITE	-	164 044 130	164 044 130	-	-	-	-	-	164 044 130
	ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-	-	-	-	40 000 000
1114-1-12-55-38-	CONSTRUCTION D'UNE SOUS-STATION DE 20 MVA A PELIGRE POUR L'ALIMENTATION DE HINCHE & BELLADERE	CENTRE	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
	AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE		-	300 000 000	300 000 000,00	-	-	-	-	-	300 000 000
1114-1-12-55-42-	INCITATION AU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE L'ACCES A L'ENERGIE	NATIONAL	-	300 000 000	300 000 000	-	-	-	-	-	300 000 000
1114-1-15-	LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-	-	-	-	40 000 000
1114-1-15-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-	-	-	-	20 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-	-	-	-	20 000 000
1114-1-15-50-13-	REEQUIPEMENTS DU LNBTP	OUEST	20 000 000	-	20 000 000	-	-	-	-	-	20 000 000
1114-1-15-51-	PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-	-	-	-	20 000 000
	METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-	-	-	-	20 000 000
1114-1-15-51-12-	MICRO ZONAGE SISMIQUE/EXTENSION DE PORT AU PRINCE : SECTEUR 5 (231 KM2)	OUEST	20 000 000	-	20 000 000	-	-	-	-	-	20 000 000
1114-1-16-	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-	-	-	-	10 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1114-1-16-50-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
	RESPECT DU DROIT A LA PROPRIETE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1114-1-16-50-11-	MONTAGE D'UN SYSTEME D'INFORMATION CADASTRALE : CARREFOUR, CROIX-DES-BOUQUETS, PETION-VILLE, TABARRE, DELMAS ET JACMEL, SAINT MARC	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1114-1-17-	SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1114-1-17-50-	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
	AMELIORATION DE LA CIRCULATION URBAINE ET INTERURBAINE		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1114-1-17-50-11-	RECONSTRUCTION DE 5 PHARES	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1114-1-19-	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE		35 000 000	-	35 000 000,00	-	-			-	35 000 000
1114-1-19-50-	PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES		30 000 000	-	30 000 000,00	-	-			-	30 000 000
	METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES		7 000 000	-	7 000 000,00	-	-			-	7 000 000
1114-1-19-50-11-	PROMOTION ET RATIONNALISATION DES MARAIS SALANTS DANS LES COMMUNES DE CARACOL, AQUIN (PHASE 1), BAIE DE HENNE, CORIDON ET ANSE ROUGE (PHASE 2)	NATIONAL	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1114-1-19-50-12-	MISE EN PLACE D'UN CADASTRE MINIER SUR LE TERRITOIRE (NORD, NORD-EST, CENTRE ET OUEST (PHASE 1); NORD-OUEST, NIPPES, SUD, GRAND-ANSE, SUD-EST: Phase 2)	NATIONAL	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000
	EXPLOITATION DURABLE DES CARRIERES		6 000 000	-	6 000 000,00	-	-			-	6 000 000
1114-1-19-50-13-	GESTION RATIONNELLE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET CONTROLE DES ACTIVITES MINIERES SUR LE TERRITOIRE (ZONE METROPOLITAINE DE PAP ET REGION NORD)	NATIONAL	3 000 000	-	3 000 000					-	3 000 000
1114-1-19-50-14-	INVENTAIRE ET VALORISATION DES SUBSTANCES NATURELLES ENTRANT DANS LA FABRICATION DU CIMENT	NATIONAL	3 000 000	-	3 000 000					-	3 000 000
	AMELIORATION DU BILAN ENERGETIQUE		17 000 000	-	17 000 000,00	-	-			-	17 000 000
1114-1-19-50-16-	REDUCTION DE LA MENACE SISMIQUE	NATIONAL	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
1114-1-19-50-17-	PROMOTION D'ENERGIE NOUVELLE	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1114-1-19-50-18-	DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE CONSERVATION ET DE SUBSTITUTION D'ENERGIE DANS LES MENAGES ET LES PETITES ENTREPRISES	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1114-1-19-51-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1114-1-19-51-11	RECONSTRUCTION DES LOCAUX DU BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1114-1-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS		-	-	-	950 000 000	-			950 000 000	950 000 000
1114-2-21-50-	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		-	-	-	950 000 000	-			950 000 000	950 000 000
	RENOVATION DE L'URBAIN		-	-	-	950 000 000	-			950 000 000	950 000 000
1114-1-21-50-11	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE CARREFOUR 44/COTE DE FER	SUD-EST	-		-	200 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	200 000 000	200 000 000
1114-1-21-50-12	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE CARREFOUR 44/COTE DE FER	SUD-EST	-		-	750 000 000		TAIWAN	DON	750 000 000	750 000 000
1114-1-22	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT		65 000 000	-	65 000 000,00	-	-			-	65 000 000
1114-1-22-50-	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT		65 000 000	-	65 000 000,00	-	-			-	65 000 000
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT		65 000 000	-	65 000 000,00	-	-			-	65 000 000
1114-1-22-50-28-	ENTRETIEN DU RESEAU DE DRAINAGE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1114-1-22-50-29-	DRAINAGE ZONE DE FRERES, TABARRE ET PERNIER	OUEST	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)		1 041 854 963	750 000 000	1 791 854 963,39	14 343 508	15 399 776			29 743 284	1 821 598 247
1115-1	SERVICES CENTRAUX		1 041 854 963	750 000 000	1 791 854 963,39	14 343 508	15 399 776			29 743 284	1 821 598 247
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		1 041 854 963	750 000 000	1 791 854 963,39	14 343 508	15 399 776			29 743 284	1 821 598 247
1115-1-12-50-	PROGRAMME DE REVISION DU CADRE LEGAL		6 322 602	-	6 322 602,30	-	-			-	6 322 602
	MODERNISATION DU CADRE LEGAL DES AFFAIRES		6 322 602	-	6 322 602,30	-	-			-	6 322 602
1115-1-12-50-11-	MODERNISATION DU CADRE JURIDIQUE DES AFFAIRES	NATIONAL	6 322 602		6 322 602					-	6 322 602
1115-1-12-51-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		8 822 603	-	8 822 602,55	-	-			-	8 822 603
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		1 000 000	-	1 000 000,00	-	-			-	1 000 000
1115-1-12-51-12-	MODERNISATION ET DYNAMISATION DU SERVICE D'INSPECTION DE LA DIRECTION DU CONTROLE DE LA QUALITE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS (DCQPC) A PORT-AU-PRINCE	NATIONAL	1 000 000		1 000 000		-			-	1 000 000
	RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		7 822 603	-	7 822 602,55	-	-			-	7 822 603
1115-1-12-51-13-	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE L'OFFICE DES POSTES D'HAITI	OUEST	3 161 301		3 161 301	-				-	3 161 301
1115-1-12-51-14-	APPUJ AU DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA SONAPI	OUEST	3 161 301		3 161 301	-				-	3 161 301
1115-1-12-51-15-	CADRE INTEGRE RENFORCE	OUEST	1 500 000		1 500 000	-				-	1 500 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1115-1-12-52	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		1 000 000	-	1 000 000,00	-	15 000 000			15 000 000	16 000 000
	RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		1 000 000	-	1 000 000,00	-	15 000 000			15 000 000	16 000 000
1115-1-12-52-11	APPUI A LA MODERNISATION ET LA DYNAMISATION DES ASSOCIATIONS DE DEFENSE DES CONSOMMATEURS HAITIENS	NATIONAL	1 000 000		1 000 000		15 000 000	BID	DON	15 000 000	16 000 000
1115-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		1 007 709 759	-	1 007 709 758,54	14 343 508	240 916			14 584 424	1 022 294 183
	APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		1 007 709 759	-	1 007 709 758,54	14 343 508	240 916			14 584 424	1 022 294 183
1115-1-12-53-11	MISE EN PLACE DU CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRENEURIAT-CDEE	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1115-1-12-53-12	MISE EN OEUVRE D'ACTIVITES DE RENFORCEMENT A LA CREATION ET A LA GESTION DES ENTREPRISES	NATIONAL	10 000 000		10 000 000	14 343 508		PETROCARIBE	EMPRUNT	14 343 508	24 343 508
1115-1-12-53-13	APPUI A LA FORMALISATION ET CAPITALISATION DE 20000 MICRO-ENTREPRISES RECENSEES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	NATIONAL	23 709 759		23 709 759	-				-	23 709 759
1115-1-12-53-19	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE VIA LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (HA-L1078)	NATIONAL			-		182 000	BID	DON	182 000	182 000
1115-1-12-53-21	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (CFI et MEF)	NATIONAL			-		58 916	BID	DON	58 916	58 916
1115-1-12-53-22	APPUI A LA CREATION DES PME DES DIPLOMES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL	NATIONAL	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1115-1-12-53-23	FONDS DE GARANTIE AU DEVELOPPEMENT DES PME	NATIONAL	950 000 000		950 000 000					-	950 000 000
1115-1-12-53-24	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DES NORMES DANS LES PME DES FILIERES AGRICOLES PRIORITAIRES AU NIVEAU NATIONAL	NATIONAL	8 000 000		8 000 000					-	8 000 000
1115-1-12-54	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL		18 000 000	750 000 000	768 000 000,00	-	158 860			158 860	768 158 860
	AMENAGEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES/MANUFACTURIERES		18 000 000	750 000 000	768 000 000,00	-	158 860			158 860	768 158 860
1115-1-12-54-11	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ZONES FRANCHES D'EXPORTATION SUR LA FRONTIERE HAITIANO-DOMINICAINE- CONSTRUCTION D'UN AGRO VILLAGE A MORNE CASSE	NORD-EST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1115-1-12-54-15	MISE EN PLACE ET GESTION DE MICRO PARCS ET DE CENTRALES D'ACHAT ET DE DISTRIBUTION (HA-L1057)	NATIONAL	8 000 000		8 000 000		158 860	BID	DON	158 860	8 158 860
1115-1-12-54-18	MISE EN PLACE DE MICRO PARCS INDUSTRIELS (MC/FDI)	NATIONAL	-	250 000 000	250 000 000		-			-	250 000 000
1115-1-12-54-19	BATIMENTS INDUSTRIELS (MC/SONAPI)	NATIONAL	-	500 000 000	500 000 000		-			-	500 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT		384 500 000	-	384 500 000,00	-	-			-	384 500 000
1116-1	SERVICES CENTRAUX		384 500 000	-	384 500 000,00	-	-			-	384 500 000
1116-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		384 500 000	-	384 500 000,00	-	-			-	384 500 000
1116-1-12-51	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT		130 000 000	-	130 000 000,00	-	-			-	130 000 000
	GESTION ET DEVELOPPEMENT DES USAGES DU BOIS		130 000 000	-	130 000 000,00	-	-			-	130 000 000
1116-1-12-51-13	CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT	NATIONAL	100 000 000		100 000 000					-	100 000 000
1116-1-12-51-15	MODERNISATION ET DYNAMISATION DES CORPS DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE	NATIONAL	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1116-1-12-52	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		212 500 000	-	212 500 000,00	-	-			-	212 500 000
	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		212 500 000	-	212 500 000,00	-	-			-	212 500 000
1116-1-12-52-11	GESTION AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BASSINS VERSANTS DU MORNE DE L'HOPITAL SURPLOMBANT TOUTE LA PARTIE SUD DE LA REGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1116-1-12-52-12	PRESERVATION ET RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS TRES VULNERABLES NON COMPRIS LES AIRES PROTEGEES	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1116-1-12-52-19	GESTION DES CRUES ET PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES INONDATIONS-PHASE 2	NATIONAL	100 000 000		100 000 000					-	100 000 000
1116-1-12-52-32	DRAINAGE ET PROTECTION DE LA VILLE DE OUANAMINTHE CONTRE LES CRUES DE LA RIVIERE DU MASSACRE	NORD-EST	35 000 000		35 000 000					-	35 000 000
1116-1-12-52-35	REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE DES COMMUNES DE PETIT-TROU DE NIPPES, PLAISANCE DES NIPPES ET LE QUARTIER DE LIEVRE	NIPPES	6 500 000		6 500 000					-	6 500 000
1116-1-12-52-36	PROTECTION DE LA PETITE RIVIERE DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1116-1-12-52-37	REVALORISATION DES SOURCES D'EAU EXPLOITEES EN MILIEU RURAL	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1116-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
	APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
1116-1-12-53-12	MISE EN PLACE ET ENTRETIEN DES STATIONS SISMOLOGIQUES	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1116-1-12-54	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		37 000 000	-	37 000 000,00	-	-			-	37 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		37 000 000	-	37 000 000,00	-	-			-	37 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1116-1-12-54-11	LUTTE CONTRE LA POLLUTION URBAINE ET LA NUISANCE SONORE	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1116-1-12-54-12	GESTION ET ENTRETIEN DES AIRES PROTEGEES (MISE EN VALEUR)	OUEST	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
1116-1-12-54-14	MISE EN PLACE DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHES ENVIRONNEMENTALES	OUEST	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1116-1-12-54-15	STRUTURATION DE L'UNITE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION (UEP)	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1116-1-12-54-16	FORMATION DES TECHNICIENS FRIGORISTES SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES INOFFENSIVES POUR LA COUCHE D'OZONE	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1116-1-12-54-17	LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	NATIONAL	9 000 000		9 000 000					-	9 000 000
1116-1-12-54-18	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU BUREAU D'IMPACT ET D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	OUEST	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000
1117	MINISTERE DU TOURISME		127 105 262	80 000 000	207 105 262,00	100 000 000	208 000 000			308 000 000	515 105 262
1117-1	SERVICES CENTRAUX		127 105 262	80 000 000	207 105 262,00	100 000 000	208 000 000			308 000 000	515 105 262
1117-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		127 105 262	80 000 000	207 105 262,00	100 000 000	208 000 000			308 000 000	515 105 262
1117-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		43 789 474	-	43 789 474,00	-	-			-	43 789 474
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		43 789 474	-	43 789 474,00	-	-			-	43 789 474
1117-1-12-50-11	MISE EN PLACE DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION HOTELIERE ET TOURISTIQUE (INFORTH) (Phase II)	OUEST	12 631 579		12 631 579					-	12 631 579
1117-1-12-50-12	MISE EN PLACE DU BUREAU DE STANDARDISATION ET DES NORMES	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1117-1-12-50-13	MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATION S STATISTIQUES TOURISTIQUES (SITT) (Phase II)	NATIONAL	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1117-1-12-50-17	MISE EN PLACE DE L'UNITE DE PASSATION DE MARCHES	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1117-1-12-50-18	MISE EN PLACE DU BUREAU DES INDUSTRIES CREATIVES	OUEST	3 157 895		3 157 895					-	3 157 895
1117-1-12-50-19	MISE EN PLACE DU BUREAU DE MARKETING ET DE LA PROMOTION TOURISTIQUE (MISE EN PLACE DU BUREAU DES EVENEMENTS ; SENSIBILISATION DE LA POPULATION A CAUSE DU TOURISME)	OUEST	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1117-1-12-50-20	MISE EN PLACE DE CENTRES D'ACCUEIL DANS LES REGIONS TOURISTIQUES (NORD, SUD, OUEST, SUD-EST)	OUEST	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000
1117-1-12-51	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME		83 315 788	80 000 000	163 315 788,00	100 000 000	208 000 000			308 000 000	471 315 788
	DEVELOPPEMENT DU TOURISME BALNEAIRE		83 315 788	80 000 000	163 315 788,00	100 000 000	208 000 000			308 000 000	471 315 788
1117-1-12-51-14	PROMOTION DU TOURISME (PHASE II)	NATIONAL		80 000 000	80 000 000					-	80 000 000
1117-1-12-51-16	MISE EN PLACE DE CIRCUITS TOURISTIQUES DANS LES REGIONS PRIORITAIRES(NORD-OUEST, ARTIBONITE, GRAND-ANSE, NORD)	NATIONAL	3 947 368		3 947 368					-	3 947 368

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1117-1-12-51-18-	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE NORD-OUEST	NORD-OUEST			-		208 000 000	BM	DON	208 000 000	208 000 000
1117-1-12-51-19-	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE L'ILE A VACHE	SUD	35 157 894		35 157 894		-			-	35 157 894
1117-1-12-51-39-	PLAN SPECIAL DES CAYES	SUD	-		-	100 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	100 000 000	100 000 000
1117-1-12-51-41-	DEVELOPPEMENT DE VILLAGE CREATIFS	NATIONAL	7 894 737		7 894 737					-	7 894 737
1117-1-12-51-42-	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PME TOURISTIQUES	NATIONAL	6 315 789		6 315 789					-	6 315 789
1117-1-12-51-43-	RENOVATION DES SITES TOURISTIQUES (SUD-EST, CENTRE, ARTIBONITE, GRAND-ANSE, NORD, NORD-EST, SUD, NIPPES, OUEST)	NATIONAL	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
12	SECTEUR POLITIQUE		969 948 418	1 115 000 000	2 084 948 417,66	-	88 400 000			88 400 000	2 173 348 418
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)		523 125 000	650 000 000	1 173 125 000,00	-	-			-	1 173 125 000
1211-1	SERVICES CENTRAUX		123 000 000	650 000 000	773 000 000,00	-	-			-	773 000 000
1211-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		123 000 000	650 000 000	773 000 000,00	-	-			-	773 000 000
1211-1-12-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
1211-1-12-50-13-	RELEVEMENT DE LA CLOTURE DE L'EMA ET LA CONSTRUCTION DU DORTOIR	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1211-1-12-51-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		38 700 000	550 000 000	588 700 000,00	-	-			-	588 700 000
	REINFORCEMENT DU RESEAU DE TRIBUNAUX		38 700 000	550 000 000	588 700 000,00	-	-			-	588 700 000
1211-1-12-51-12-	CONSTRUCTION D'UNE COUR D'APPEL A HINCHÉ	CENTRE	9 000 000		9 000 000					-	9 000 000
1211-1-12-51-13-	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE ANSE A VEAU	NIPPES	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-51-15-	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A GRANDE RIVIERE DU NORD	NORD	7 500 000		7 500 000					-	7 500 000
1211-1-12-51-18-	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT , SUPERVISION PALAIS DE JUSTICE, BARREAU DE PORT-AU-PRINCE ET PARQUET	OUEST		550 000 000	550 000 000					-	550 000 000
1211-1-12-51-20-	CONSTRUCTION DE COMPLEXE ADMINISTRATIFS (TPX, OEC ET ONI) A PETION VILLE	OUEST	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-51-21-	CONSTRUCTION D'UNE COUR D'APPEL A GONAIVES	ARTIBONITE	10 200 000		10 200 000					-	10 200 000
1211-1-12-52-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		79 300 000	100 000 000	179 300 000,00	-	-			-	179 300 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		79 300 000	100 000 000	179 300 000,00	-	-			-	179 300 000
1211-1-12-52-12-	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MOLE ST NICOLAS	NORD-OUEST	8 000 000		8 000 000					-	8 000 000
1211-1-12-52-13-	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A LA VICTOIRE	NORD	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1211-1-12-52-14	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A DONDON	NORD	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000
1211-1-12-52-20	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) AGRANDE RIVIERE DU NORD	NORD	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-52-23	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A LIMBE	NORD	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-52-24	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A DESDUNES	NORD	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-52-25	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A LEOGANE	OUEST	9 000 000		9 000 000					-	9 000 000
1211-1-12-52-26	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MARMONT	ARTIBONITE	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-52-27	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A HATTE CHEVREAU	ARTIBONITE	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-52-28	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A ILE DE LA TORTUE	NORD-OUEST	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1211-1-12-52-29	REHABILITATION (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A POINTE A RAQUETTE	OUEST	5 800 000		5 800 000					-	5 800 000
1211-1-12-52-30	REHABILITATION (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A DAME-MARIE	GRAND-ANSE	7 500 000		7 500 000					-	7 500 000
1211-1-12-52-31	DEVELOPPEMENT D'UN VILLAGE ADMINISTRATIF ET SOCIAL (SANT TOUT KALITE SEVIS)	GRAND-ANSE	-	100 000 000	100 000 000					-	100 000 000
1211-1-12-52-32	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) ANSE D'HAINAULT	GRAND-ANSE	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1211-2	SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉ		400 125 000	-	400 125 000,00	-	-			-	400 125 000
1211-2-16	POLICE NATIONALE D'HAÏTI		400 125 000	-	400 125 000,00	-	-			-	400 125 000
1211-2-16-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		400 125 000	-	400 125 000,00	-	-			-	400 125 000
	RENFORCEMENT DU RESEAU D'INFRASTRUCTURES DE MAINTIEN DE L'ORDRE		400 125 000	-	400 125 000,00	-	-			-	400 125 000
1211-2-16-51-11	APPUI A LA PNH: RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE LA POLICE NATIONALE (PNH)	NATIONAL	318 000 000		318 000 000					-	318 000 000
1211-2-16-51-14	FORMATION INITIALE ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES DE LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI/A032561-001	OUEST	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1211-2-16-51-22	CONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DE LIMBE	NORD	10 000 000	-	10 000 000		-			-	10 000 000
1211-2-16-51-23	CONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DE PORT-MARGOT	NORD	10 000 000	-	10 000 000		-			-	10 000 000
1211-2-16-51-24	CONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DE TERRIER-ROUGE	NORD-EST	10 000 000	-	10 000 000		-			-	10 000 000
1211-2-16-51-25	CONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DE MANICHE	SUD	4 125 000	-	4 125 000		-			-	4 125 000
1211-2-16-51-26	RECONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DE PLAISANCE	NORD	10 000 000	-	10 000 000		-			-	10 000 000
1211-2-16-51-27	RECONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DE TIBURON	GRAND-ANSE	8 000 000	-	8 000 000		-			-	8 000 000
1215	LA PRIMATURE		196 823 418	-	196 823 417,66	-	-			-	196 823 418
1215-1	SERVICES CENTRAUX		196 823 418	-	196 823 417,66	-	-			-	196 823 418

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1215-1-12	ADMINISTRATION GENERALE		161 823 418	-	161 823 417,66	-	-	-	-	-	161 823 418
1215-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		161 823 418	-	161 823 417,66	-	-	-	-	-	161 823 418
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		161 823 418	-	161 823 417,66	-	-	-	-	-	161 823 418
1215-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN ATLAS EMPLOI DU SECTEUR TEXTILE (CTMO-HOPE)	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1215-1-12-50-16	MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE DU SECTEUR TEXTILE- CTMO-HOPE	NATIONAL	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1215-1-12-50-17	MISE EN PLACE D'UN CENTRE TECHNOLOGIQUE POUR LE SECTEUR TEXTILE. ETUDES- CTMO-HOPE	NATIONAL	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
1215-1-12-50-18	MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE COPRODUCTION AVEC LA REPUBLIQUE DOMINICAINE-CTMO-HOPE-PHASE 2	NATIONAL	2 823 418		2 823 418					-	2 823 418
1215-1-12-50-22	PLAN FONCIER DE BASE POUR LE LITTORAL	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1215-1-12-50-23	APPUI A L'UCLDP	OUEST	70 000 000		70 000 000					-	70 000 000
1215-1-12-50-24	MISE EN OEUVRE D'UNE DECONCENTRATION EFFECTIVE DES SERVICES PUBLICS	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1215-1-12-50-31	APPUI A LA RESTRUCTURATION DE LA PRIMATURE	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1215-1-12-50-32	MISE EN PLACE DE CSPP	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1215-1-12-50-33	ENQUETE SUR LA CONSOMMATION DES DROGUES AU NIVEAU DE LA POPULATION GENERALE	OUEST	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1215-1-12-50-34	CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET DE PREVENTION EN MILIEU SCOLAIRE	NATIONAL	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1215-1-12-50-35	ATELIERS DE FORMATION DES AGENTS DU SYSTEME JUDICIAIRE ET DE LA POLICE SUR LA PROCEDURE LEGALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	OUEST	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1215-1-12-50-36	HARMONISATION DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR DE LA MIGRATION	OUEST	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1215-1-12-50-37	HARMONISATION DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	OUEST	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1215-1-12-50-38	HARMONISATION DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION	OUEST	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1215-1-12-50-39	HARMONISATION DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR DES MINES ET DE L'ENERGIE	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1215-1-12-50-40	HARMONISATION DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR SYSTEME DE PRODUCTION ANIMALE	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1215-1-12-50-41	MODERNISATION DU CADRE PHYSIQUE DES SERVICES PUBLICS	OUEST	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1215-1-12-50-42	MISE EN PLACE DU NOUVEAU SYSTEME DE FONCTION PUBLIQUE	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1215-1-19	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES		35 000 000	-	35 000 000,00	-	-	-	-	-	35 000 000
1215-1-19-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		35 000 000	-	35 000 000,00	-	-	-	-	-	35 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		35 000 000	-	35 000 000,00	-	-	-	-	-	35 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1215-1-19-50-14-	CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU LOCAL POUR LA CNMP	OUEST	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1215-1-19-50-15-	FORMATION/INFORMATION EN PASSATION DE MARCHES PUBLICS POUR DES PROFESSIONNELS ET CADRES DE LA REGION METROPOLITAINE	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1215-1-19-50-16-	MISE EN PLACE DES VOIES ET MOYENS POUR LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS EN LIGNE (E-PROCUREMENT)	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1216-	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		230 000 000	465 000 000	695 000 000,00	-	88 400 000			88 400 000	783 400 000
1216-1-	SERVICES CENTRAUX		230 000 000	465 000 000	695 000 000,00	-	88 400 000			88 400 000	783 400 000
1216-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		230 000 000	465 000 000	695 000 000,00	-	88 400 000			88 400 000	783 400 000
1216-1-12-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		66 500 000	-	66 500 000,00	-	-			-	66 500 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		66 500 000	-	66 500 000,00	-	-			-	66 500 000
1216-1-12-50-11-	CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION AUX GONAIVES	ARTIBONITE	3 500 000		3 500 000					-	3 500 000
1216-1-12-50-12-	CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION A JACMEL	SUD-EST	3 500 000		3 500 000					-	3 500 000
1216-1-12-50-23-	REHABILITATION DU BUREAU CENTRAL D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION DE LALUE	OUEST	2 500 000		2 500 000					-	2 500 000
1216-1-12-50-24-	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA VICE-DELEGATION D'AQUIN (ETUDES ET CONSTRUCTION)	SUD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1216-1-12-50-25-	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA VICE-DELEGATION DE COTEAUX (ETUDES ET CONSTRUCTION)	SUD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1216-1-12-50-26-	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA VICE-DELEGATION DE PORT-SALUT (ETUDES ET CONSTRUCTION)	SUD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1216-1-12-50-27-	RENFORCEMENT DES DELEGATIONS ET DES VICE-DELEGATIONS	NATIONAL	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
1216-1-12-50-28-	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE PRODUCTION DE PASSEPORT A PORT-AU-PRINCE	OUEST	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1216-1-12-51-	PROGRAMME DE DECENTRALISATION		68 000 000	465 000 000	533 000 000,00	-	-			-	533 000 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE CENTRES ADMINISTRATIFS		68 000 000	465 000 000	533 000 000,00	-	-			-	533 000 000
1216-1-12-51-12-	RECONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE VERRETES	ARTIBONITE	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
1216-1-12-51-14-	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE PLAINE DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	8 000 000		8 000 000					-	8 000 000
1216-1-12-51-18-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE DE LIANCOURT (VERRETTES)	ARTIBONITE	4 500 000		4 500 000					-	4 500 000
1216-1-12-51-20-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE BASSE PLAINE (LIMONADE)	NORD	4 500 000		4 500 000					-	4 500 000
1216-1-12-51-22-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA SEME SECTION COMMUNALE PERODIN (PETITE RIVIERE ARTIBONITE)	ARTIBONITE	4 500 000	-	4 500 000					-	4 500 000

**BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1216-1-12-51-23-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 6EME SECTION COMMUNALE MEDOR (PETITE RIVIERE ARTIBONITE)	ARTIBONITE	4 500 000		4 500 000					-	4 500 000
1216-1-12-51-24-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE MARTINEAU (LACHAPELLE)	ARTIBONITE	4 500 000		4 500 000					-	4 500 000
1216-1-12-51-28-	CONSTRUCTION, SUPERVISION ET AMENAGEMENT HOTEL DE VILLE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST		165 000 000	165 000 000					-	165 000 000
1216-1-12-51-30-	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 2EME SECTION COMMUNALE DE LACHAPELLE	ARTIBONITE	4 500 000		4 500 000					-	4 500 000
1216-1-12-51-32-	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DES CAYES (ETUDES ET CONSTRUCTION)	SUD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1216-1-12-51-33-	REHABILITATION D'HOTELS DE VILLE DANS LES DEPARTEMENTS DU NORD, NORD-EST, DU CENTRE ET DU SUD-EST	NATIONAL	16 000 000		16 000 000					-	16 000 000
1216-1-12-51-34-	DEVELOPPEMENT D'UN VILLAGE ADMINISTRATIF ET SOCIAL (SANT TOUT KALITE SEVIS)	NATIONAL	-	300 000 000	300 000 000					-	300 000 000
1216-1-12-52-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		51 000 000	-	51 000 000,00	-	88 400 000			88 400 000	139 400 000
	REINGENIERIE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE		51 000 000	-	51 000 000,00	-	88 400 000			88 400 000	139 400 000
1216-1-12-52-13-	APPUI AU SYSTEME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DESASTRES (PASNGRD)	NATIONAL	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1216-1-12-52-14-	RECONSTRUCTION ET GESTION DES RISQUES ET DESASTRES/PRGRD/BM/P126346/BM	NATIONAL			-		88 400 000	BM	DON	88 400 000	88 400 000
1216-1-12-52-15-	APPUI A LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE MITIGATION DES RISQUES (INCLUANT L'INVENTAIRE DES BESOINS DANS LES ZONES VULNERABLES)	NATIONAL	9 000 000		9 000 000					-	9 000 000
1216-1-12-52-16-	ENQUETE NATIONALE SUR LA CULTURE POLITIQUE ET LES PRATIQUES CITOYENNES	NATIONAL	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1216-1-12-53-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		6 000 000	-	6 000 000,00	-	-			-	6 000 000
	STRUCTURATION DES PARTENAIRES DE LA SOCIETE CIVILE		6 000 000	-	6 000 000,00	-	-			-	6 000 000
1216-1-12-53-11-	ENCADREMENT STRUCTUREL DE LA SOCIETE CIVILE (KATYE PAM POZE)	NATIONAL	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1216-1-12-54-	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		6 000 000	-	6 000 000,00	-	-			-	6 000 000
	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		6 000 000	-	6 000 000,00	-	-			-	6 000 000
1216-1-12-54-11-	RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES DU MORNE DE L'HOPITAL	OUEST	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1216-1-12-56-	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		32 500 000	-	32 500 000,00	-	-			-	32 500 000
	PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		32 500 000	-	32 500 000,00	-	-			-	32 500 000
1216-1-12-56-19-	CREATION D'UN PARC RECREATIF A SAUT D'EAU	CENTRE	7 500 000		7 500 000					-	7 500 000
1216-1-12-56-31-	CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC D'ENNERY	ARTIBONITE	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1216-1-12-56-32-	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE A VERRETTES	ARTIBONITE	8 000 000		8 000 000					-	8 000 000

**BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1216-1-12-56-33	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE A LA 3E SECTION PLASSAC (PETITE RIVIERE DE L'ARTIBONITE)	ARTIBONITE	3 500 000		3 500 000					-	3 500 000
1216-1-12-56-34	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE A LA 3E SECTION ARNIQUET	ARTIBONITE	3 500 000		3 500 000					-	3 500 000
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1217-1	SERVICES CENTRAUX		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1217-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1217-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1217-1-12-50-11	CREATION D'UN CENTRE DE FORMATION ET MISE EN PLACE DU SERVICE CIVIQUE MIXTE OBLIGATOIRE (ETUDES ET PHASE III)	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
13	SECTEUR SOCIAL		4 735 730 000	3 594 962 200	8 330 692 200,00	1 151 185 064	5 414 544 772			6 565 729 836	14 896 422 036
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		3 403 300 000	2 812 462 200	6 215 762 200,00	19 696 970	4 467 624 772			4 487 321 742	10 703 083 942
1311-1	SERVICES CENTRAUX		3 403 300 000	2 812 462 200	6 215 762 200,00	19 696 970	4 467 624 772			4 487 321 742	10 703 083 942
1311-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		3 373 300 000	2 812 462 200	6 185 762 200,00	19 696 970	4 467 624 772			4 487 321 742	10 673 083 942
1311-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		32 000 000	-	32 000 000,00	-	-			-	32 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		32 000 000	-	32 000 000,00	-	-			-	32 000 000
1311-1-12-50-24	STANDARDISATION DU SYSTEME DE PLANIFICATION OPERATIONNELLE ET DE SUIVI-EVALUATION DES PROJETS ET PROGRAMMES PUBLICS	OUEST	7 000 000		7 000 000					-	7 000 000
1311-1-12-50-26	MISE EN OEUVRE DU NOUVEAU CADRE REGULATEUR DU SYSTEME D'ACCREDITATION DES ECOLES NON PUBLIQUES (CONCEPTION, DEVELOPPEMENT ET IMPLEMENTATION D'UN SYSTEME DE CONCEPTION, DEVELOPPEMENT ET IMPLEMENTATION D'UN SYSTEME DE PLANIFICATION, GESTION, EXECUTION ET SUIVI DES MARCHES (SYSPGESM)	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-1-12-50-27	SYSTEME DE PLANIFICATION, GESTION, EXECUTION ET SUIVI DES MARCHES (SYSPGESM)	OUEST	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1311-1-12-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		410 000 000	-	410 000 000,00	19 696 970	-			19 696 970	429 696 970
	MISE EN PLACE DES RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		-	-	-	19 696 970	-			19 696 970	19 696 970
1311-1-12-51-16	APPUI A LA GOUVERNANCE ET A L'EDUCATION (PHASE II/A034699-001)	NATIONAL			-	19 696 970		CANADA	DON	19 696 970	19 696 970
	MISE EN PLACE DE CENTRES DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		410 000 000	-	410 000 000,00	-	-			-	410 000 000
1311-1-12-51-19	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU NORD-OUEST	NORD-OUEST	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1311-1-12-51-20	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU SUD-EST	SUD-EST	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1311-1-12-51-21	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DE L'ARTIBONITE AUX GONAIVES	ARTIBONITE	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1311-1-12-51-22	CONSTRUCTION DU BATIMENT DEVANT LOGER *ECOLE NORMALE SUPERIEURE	OUEST	200 000 000		200 000 000					-	200 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL MP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1311-1-12-51-23	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU CENTRE	CENTRE	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1311-1-12-51-24	ETUDE POUR LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU NORD	NORD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-1-12-51-25	ETUDE POUR LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU SUD AUX CAYES	SUD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-1-12-53	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE		2 931 300 000	2 812 462 200	5 743 762 200,00	-	4 467 624 772			4 467 624 772	10 211 386 972
	MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES		2 931 300 000	2 812 462 200	5 743 762 200,00	-	4 467 624 772			4 467 624 772	10 211 386 972
1311-1-12-53-18	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN OPERATIONNEL DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME (FAES)- HA-L1060	NATIONAL			-		1 014 520	BID	DON	1 014 520	1 014 520
1311-1-12-53-19	SCOLARISATION DES ENFANTS (FONDS NATIONAL POUR L'EDUCATION + tresor)	NATIONAL	2 520 000 000	1 812 462 200	4 332 462 200					-	4 332 462 200
1311-1-12-53-20	SCOLARISATION POUR LES ENFANTS SURAGES ET DES ENFANTS EN AGE SCOLAIRE DANS LE PAYS (PRONEI-PIENASECO + PAE) IMPLANTATION D'ECOLES DANS LES SECTIONS COMMUNALES	NATIONAL	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1311-1-12-53-21	EDUCATION POUR TOUS phase 2 BM/P124134	NATIONAL			-		104 000 000	BM	DON	104 000 000	104 000 000
1311-1-12-53-24	APPUI A L'AMELIORATION DE LA FOURNITURE DES SERVICES DE CANTINES SCOLAIRES	NATIONAL			-		4 361 370 052	PAM	DON	4 361 370 052	4 361 370 052
1311-1-12-53-27	EXTENSION DU NOUVEAU SECONDAIRE DANS LES DEPARTEMENTS	NATIONAL	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1311-1-12-53-29	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MORISSEAU D'AQUIN	SUD	18 000 000		18 000 000					-	18 000 000
1311-1-12-53-30	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MICHEL LAZARE DES CAYES	SUD	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1311-1-12-53-33	ACCROISSEMENT DE L'ACCES A L'EDUCATION DE QUALITE (HA-L1049)	NATIONAL			-		1 240 200	BID	DON	1 240 200	1 240 200
1311-1-12-53-38	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP SALTADERE DU CENTRE	CENTRE	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1311-1-12-53-39	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP DE MARFRANC DE JEREMIE	GRAND-ANSE	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1311-1-12-53-40	CONSTRUCTION DU LYCEE DE BOCOZELLE	ARTIBONITE	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
1311-1-12-53-41	ACHEVEMENT DE L'ECOLE NATIONALE DE SAINT HELENE	GRAND-ANSE	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-1-12-53-42	CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE LEGRAS A PORT MARGOT	NORD	8 300 000		8 300 000					-	8 300 000
1311-1-12-53-43	CONSOLIDATION DES ECOLES DE LA ZONE FRONTALIERE (CENTRE, NORD-EST, SUD-EST, OUEST)	NATIONAL	100 000 000		100 000 000					-	100 000 000
1311-1-12-53-44	POST ALPHABETISATION	OUEST	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1311-1-12-53-45	CAMPAGNE NATIONALE D'ALPHABETISATION	NATIONAL	50 000 000		50 000 000					-	50 000 000
1311-1-12-53-46	MISE EN PLACE DES JARDINS SCOLAIRES DANS LES RESEAUX EFACAP	NATIONAL	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
1311-1-12-53-47	ETUDE POUR LA CONSTRUCTION, EQUIPEMENT DU LYCEE DE TERRIER ROUGE	NORD-EST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1311-1-12-53-48	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION EN HAITI PAR LA MISE EN PLACE DES LYCEES D'EXCELLENCE AU NIVEAU DEPARTEMENTAL	NATIONAL	-	1 000 000 000	1 000 000 000					-	1 000 000 000
1311-1-17-	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE		30 000 000	-	30 000 000,00	-	-			-	30 000 000
1311-1-17-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		30 000 000	-	30 000 000,00	-	-			-	30 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		30 000 000	-	30 000 000,00	-	-			-	30 000 000
1311-1-17-50-16-	CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE A L'AZILE	NIPPES	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-1-17-50-17-	CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE A DONDON	NORD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1311-1-17-50-18-	CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE POUR LES FILLES /LES ANGLAIS	SUD	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1312-	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL		560 500 000	-	560 500 000,00	131 487 694	166 920 000			298 407 694	858 907 694
1312-1	SERVICES CENTRAUX		560 500 000	-	560 500 000,00	131 487 694	166 920 000			298 407 694	858 907 694
1312-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		560 500 000	-	560 500 000,00	131 487 694	166 920 000			298 407 694	858 907 694
1312-1-12-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		13 000 000	-	13 000 000,00	-	-			-	13 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		13 000 000	-	13 000 000,00	-	-			-	13 000 000
1312-1-12-50-12-	MISE EN OEUVRE ET STRUCTURATION DE L'UNITE D'ETUDE ET DE PROGRAMMATION	OUEST	10 000 000		10 000 000	-	-			-	10 000 000
1312-1-12-50-13-	ETUDE POUR LA RECONSTRUCTION DU BATIMENT LOGEANT LA CAISSE D'ASSISTANCE SOCIALE	OUEST	3 000 000		3 000 000	-	-			-	3 000 000
1312-1-12-51-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		8 000 000	-	8 000 000,00	-	-			-	8 000 000
	MISE EN PLACE DE RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		8 000 000	-	8 000 000,00	-	-			-	8 000 000
1312-1-12-51-11-	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI A FORT-LIBERTE	NORD-EST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1312-1-12-51-13-	ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI PHASE II	NORD	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1312-1-12-51-14-	ACHEVEMENT DU CENTRE DE FORMATION POUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1312-1-12-52-	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE		55 000 000	-	55 000 000,00	-	-			-	55 000 000
	CONSTRUIRE UN ATELIER DE TRAVAIL PROTÉGÉ DANS CHACQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		25 000 000	-	25 000 000,00	-	-			-	25 000 000
1312-1-12-52-11-	IMPLANTATION D'UN VILLAGE ARTISANAL AU CAP-HAITIEN	NORD	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1312-1-12-52-14-	CONSTRUCTION DE 4 CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU PROFIT DE 20000 HANDICAPES (PORT-AU- PRINCE, CAP-HAITIEN, GONAIVES ET CAYES)	NATIONAL	22 000 000		22 000 000					-	22 000 000
	CONSTRUIRE UN CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES DEPENDANTES DANS CHACQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		30 000 000	-	30 000 000,00	-	-			-	30 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1312-1-12-52-16	ETUDES ET CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT POUR LES PERSONNES DU 3EME AGE A PORT-AU-PRINCE	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1312-1-12-52-19	ENQUETES, ETUDES, PLANIFICATION ET CONSTRUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX (UCP)	NATIONAL	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1312-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS		471 500 000	-	471 500 000,00	131 487 694	-			131 487 694	602 987 694
	EXTENSION DE L'ASSURANCE SOCIALE A TOUS LES TRAVAILLEURS		471 500 000	-	471 500 000,00	131 487 694	-			131 487 694	602 987 694
1312-1-12-53-14	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE	NATIONAL	461 500 000	-	461 500 000	131 487 694		PETROCARIBE	EMPRUNT	131 487 694	592 987 694
1312-1-12-53-15	CHANJE METYE CHANJE LAVI	NATIONAL	10 000 000		10 000 000	-				-	10 000 000
1312-1-12-54	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT		-	-	-	-	166 920 000			166 920 000	166 920 000
	APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES		-	-	-	-	166 920 000			166 920 000	166 920 000
1312-1-12-54-13	RECONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES DE PORT-AU-PRINCE (PREKAD) BM/P125805/BMPAD	OUEST			-		166 920 000	BM	DON	166 920 000	166 920 000
1312-1-15-50	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT		13 000 000	-	13 000 000,00	-	-			-	13 000 000
	APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES		13 000 000	-	13 000 000,00	-	-			-	13 000 000
1312-1-15-50-11	ETUDE, MISE EN PLACE ET ACHIEVEMENT D'UN CENTRE DE REINSERTION AU PROFIT DES RAPATRIES	NORD-EST	13 000 000		13 000 000					-	13 000 000
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION		538 430 000	782 500 000	1 320 930 000,00	1 000 000 400	780 000 000			1 780 000 400	3 100 930 400
1313-1	SERVICES CENTRAUX		538 430 000	782 500 000	1 320 930 000,00	1 000 000 400	780 000 000			1 780 000 400	3 100 930 400
1313-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		538 430 000	782 500 000	1 320 930 000,00	1 000 000 400	780 000 000			1 780 000 400	3 100 930 400
1313-1-12-50	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE		385 330 000	-	385 330 000,00	1 000 000 400	780 000 000			1 780 000 400	2 165 330 400
	MISE EN PLACE DES CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES (CHU) DANS LES TROIS GRANDS POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		22 830 000	-	22 830 000,00	1 000 000 400	-			1 000 000 400	1 022 830 400
1313-1-12-50-13	CONSTRUCTION ET REHABILITATION D'HOPITAUX (HUEH, ST MICHEL DE JACMEL, SIMBI CONTINAL DE MARTISSANT, HOP. SANS FIL HOP. DE BON REPOS, PORT-DE-PAIX, OUANAMINTHE...)	NATIONAL	-	-	-	1 000 000 400		PETROCARIBE	EMPRUNT	1 000 000 400	1 000 000 400
1313-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMULANCIER REGIONAL DANS LE GRAND SUD (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	13 830 000		13 830 000					-	13 830 000
1313-1-12-50-15	MISE EN PLACE D'UN POSTE DE TRANSFUSION SANGUINE A MIRAGOANE (Phase 2)	NIPPES	9 000 000		9 000 000					-	9 000 000
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX DE REFERENCE DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		15 000 000	-	15 000 000,00	-	-			-	15 000 000
1313-1-12-50-21	RENOVATION DE LA CHIRURGIE ET MEDECINE INTERNE DE L'HOPITAL IMMACULEE CONCEPTION DES CAYES	SUD	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX COMMUNAUTAIRES DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		45 000 000	-	45 000 000,00	-	-			-	45 000 000
1313-1-12-50-24	TRANSFORMATION DU CDI DE ANSE A VEAU EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1313-1-12-50-25	FINALISATION CONSTRUCTION /REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES A CRX DES BOUQUETS ET JEAN RABEL ET CARACOL (balance du projet 10 HCR et de Caracol 2013-2014, HOPITAL Immaculée Conception des cayes (chirurgie et medecine homme, St Anne de Beaumont, Grande Saline))	NATIONAL	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES COMMUNES		41 000 000	-	41 000 000,00	-	-			-	41 000 000
1313-1-12-50-29	REHABILITATION CAL DE PETIT GOAVE - (Phase 2)	OUEST	18 000 000		18 000 000					-	18 000 000
1313-1-12-50-31	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A TIBURON (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	13 000 000		13 000 000					-	13 000 000
1313-1-12-50-33	CONSTRUCTION CSL TROIS PALMISTES + PETITE MATERNITE/SONUB-VALLIERES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD-EST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE SANS LIT DANS LES SECTIONS COMMUNALES		164 100 000	-	164 100 000,00	-	-			-	164 100 000
1313-1-12-50-36	CONSTRUCTION 9 CSL - Phase 3 (Centre, Nord, Nord-est, Nord-ouest, Nippes, Sud, Sud-est, Grande Anse, Artibonite) (Phase 1 sur budget 2012-2013 et Phase 2 sur budget 2013-2014)	NATIONAL	66 000 000		66 000 000					-	66 000 000
1313-1-12-50-41	CONSTRUCTION D'UN CSL A CORAIL SOULT -MARIGOT -PHASE 2 ET 3	SUD-EST	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1313-1-12-50-42	CONSTRUCTION D'UN CSL A BRAS DE GAUCHE- COTE DE FER- PHASE 2	SUD-EST	21 600 000		21 600 000					-	21 600 000
1313-1-12-50-43	CONSTRUCTION CSL ST YVES , SC SAUT DU BARIL (C. ANSEAVEAU) (Phase 2)	NIPPES	12 000 000		12 000 000					-	12 000 000
1313-1-12-50-44	REHABILITATION DES DEUX CSL DE CORNILLON	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1313-1-12-50-47	CONSTRUCTION CSL ANSE A MASSON (CAYMITTES) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	GRAND-ANSE	10 500 000		10 500 000					-	10 500 000
1313-1-12-50-48	CONSTRUCTION CSL A TOZIA - COMMUNE PESTEL (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	GRAND-ANSE	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1313-1-12-50-50	CONSTRUCTION D'UN CSL A ROCHE A BATEAU (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	11 000 000		11 000 000					-	11 000 000
	LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDEMIQUES ET LES EPIDEMIES		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-			-	40 000 000
1313-1-12-50-51	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA SUR LE TERRITOIRE NATIONAL	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1313-1-12-50-53	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA ET LA TUBERCULOSE (ENGAGEMENT DE L'ETAT A LA CONTRIBUTION DU FONDS MONDIAL)	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1313-1-12-50-54	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LES ENDEMIES MAJEURES (MALARIA, CHIKUNGUNYA, DENGUE, ...ETC) Engagement de l'Etat a la contribution du Fonds Mondial)	NATIONAL	5 000 000		5 000 000		-			-	5 000 000
1313-1-12-50-55	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE SOINS DE SANTE PRIMAIRES DANS LES ZONES D'ACCES DIFFICILE	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
	RENFORCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES PORTANT SUR LA SANTE ET LA POPULATION		57 400 000	-	57 400 000,00	-	780 000 000			780 000 000	837 400 000
1313-1-12-50-58	APPROVISIONNEMENT EN MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'AU MOINS 20 INSTITUTIONS DE SANTE (HCR, HD, CAL, CSL) SUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	44 400 000		44 400 000					-	44 400 000
1313-1-12-50-62	AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE ET INFANTILE(PASMISS)	NATIONAL			-		780 000 000	BM	DON	780 000 000	780 000 000
1313-1-12-50-64	APPUI A LA CHAÎNE DE FROID DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	NATIONAL	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL TP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1313-1-12-50-65-	MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COMMUNICATION ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DU MSP (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NATIONAL	8 000 000		8 000 000					-	8 000 000
1313-1-12-50-66-	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL COMMUNAUTAIRES	NATIONAL	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1313-1-12-51-	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT		3 000 000	82 500 000	85 500 000,00	-	-			-	85 500 000
	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SECURISATION DU MILIEU		3 000 000	82 500 000	85 500 000,00	-	-			-	85 500 000
1313-1-12-51-11-	MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTE ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE NATIONAL (Phase 2) (Phase 1 sur Budget 2013-2014)	NATIONAL	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1313-1-12-51-13-	CONSTRUCTION ET SUPERVISION DE LA MORGUE DE L'HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (UCP)	OUEST		82 500 000	82 500 000					-	82 500 000
1313-1-12-52-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		150 100 000	700 000 000	850 100 000,00	-	-			-	850 100 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		150 100 000	700 000 000	850 100 000,00	-	-			-	850 100 000
1313-1-12-52-11-	AMENAGEMENT DU NOUVEAU LOCAL DU MSP A MAIS GATE (EXTENSION)	OUEST	26 100 000		26 100 000					-	26 100 000
1313-1-12-52-12-	AMENAGEMENT DES BUREAUX ADMINISTRATIFS DEPARTEMENTAUX ET RESIDENCES DE PERSONNEL MEDICAL (NORD, NORD-EST, GRANDE-ANSE) (PHASE 2)	OUEST	22 000 000		22 000 000					-	22 000 000
1313-1-12-52-13-	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DU SUD-EST	SUD-EST	35 000 000		35 000 000					-	35 000 000
1313-1-12-52-14-	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DES NIPPES	NIPPES	32 000 000		32 000 000					-	32 000 000
1313-1-12-52-15-	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DU NORD-OUEST	NORD-OUEST	35 000 000		35 000 000					-	35 000 000
1313-1-12-52-16-	MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE NUTRITION PAR LA PROMOTION DE LA PRODUCTION LOCALE	NATIONAL	-	500 000 000	500 000 000					-	500 000 000
1313-1-12-52-17-	DEVELOPPEMENT D'UN VILLAGE ADMINISTRATIF ET SOCIAL (SANT TOUT KALITE SEVIS)	NATIONAL		200 000 000	200 000 000					-	200 000 000
1314-	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-			-	40 000 000
1314-1	SERVICES CENTRAUX		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-			-	40 000 000
1314-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-			-	40 000 000
1314-1-12-51-	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE		40 000 000	-	40 000 000,00	-	-			-	40 000 000
	CONSTRUCTION DE CENTRES D'ACCUEIL POUR DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1314-1-12-51-11-	INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES FILLES ET DES FEMMES DES DEPARTEMENTS DU SUD, GRAND'ANSE, CENTRE, NORD, NORD-EST, OUEST ET NORD-OUEST	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1314-1-12-51-12-	CONTRIBUTION A L'HEBERGEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	OUEST	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
	CONSTRUCTION D'UN ATELIER DE TRAVAIL PROTÉGÉ DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1314-1-12-51-13	MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES ET FILLES MERES DANS LA TRANSFORMATION DE VERITABLE EN FARINE	GRAND-ANSE	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1314-1-12-51-14	MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES ET FILLES MERES DANS LE SECTEUR ARTISANAL (COMMUNE DE JACMEL)	SUD-EST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1315	MINISTERE A LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE		193 500 000	-	193 500 000,00	-	-			-	193 500 000
1315-1	SERVICES CENTRAUX		193 500 000	-	193 500 000,00	-	-			-	193 500 000
1315-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		193 500 000	-	193 500 000,00	-	-			-	193 500 000
1315-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		23 500 000	-	23 500 000,00	-	-			-	23 500 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		23 500 000	-	23 500 000,00	-	-			-	23 500 000
1315-1-12-50-14	CLOTURE DE LA FAÇADE DU CENTRE POLYVALENT DE FORMATION DU MJSAC	OUEST	13 500 000		13 500 000					-	13 500 000
1315-1-12-50-15	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1315-1-12-51	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE		170 000 000	-	170 000 000,00	-	-			-	170 000 000
	MISE EN PLACE DE CENTRES MULTI SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		50 000 000	-	50 000 000,00	-	-			-	50 000 000
1315-1-12-51-14	MISE EN PLACE DE 2 CENTRES D'ACCUEIL ET DE REINSERTION PAR LA FORMATION TECHNIQUE, PROFESSIONNELLE ET SPORTIVE, POUR DE JEUNES FEMMES EN SITUATION DIFFICILE A PETION-VILLE ET AUX CAYES	NATIONAL	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
1315-1-12-51-15	MISE EN PLACE DE 2 CENTRES DE SERVICE CIVIQUE NATIONAL POUR LA PROMOTION ET LA VALORISATION DU CIVISME DANS LE PAYS	NATIONAL	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
	DEVELOPPEMENT DES JEUX HANDISPORTS		25 000 000	-	25 000 000,00	-	-			-	25 000 000
1315-1-12-51-17	RENFORCEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP A TRAVERS LE PAYS "HANDISPORT"- ETUDES	NATIONAL	25 000 000		25 000 000					-	25 000 000
	PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE		95 000 000	-	95 000 000,00	-	-			-	95 000 000
1315-1-12-51-22	DEVELOPPEMENT DES TALENTS CACHES DES JEUNES EN SITUATION DE VULNERABILITE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL (WEEK END DES JEUNES)	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1315-1-12-51-23	MISE EN PLACE D'UN ESPACE D'ECHANGE ET D'EPANOUISSEMENT POUR LES JEUNES A TRAVERS DES ACTIVITES EXTRA SCOLAIRES SAINES DANS LES DEPARTEMENTS DU NORD-OUEST, NIPPES ET	NATIONAL	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
1315-1-12-51-24	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DU SPORT FEMININ SUR TOUT LE TERRITOIRE NATIONAL	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					-	20 000 000
1315-1-12-51-25	MISE EN PLACE DU FONDS NATIONAL D'INSERTION DES JEUNES	NATIONAL	40 000 000		40 000 000					-	40 000 000
14	SECTEUR CULTUREL		259 000 000	-	259 000 000,00	-	-			-	259 000 000
1411	MINISTERE DES CULTES		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1411-1	SERVICES CENTRAUX		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1411-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1411-1-12-50-	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIEN CULTURELS		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1411-1-12-50-11-	PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL HAITIEN A TRAVERS LE SECTEUR RELIGIEUX ET LES ASSOCIATIONS PHILOSOPHIQUES	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1412	MINISTERE DE LA CULTURE		224 000 000	-	224 000 000,00	-	-			-	224 000 000
1412-1	SERVICES CENTRAUX		224 000 000	-	224 000 000,00	-	-			-	224 000 000
1412-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		150 000 000	-	150 000 000,00	-	-			-	150 000 000
1412-1-12-50-	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		150 000 000	-	150 000 000,00	-	-			-	150 000 000
	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIEN CULTURELS		15 000 000	-	15 000 000,00	-	-			-	15 000 000
1412-1-12-50-25-	RESTAURATION DU MARCHÉ EN FER DE JACMEL	SUD-EST	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE CENTRES CULTURELS		115 000 000	-	115 000 000,00	-	-			-	115 000 000
1412-1-12-50-24-	REHABILITATION DES LOCAUX DU MINISTERE DE LA CULTURE	OUEST	35 000 000		35 000 000					-	35 000 000
1412-1-12-50-25-	CONSTRUCTION DU CENTRE CULTUREL DE L'INAMUH A HINCHE	CENTRE	15 000 000		15 000 000	-				-	15 000 000
1412-1-12-50-26-	CONSTRUCTION DE LA PLACE DES ARTS ET DU CARNAVAL DE JACMEL	SUD-EST	55 000 000		55 000 000					-	55 000 000
1412-1-12-50-27-	FORMATION DES AGENTS CULTURELS ET COOPERATION AVEC LES MUNICIPALITES	NATIONAL	10 000 000		10 000 000	-				-	10 000 000
	MISE EN PLACE D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL		20 000 000	-	20 000 000,00	-	-			-	20 000 000
1412-1-12-50-28-	RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DU SECTEUR CULTUREL	OUEST	20 000 000		20 000 000		-			-	20 000 000
1412-1-13-	ECOLE NATIONALE DES ARTS		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
1412-1-13-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	-	5 000 000,00	-	-			-	5 000 000
1412-1-13-50-12-	RENOVATION ET REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENARTS A PORT-AU-PRINCE	OUEST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1412-1-14-	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL		15 000 000	-	15 000 000,00	-	-			-	15 000 000
1412-1-14-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000	-	15 000 000,00	-	-			-	15 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000	-	15 000 000,00	-	-			-	15 000 000
1412-1-14-50-16-	PROGRAMME DE TOURISME COTIER DURABLE	NATIONAL	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1412-1-14-50-17-	PRESERVATION DU PATRIMOINE ET D'APPUI AU SECTEUR TOURISTIQUE (PAST)	NORD	8 000 000		8 000 000					-	8 000 000
1412-1-14-50-15-	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU FORT OGE	SUD-EST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1412-1-15-	THEATRE NATIONAL		4 000 000	-	4 000 000,00	-	-			-	4 000 000
1412-1-15-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		4 000 000	-	4 000 000,00	-	-			-	4 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		4 000 000	-	4 000 000,00	-	-			-	4 000 000
1412-1-15-50-11-	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES LOCAUX DU THEATRE NATIONAL	OUEST	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000
1412-1-16-	MUSEE DU PANTHEON NATIONAL		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-16-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE MUSEES NATIONAUX DANS LES GRANDS POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-16-50-11-	REHABILITATION DES LOCAUX DU MUPANAH (PHASE FINALE)	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1412-1-17-	BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-17-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-17-50-11-	REHABILITATION DES LOCAUX DU BNE	OUEST	6 000 000		6 000 000					-	6 000 000
1412-1-17-50-12-	REHABILITATION ET MISE EN VALEUR TOURISTIQUE DES POINTS D'EAU A CARACTERE SACRE DU PAYS(BASSIN ST Jacques à Plaine du Nord, Source puante à Cabaret et Bassin Waka à Port Magot)	NATIONAL	4 000 000		4 000 000					-	4 000 000
1412-1-18-	BIBLIOTHEQUE NATIONALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-18-50-	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-18-50-11-	REHABILITATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE LA VILLE DE JACMEL	SUD-EST	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1412-1-18-50-12-	REHABILITATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE LA VILLE DES CAYES	SUD	5 000 000		5 000 000					-	5 000 000
1412-1-24-	DIRECTION NATIONALE DU LIVRE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-24-50-	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
	MISE EN PLACE DE CENTRES LE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
TOTAL			15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
1412-1-24-50-11	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A GROS MORNE	ARTIBONITE	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1412-1-24-50-12	IMPLANTATION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A LA VALLEE DE JACMEL	SUD-EST	2 000 000		2 000 000					-	2 000 000
1412-1-24-50-13	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A CARREFOUR	OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1412-1-24-50-14	IMPLANTATION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A BOMBARDOPOLIS	NORD-OUEST	3 000 000		3 000 000					-	3 000 000
1412-1-25	BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-25-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1412-1-25-50-12	CREATION D'UN SYSTEME MULTI-CANAL DE GESTION ELECTRONIQUE DES DONNEES D'EXPLOITATION DES OEUVRES A PORT-AU-PRINCE	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION		25 000 000	-	25 000 000,00	-	-			-	25 000 000
1413-1	SERVICES CENTRAUX		25 000 000	-	25 000 000,00	-	-			-	25 000 000
1413-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		25 000 000	-	25 000 000,00	-	-			-	25 000 000
1413-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		25 000 000	-	25 000 000,00	-	-			-	25 000 000
	MISE EN PLACE DE CELLULES DE COMMUNICATION DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		10 000 000	-	10 000 000,00	-	-			-	10 000 000
1413-1-12-50-13	RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION : CREATION D'UN CENTRE D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, ET DE PROMOTION CIVIQUE A PORT-AU-PRINCE	OUEST	10 000 000		10 000 000					-	10 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000	-	15 000 000,00	-	-			-	15 000 000
1413-1-12-50-15	REHABILITATION DES LOCAUX DE LA RNH	OUEST	15 000 000		15 000 000					-	15 000 000
2	POUVOIR LEGISLATIF		175 000 000	-	175 000 000,00	-	-			-	175 000 000
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE		175 000 000	-	175 000 000,00	-	-			-	175 000 000
2211-1	SENAT DE LA REPUBLIQUE		175 000 000	-	175 000 000,00	-	-			-	175 000 000
2211-1-11	ASSEMBLEE DES SENATEURS		175 000 000	-	175 000 000,00	-	-			-	175 000 000
2211-1-11-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		175 000 000	-	175 000 000,00	-	-			-	175 000 000
	RENFORCEMENT DE L'ACTION PARLEMENTAIRE		175 000 000	-	175 000 000,00	-	-			-	175 000 000
2211-1-11-51-13	MISE EN PLACE DE BUREAUX DU SENAT DANS SEPT (7) AUTRES DEPARTEMENTS	NATIONAL	175 000 000	-	175 000 000	-	-			-	175 000 000
3	POUVOIR JUDICIAIRE		30 000 000	55 000 000	85 000 000,00	-	-			-	85 000 000

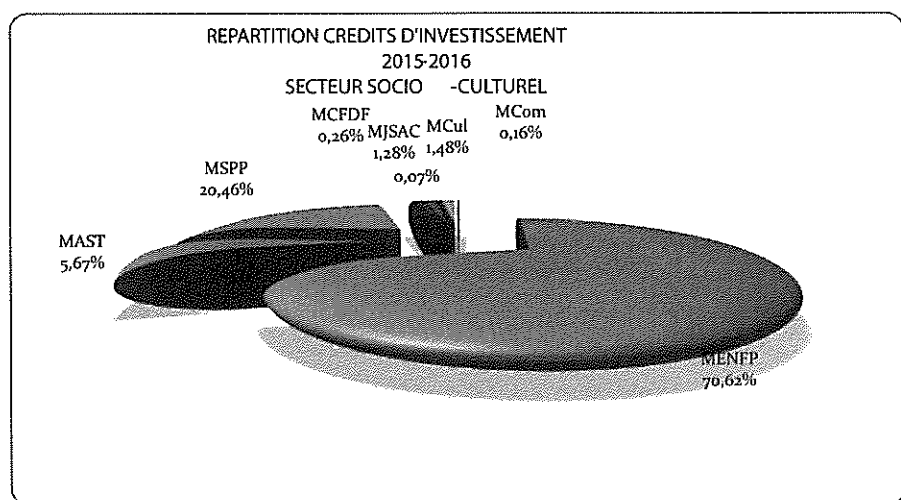
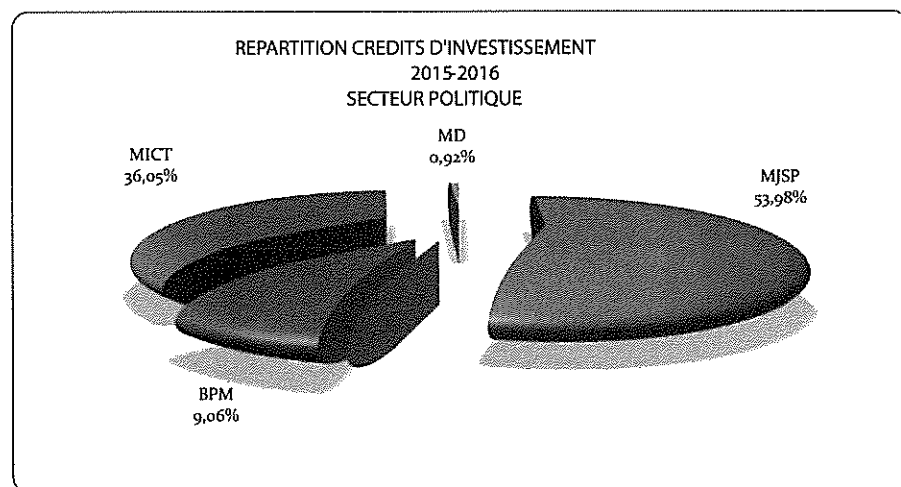
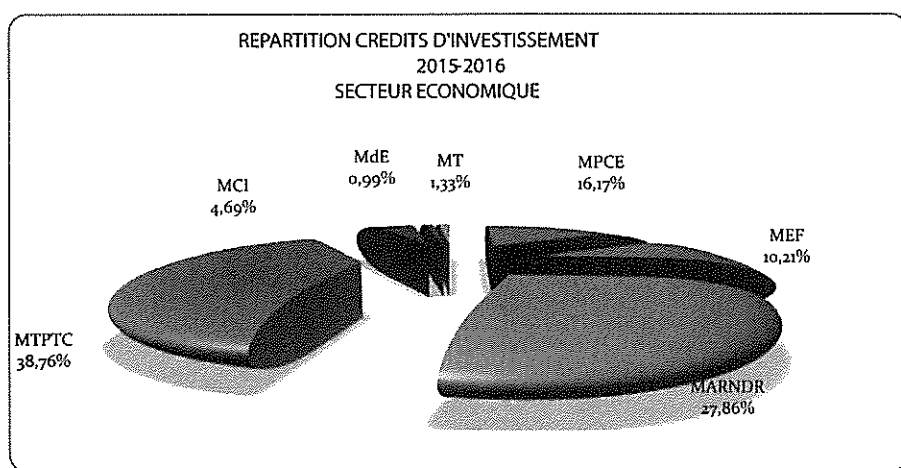
BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSPJ)		30 000 000	55 000 000	85 000 000,00	-	-			-	85 000 000
3211-1	SERVICES CENTRAUX		30 000 000	55 000 000	85 000 000,00	-	-			-	85 000 000
3211-1-11-	ADMINISTRATION GENERALE		30 000 000	55 000 000	85 000 000,00	-	-			-	85 000 000
3211-1-11-50-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		30 000 000	55 000 000	85 000 000,00	-	-			-	85 000 000
	CERTIFICATION DES PROFESSIONS JUDICIAIRES		30 000 000	55 000 000	85 000 000,00	-	-			-	85 000 000
3211-1-11-50-11-	CERTIFICATION DES MAGISTRATS-PHASE 1	NATIONAL	30 000 000		30 000 000					-	30 000 000
3211-1-11-50-12-	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT PALAIS DE LA COUR DE CASSATION (Provision pour des travaux eventuels)	OUEST		55 000 000	55 000 000					-	55 000 000
4	INSTITUTIONS INDEPENDANTES		85 000 000	137 500 000	222 500 000,00	159 000 000	-			159 000 000	381 500 000
4111	CSCCA		70 000 000	137 500 000	207 500 000,00	-	-			-	207 500 000
4111-1	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF		70 000 000	137 500 000	207 500 000,00	-	-			-	207 500 000
4111-1-11-	CONSEIL DE LA COUR		70 000 000	137 500 000	207 500 000,00	-	-			-	207 500 000
4111-1-11-50-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		70 000 000	137 500 000	207 500 000,00	-	-			-	207 500 000
	RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES		70 000 000	137 500 000	207 500 000,00	-	-			-	207 500 000
4111-1-11-50-15-	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE LA COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	OUEST		137 500 000	137 500 000	-	-			-	137 500 000
4111-1-11-50-16-	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA CSCCA DANS LE SUD	SUD	30 000 000		30 000 000	-	-			-	30 000 000
4111-1-11-50-17-	REHABILITATION DES BATIMENTS DES BUREAUX DEPARTEMENTAUX ET DU BUREAU CENTRAL	NATIONAL	5 374 500		5 374 500	-	-			-	5 374 500
4111-1-11-50-18-	ERECTION DE LA CLOTURE DU BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD-EST	NORD-EST	10 000 000		10 000 000	-	-			-	10 000 000
4111-1-11-50-19-	RESEAU D'INTERCONNEXION DES BUREAUX DEPARTEMENTAUX AVEC LE BUREAU CENTRAL	NATIONAL	12 000 000		12 000 000	-	-			-	12 000 000
4111-1-11-50-20-	DOTATION DE LA COUR EN MATERIEL ROULANT (10 VEHICULES TOUT TERRAIN, UN PAR DEPARTEMENT GEOGRAPHIQUE)	NATIONAL	12 625 500		12 625 500	-	-			-	12 625 500
4311	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (RUEH)		15 000 000	-	15 000 000,00	159 000 000	-			159 000 000	174 000 000
4311-1	SERVICES CENTRAUX		15 000 000	-	15 000 000,00	159 000 000	-			159 000 000	174 000 000
4311-1-11-	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI		15 000 000	-	15 000 000,00	159 000 000	-			159 000 000	174 000 000
4311-1-11-50-	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		15 000 000	-	15 000 000,00	159 000 000	-			159 000 000	174 000 000
	RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES		15 000 000	-	15 000 000,00	159 000 000	-			159 000 000	174 000 000
4311-1-11-50-13-	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENTS DE DORTOIRS ET DE RESIDENCES POUR PROFESSEURS	NORD	2 614 700		2 614 700	53 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	53 000 000	55 614 700
4311-1-11-50-14-	RENFORCEMENT DES STRUCTURES DES BATIMENTS DE L'UNIVERSITE DE LIMONADE	NORD	-		-	106 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	106 000 000	106 000 000
4311-1-11-50-15-	ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESTAURANT UNIVERSITAIRE	OUEST	4 695 460		4 695 460					-	4 695 460
4311-1-11-50-16-	ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN DORTOIR UNIVERSITAIRE	OUEST	1 887 600		1 887 600					-	1 887 600

BUDGET 2015-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RESSOURCES NATIONALES	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RESSOURCES EXTERNNES	TOTAL PIP
	TOTAL		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	-	-	28 279 022 825	56 843 830 801
4311-1-11-50-17-	ETUDE POUR LA MISE EN PLACE DE LA MAISON DES ETUDIANTS	OUEST	1 887 600		1 887 600					-	1 887 600
4311-1-11-50-18-	ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN GYMNASIUM UNIVERSITAIRE	OUEST	1 887 600		1 887 600					-	1 887 600
4311-1-11-50-19-	PROFIL DU CITOYEN HAITIEN DU XXIEME SIECLE	OUEST	2 027 040		2 027 040					-	2 027 040

SYNTHESE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC PAR INSTITUTION



SYNTHESE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC PAR INSTITUTION

		RESSOURCES NATIONALES	RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
		TRESOR PUBLIC/AFC	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	
		1	2	3	4=2+3	5=4+1
	TOTAL	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	28 279 022 825	56 843 830 801
	POUVOIR EXECUTIF	28 082 307 977	10 746 953 292	17 373 069 533	28 120 022 825	56 202 330 801
	SECTEUR ECONOMIQUE	17 407 667 359	9 595 768 228	11 870 124 761	21 465 892 989	38 873 560 348
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	2 649 489 815	3 351 860 687	284 700 000	3 636 560 687	6 286 050 501
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	3 864 307 248	-	104 489 632	104 489 632	3 968 796 880
1113	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	4 497 120 000	2 253 057 473	4 079 108 388	6 332 165 861	10 829 285 861
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	4 013 290 071	3 876 506 561	7 178 426 965	11 054 933 526	15 068 223 597
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)	1 791 854 963	14 343 508	15 399 776	29 743 284	1 821 598 247
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT (Mde)	384 500 000	-	-	-	384 500 000
1117	MINISTERE DU TOURISME (MT)	207 105 262	100 000 000	208 000 000	308 000 000	515 105 262
	SECTEUR POLITIQUE	2 084 948 418	-	88 400 000	88 400 000	2 173 348 418
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	1 173 125 000	-	-	-	1 173 125 000
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER (MHAVE)	-	-	-	-	-
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)	-	-	-	-	-
1214	PRESIDENCE	-	-	-	-	-
1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM)	196 823 418	-	-	-	196 823 418
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	695 000 000	-	88 400 000	88 400 000	783 400 000
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE (MD)	20 000 000	-	-	-	20 000 000
	SECTEUR SOCIO-CULTUREL	8 589 692 200	1 151 185 064	5 414 544 772	6 565 729 836	15 155 422 036
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	6 215 762 200	19 696 970	4 467 624 772	4 487 321 742	10 703 083 942
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)	560 500 000	131 487 694	166 920 000	298 407 694	858 907 694
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	1 320 930 000	1 000 000 400	780 000 000	1 780 000 400	3 100 930 400
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF)	40 000 000	-	-	-	40 000 000
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	193 500 000	-	-	-	193 500 000
1411	MINISTERE DES CULTES	10 000 000	-	-	-	10 000 000
1412	MINISTERE DE LA CULTURE (MC)	224 000 000	-	-	-	224 000 000
1413	MINISTERE LA COMMUNICATION (MC)	25 000 000	-	-	-	25 000 000
	AUTRES CATEGORIES INSTITUT.	482 500 000	159 000 000	-	159 000 000	641 500 000
	POUVOIR LEGISLATIF	175 000 000	-	-	-	175 000 000
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	175 000 000	-	-	-	175 000 000
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	-	-	-	-	-
	POUVOIR JUDICIAIRE	85 000 000	-	-	-	85 000 000
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSPJ)	85 000 000	-	-	-	85 000 000
	INSTITUTIONS INDEPENDANTES	222 500 000	159 000 000	-	159 000 000	381 500 000
4111	COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	207 500 000	-	-	-	207 500 000
4211	CONSEIL ELECTORAL	-	-	-	-	-
4311	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (RUEH)	15 000 000	159 000 000	-	159 000 000	174 000 000
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN (ACH)	-	-	-	-	-

LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN 2015-2016
PRESENTATION PAR REFONDATION

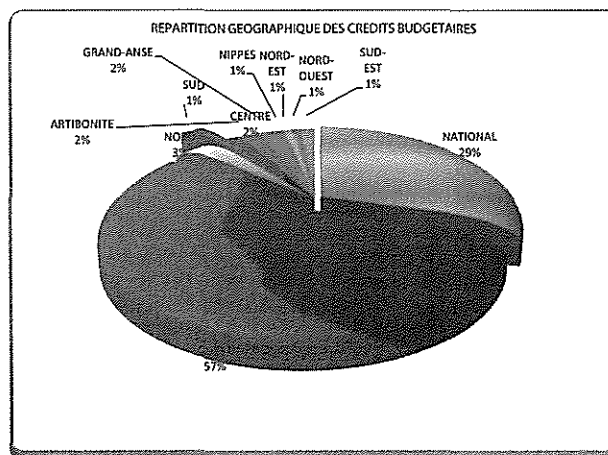
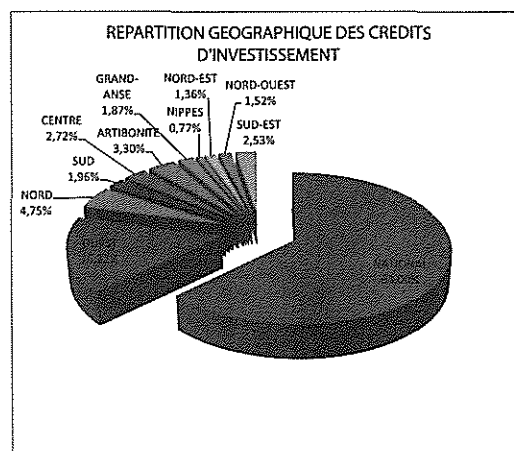
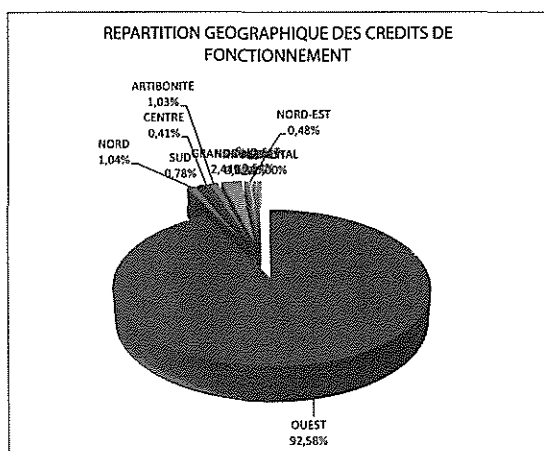
CODE		RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
		TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	TOTAL PIP
	REFONDATION TERRITORIALE	5 562 639 987	1 353 204 347	6 915 844 334	5 785 109 910	7 667 097 825	13 452 207 735	20 368 052 070
1	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	2 350 054 263	-	2 350 054 263	1 186 000 000	337 700 000	1 523 700 000	3 873 754 263
1	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS	616 500 000	-	616 500 000	-	376 000 000	376 000 000	992 500 000
1	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE	918 893 276	90 750 000	1 009 643 276	2 904 655 774	794 550 860	3 699 206 634	4 708 849 910
1	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT	105 000 000	-	105 000 000	-	-	-	105 000 000
1	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL	1 399 192 449	715 910 217	2 115 102 666	1 601 506 637	6 158 846 965	7 760 353 602	9 875 456 268
1	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	133 000 000	82 500 000	215 500 000	-	-	-	215 500 000
1	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS	40 000 000	464 044 130	504 044 130	92 947 500	-	92 947 500	596 991 630
	REFONDATION ECONOMIQUE	2 629 881 287	4 469 875 513	7 099 756 799	2 613 400 981	3 962 526 936	6 575 927 917	13 675 684 716
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES	50 000 000	-	50 000 000	638 500 000	-	638 500 000	688 500 000
2	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE	1 452 045 499	789 875 513	2 241 921 011	14 343 508	104 259 688	118 603 196	2 360 524 207
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	945 520 000	2 850 000 000	3 795 520 000	1 818 899 562	3 470 108 388	5 289 007 950	9 084 527 950
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE	31 000 000	-	31 000 000	41 657 911	180 000 000	221 657 911	252 657 911
2	PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES	50 000 000	-	50 000 000	-	-	-	50 000 000
2	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	18 000 000	750 000 000	768 000 000	-	158 860	158 860	768 158 860
2	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME	83 315 788	80 000 000	163 315 788	100 000 000	208 000 000	308 000 000	471 315 788
	REFONDATION SOCIALE	4 708 130 000	2 812 462 200	7 520 592 200	1 633 288 595	5 414 544 772	7 047 833 367	14 568 425 567
3	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT	13 000 000	-	13 000 000	-	166 920 000	166 920 000	179 920 000
3	PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	-	-	-	-	-	-	-
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE	54 000 000	-	54 000 000	-	-	-	54 000 000
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	418 000 000	-	418 000 000	19 696 970	-	19 696 970	437 696 970
3	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE	2 931 300 000	2 812 462 200	5 743 762 200	342 619 495	4 467 624 772	4 810 244 267	10 554 006 467
3	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE	95 000 000	-	95 000 000	-	-	-	95 000 000
3	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS	471 500 000	-	471 500 000	131 487 694	-	131 487 694	602 987 694
3	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE	385 330 000	-	385 330 000	1 000 000 400	780 000 000	1 780 000 400	2 165 330 400
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'EGALITE DE GENRE	-	-	-	-	-	-	-
3	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE	170 000 000	-	170 000 000	139 484 037	-	139 484 037	309 484 037
3	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE	170 000 000	-	170 000 000	-	-	-	170 000 000
3	PROGRAMME DE DECONCENTRATION DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT	-	-	-	-	-	-	-

LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN 2015-2016
PRESENTATION PAR REFONDATION

	REFONDATION INSTITUTIONNELLE	2 785 848 726	4 242 765 918	7 028 614 644	874 153 805	328 900 000	1 203 053 805	8 231 668 449
4	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 487 843 624	2 635 265 918	4 123 109 541	715 153 805	313 900 000	1 029 053 805	5 152 163 346
4	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE	477 857 500	400 000 000	877 857 500	-	-	-	877 857 500
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	10 000 000
4	PROGRAMME DE REVISION DU CADRE LEGAL	6 322 602	-	6 322 602	-	-	-	6 322 602
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE	7 000 000	-	7 000 000	-	15 000 000	15 000 000	22 000 000
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE	468 825 000	605 000 000	1 073 825 000	-	-	-	1 073 825 000
4	PROGRAMME DE DECENTRALISATION	68 000 000	465 000 000	533 000 000	-	-	-	533 000 000
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES	260 000 000	137 500 000	397 500 000	159 000 000	-	159 000 000	556 500 000
Total		15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	28 279 022 825	56 843 830 801

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2015-2016

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	Population estimée en 2015	Dépenses Publiques per capita et départementales
TOTAL	65 835 999 998	56 843 830 801	122 679 830 799	10 579 230	11 596
NATIONAL	-	35 809 915 706	35 809 915 706		
OUEST	60 948 353 270	9 221 585 418	70 169 938 688	3 906 874	17 961
NORD	685 239 355	2 700 660 321	3 385 899 676	1 034 651	3 273
SUD	510 627 463	1 112 450 894	1 623 078 357	751 349	2 160
CENTRE	267 869 025	1 547 771 910	1 815 640 935	723 487	2 510
ARTIBONITE	680 959 154	1 876 932 993	2 557 892 147	1 674 874	1 527
GRAND-ANSE	1 606 425 808	1 060 222 887	2 666 648 695	454 031	5 873
NIPPES	207 543 872	439 548 561	647 092 433	332 089	1 949
NORD-EST	313 119 054	775 881 235	1 089 000 289	381 961	2 851
NORD-OUEST	259 389 547	861 615 000	1 121 004 547	706 591	1 586
SUD-EST	356 473 452	1 437 245 876	1 793 719 328	613 323	2 925



LE BUDGET 2015-2016
CLASSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT

Étiquettes de lignes	Crédits Budgétaires 2015-2016
ARTIBONITE	680 959 154
CENTRE	267 869 025
GRAND-ANSE	1 606 425 808
NIPPES	207 543 872
NORD	685 239 355
NORD-EST	313 119 054
NORD-OUEST	259 389 547
OUEST	60 948 353 270
SUD	510 627 463
SUD-EST	356 473 452
Total général	65 835 999 998

LE BUDGET 2015-2016
CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2015-2016**

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
TOTAL		65 835 999 998	56 843 830 801	122 679 830 799
01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		31 959 596 825	2 442 726 929	34 402 323 754
011	FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ET	21 304 578 787	1 558 815 753	22 863 394 540
0111	FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS	13 889 653 717	823 204 501	14 712 858 218
0112	AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES	4 479 960 378	735 611 253	5 215 571 631
0113	AFFAIRES ETRANGERES	2 934 964 691	0	2 934 964 691
012	AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE	12 086 849	0	12 086 849
0121	AIDE ECONOMIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	0	0	0
0122	AIDE ECONOMIQUE PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISATION INTERNATIONALES (SC)	12 086 849	0	12 086 849
013	SERVICES GENERAUX	1 298 484 954	542 666 667	1 841 151 621
0131	SERVICES GENERAUX DE PERSONNEL (SC)	299 999 999	0	299 999 999
0132	SERVICES GENERAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	978 134 449	539 666 667	1 517 801 116
0133	AUTRES SERVICES GENERAUX (SC)	20 350 506	3 000 000	23 350 506
014	RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)	50 754 711	0	50 754 711
0140	RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)	50 754 711	0	50 754 711
015	R-D CONCERNANT LES SRVICS GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	0	0	0
0150	R-D CONCERNANT LES SRVICS GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC)	0	0	0
016	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	351 337 982	341 244 509	692 582 491
0160	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	351 337 982	341 244 509	692 582 491
017	OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)	8 942 353 542	0	8 942 353 542
0170	OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)	8 942 353 542	0	8 942 353 542
018	TRANSFERTS DE CARACTERE GENERAL ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	0	0	0
0180	TRANSFERTS DE CARACTERE GENERAL ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC)	0	0	0
02 DEFENSE		400 354 670	0	400 354 670
021	DEFENSE MILITAIRE	0	0	0
0210	DEFENSE MILITAIRE (SC)	0	0	0
022	DEFENSE CIVILE	0	0	0
0220	DEFENSE CIVILE (SC)	0	0	0
023	AIDE MILITAIRE A DES PAYS ETRANGERS	0	0	0
0230	AIDÉ MILITAIRE A DES PAYS ETRANGERS (SC)	0	0	0
024	R-D CONCERNANT LA DEFENSE	0	0	0
0240	R-D CONCERNANT LA DEFENSE (SC)	0	0	0
025	DEFENSE N.C.A	400 354 670	0	400 354 670
0250	DEFENSE N.C.A(SC)	400 354 670	0	400 354 670
03 ORDRE ET SECURITE PUBLIQUE		11 613 880 284	1 026 125 000	12 640 005 284
031	SERVICES DE POLICE	5 918 051 938	400 125 000	6 318 176 938
0310	SERVICES DE POLICE(SC)	5 918 051 938	400 125 000	6 318 176 938
032	SERVICES DE PROTECTION CIVILE	1 163 249 333	0	1 163 249 333
0320	SERVICES DE PROTECTION CIVILE(SC)	1 163 249 333	0	1 163 249 333
033	TRIBUNAUX	1 033 301 884	626 000 000	1 659 301 884
0330	TRIBUNAUX (SC)	1 033 301 884	626 000 000	1 659 301 884
034	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	840 841 199	0	840 841 199
0340	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	840 841 199	0	840 841 199

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2015-2016**

TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
		65 835 999 998	56 843 830 801	122 679 830 799
035	R-D CONCERNANT L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS	0	0	0
0350	R-D CONCERNANT L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS (SC)	0	0	0
036	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2 658 435 930	0	2 658 435 930
0360	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2 658 435 930	0	2 658 435 930
04 AFFAIRES ECONOMIQUES		2 733 939 366	30 355 807 548	33 089 746 914
041	TUTELLE DEL'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI	478 364 309	533 005 418	1 011 369 726
0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES	419 789 853	529 823 418	949 613 270
0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)	58 574 456	3 182 000	61 756 456
042	AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE	1 040 866 052	9 915 285 861	10 956 151 912
0421	AGRICULTURE	1 007 868 420	9 662 627 950	10 670 496 369
0422	SYLVICULTURE (SC)	15 168 609	0	15 168 609
0423	PECHE ET CHASSE (SC)	17 829 023	252 657 911	270 486 934
043	COMBUSTIBLES ET ENERGIE	4 735 805	626 991 630	631 727 435
0431	CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)	4 735 805	0	4 735 805
0432	PETROLE ET GAZ NATUREL (SC)	0	0	0
0433	COMBUSTIBLE NUCLEAIRE (SC)	0	0	0
0434	AUTRES COMBUSTIBLES (SC)	0	0	0
0435	ELECTRICITE(SC)	0	626 991 630	626 991 630
0436	ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC)	0	0	0
044	INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES, CONSTRUCTION	799 240 422	790 158 860	1 589 399 282
0441	EXTRACTION DE RESSOURCES MINERALES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES MINERAUX (SC)	45 264 195	13 000 000	58 264 195
0442	INDUSTRIES MANUFACTURIERES (SC)	26 314 487	765 158 860	791 473 347
0443	CONSTRUCTION (SC)	727 661 740	12 000 000	739 661 740
045	TRANSPORTS	85 249 980	14 718 691 967	14 803 941 947
0450	TRANSPORTS ROUTIERS	0	0	0
0451	TRANSPORTS ROUTIERS	50 249 979	14 668 691 967	14 718 941 947
0452	TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU	35 000 000	50 000 000	85 000 000
0453	TRANSPORTS PAR VOIE FERREE (SC)	0	0	0
0454	TRANSPORTS AERIENS (SC)	0	0	0
0455	PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC)	0	0	0
046	COMMUNICATIONS	120 378 321	20 550 000	140 928 321
0460	COMMUNICATIONS (SC)	120 378 321	20 550 000	140 928 321
047	AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE	174 247 731	2 885 699 142	3 059 946 873
0471	DISTRIBUTION, ENTREPOTS ET MAGASINS (SC)	19 926 255	0	19 926 255
0472	HOTELLERIE ET RESTAURATION (SC)	0	12 631 579	12 631 579
0473	TOURISME	151 106 480	504 421 051	655 527 531
0474	PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC)	3 214 997	2 368 646 512	2 371 861 509
048	R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES	18 319 563	0	18 319 563
0481	R-D CONCERNANT LA TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI (SC)	0	0	0
0482	R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE , LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)	18 319 563	0	18 319 563
0483	R-D VONCERNANT LES COMBUSTIBLES ET L'ENERGIE (SC)	0	0	0

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2015-2016**

			FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
TOTAL			65 835 999 998	56 843 830 801	122 679 830 799
0484	R-D CONCERNANT LES INDUSTRIES EXTRATIVES ET MANUFACTURIERES ET LA CONSTRUCTION (SC)		0	0	0
0485	R-D CONCERNANT LES TRANSPORTS (SC)		0	0	0
0486	R-D CONCERNANT LES COMMUNICATIONS (SC)		0	0	0
0487	R-D CONCERNANT D'AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE (SC)		0	0	0
049	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.		12 537 184	865 424 671	877 961 855
0490	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.		12 537 184	865 424 671	877 961 855
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT			743 318 112	1 450 900 000	2 194 218 112
051	GESTION DES DECHETS		391 964 928	40 000 000	431 964 928
0510	GESTION DES DECHETS (SC)		391 964 928	40 000 000	431 964 928
052	GESTION DES EAUX USEES		9 409 200	574 000 000	583 409 200
0520	GESTION DES EAUX USEES (SC)		9 409 200	574 000 000	583 409 200
053	LUTTE CONTRE LA POLLUTION		16 163 401	5 000 000	21 163 401
0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)		16 163 401	5 000 000	21 163 401
054	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE		24 348 582	141 000 000	165 348 582
0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)		24 348 582	141 000 000	165 348 582
055	RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		0	0	0
0550	RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT(SC)		0	0	0
056	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.		301 432 001	690 900 000	992 332 001
0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.		301 432 001	690 900 000	992 332 001
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS			162 558 268	8 045 066 840	8 207 625 109
061	LOGEMENT		50 303 777	166 920 000	217 223 777
0610	LOGEMENT (SC)		50 303 777	166 920 000	217 223 777
062	EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	7 878 146 840	7 878 146 840
0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	7 878 146 840	7 878 146 840
063	ALIMENTATION EN EAU		59 222 683	0	59 222 683
0630	ALIMENTATION EN EAU		59 222 683	0	59 222 683
064	ECLAIRAGE PUBLIC		0	0	0
0640	ECLAIRAGE PUBLIC		0	0	0
065	R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	0	0
0650	R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	0	0
066	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.		53 031 809	0	53 031 809
0660	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.		53 031 809	0	53 031 809
07 SANTE			3 521 822 201	912 000 000	4 433 822 201
071	PRODUITS APPAREILS ET MATERIELS MEDICAUX		0	0	0
0711	PRODUITS PHARMACEUTIQUES		0	0	0
0712	PRODUITS MEDICAUX DIVERS		0	0	0
0713	APPAREILS ET MATERIEL THERAPEUTIQUES		0	0	0
072	SERVICES AMBILATOIRES		0	0	0
0721	SERVICES DE MEDECINE GENERALE		0	0	0
0722	SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE		0	0	0
0723	SERVICES DENTAIRES		0	0	0

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2015-2016**

			FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
TOTAL			65 835 999 998	56 843 830 801	122 679 830 799
	0724	SERVICES PARAMEDICAUX	0	0	0
073	SERVICES HOSPITALIERS		762 914 859	0	762 914 859
	0731	SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX	737 990 083	0	737 990 083
	0732	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)	11 322 754	0	11 322 754
	0733	SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)	13 602 023	0	13 602 023
	0734	SERVICES DES MAISONS DE REPOS ET DES MAISONS DE SANTE (SI)	0	0	0
074	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE		1 035 205 356	837 000 000	1 872 205 356
	0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)	1 035 205 356	837 000 000	1 872 205 356
075	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE		547 763 724	0	547 763 724
	0750	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)	547 763 724	0	547 763 724
076	SANTE N.C.A		1 175 938 261	75 000 000	1 250 938 261
	0760	SANTE N.C.A (SC)	1 175 938 261	75 000 000	1 250 938 261
08	LOISIRS CULTURE ET CULT		2 012 851 171	123 747 548	2 136 598 720
081	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS		457 198 609	87 500 000	544 698 609
	0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	457 198 609	87 500 000	544 698 609
082	SERVICES CULTURELLES		1 094 849 715	10 000 000	1 104 849 715
	0820	SERVICES CULTURELLES	1 094 849 715	10 000 000	1 104 849 715
083	SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)		284 989 013	0	284 989 013
	0830	SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)	284 989 013	0	284 989 013
084	CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)		159 152 189	0	159 152 189
	0840	CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)	159 152 189	0	159 152 189
085	RD-DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET DU CULT (SC)		0	0	0
	0850	RD-DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET DU CULT (SC)	0	0	0
086	LOISIR, CULTURE ET CULT N.C.A (SC)		16 661 646	26 247 548	42 909 194
	0860	LOISIR, CULTURE ET CULT N.C.A (SC)	16 661 646	26 247 548	42 909 194
09	ENSEIGNEMENT		11 771 344 325	10 720 469 242	22 491 813 567
091	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET PRIMAIRE		39 329 797	4 412 462 200	4 451 791 997
	0910	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE	0	0	0
	0911	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE	0	0	0
	0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)	39 329 797	4 412 462 200	4 451 791 997
092	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		27 913 941	161 300 000	189 213 941
	0920	PREMEIR CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	0	0	0
	0921	PREMEIR CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	27 913 941	121 300 000	149 213 941
	0922	DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	0	40 000 000	40 000 000
093	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR		0	15 000 000	15 000 000
	0930	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI)	0	15 000 000	15 000 000
094	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		1 238 645 709	0	1 238 645 709
	0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1 238 645 709	0	1 238 645 709
	0942	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI)	0	0	0
095	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU		412 703 937	35 000 000	447 703 937
	0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	412 703 937	35 000 000	447 703 937
096	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT		0	4 373 755 352	4 373 755 352
	0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	0	4 373 755 352	4 373 755 352
097	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT		17 231 701	0	17 231 701
	0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	17 231 701	0	17 231 701

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2015-2016**

TOTAL			FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
			65 835 999 998	56 843 830 801	122 679 830 799
098	ENSEIGNEMENT N.C.A.		10 035 519 240	1 722 951 690	11 758 470 930
	0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC)	10 035 519 240	1 722 951 690	11 758 470 930
10	PROTECTION SOCIALE		916 334 775	1 757 987 694	2 674 322 469
101	MALADIE ET INVALIDITE		0	0	0
	1011	MALADIE(SI)	0	0	0
	1012	INVALIDITE (SI)	0	0	0
102	VIEILLESSE		21 157 790	5 000 000	26 157 790
	1020	VIELLESSE (SI)	21 157 790	5 000 000	26 157 790
103	SURVIVANTS		0	0	0
	1030	SURVIVANTS(SI)	0	0	0
104	FAMILLE ET ENFANTS		7 918 301	0	7 918 301
	1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	7 918 301	0	7 918 301
105	CHOMAGE		0	0	0
	1050	CHOMAGE (SI)	0	0	0
106	LOGEMENT		0	0	0
	1060	LOGEMENT	0	0	0
107	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.		127 274 532	82 000 000	209 274 532
	1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	127 274 532	82 000 000	209 274 532
108	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE		0	0	0
	1080	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	0	0	0
109	PROTECTION SOCIALE N.C.A.		759 984 152	1 670 987 694	2 430 971 846
	1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	759 984 152	1 670 987 694	2 430 971 846

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2015-2016
VOLET FONCTIONNEMENT

	Crédits Budgétaires 2015-2016
01-SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	31 959 596 825
011-FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ETRANGERES	21 304 578 787
012-AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE	12 086 849
013-SERVICES GENERAUX	1 298 484 954
014-RECHERCHES FONDAMENTALES	50 754 711
016-SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	351 337 982
017-OPERATION CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE	8 942 353 542
02-DEFENSE	400 354 670
025-DEFENSE N.C.A.	400 354 670
03-ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	11 613 880 284
031-SERVICE DE POLICE	5 918 051 938
032-SERVICES DE PROTECTION CIVILE	1 163 249 333
033-TRIBUNAUX	1 033 301 884
034-ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	840 841 199
036-ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2 658 435 930
04-AFFAIRES ÉCONOMIQUES	2 733 939 366
041-TUTELLE DEL'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI	478 364 309
042-AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE	1 040 866 052
043-COMBUSTIBLES ET ENERGIE	4 735 805
044-INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES CONSTRUCTION	799 240 422
045-TRANSPORTS	85 249 980
046-COMMUNICATIONS	120 378 321
047-AUTRES BRANCHES D'ACTIVITES	174 247 731
048-R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES	18 319 563
049-AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.	12 537 184
05-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	743 318 112
051-GESTION DES DECHETS	391 964 928
052-GESTION DES EAUX USEES	9 409 200
053-LUTTE CONTRE LA POLLUTION	16 163 401
054-PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE	24 348 582
056-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	301 432 001
06-LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	162 558 268
061-LOGEMENT	50 303 777
063-ALIMENTATION EN EAU	59 222 683
066-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	53 031 809

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2015-2016
VOLET FONCTIONNEMENT

Crédits Budgétaires 2015-2016	
07-SANTÉ	3 521 822 201
073-SERVICES HOSPITALIERS	762 914 859
074-SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	1 035 205 356
075-R-D DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	547 763 724
076-SANTE N.C.A.	1 175 938 261
08-LOISIRS, CULTURE ET CULTÉ	2 012 851 171
081-SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	457 198 609
082-SERVICES CULTURELLES	1 094 849 715
083-SERVICES DE RADIODIFFUSION DE TELEVISION ET D'EDITION	284 989 013
084-CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES	159 152 189
086-LOISIRS CULTURE ET CULTÉ N.C.A.	16 661 646
09-ENSEIGNEMENT	11 771 344 325
091-ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET PRIMAIRE	39 329 797
092-ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	27 913 941
094-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 238 645 709
095-ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	412 703 937
097-R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	17 231 701
098-ENSEIGNEMENT N.C.A.	10 035 519 240
10-PROTECTION SOCIALE	916 334 775
102-VIEILLESSE	21 157 790
104-FAMILLE ET ENFANTS	7 918 301
107-EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	127 274 532
109-PROTECTION SOCIALE N.C.A.	759 984 152
Total général	65 835 999 998

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
2015-2016

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
				TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	TOTAL PIP
	Grand Total			15 686 500 000	12 878 307 977	28 564 807 977	10 905 953 292	17 373 069 533	28 279 022 825	56 843 830 80'
01	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES			1 766 797 612	332 775 513	2 099 573 124	39 153 805	304 000 000	343 153 805	2 442 726 925
	011	FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS, AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ETRANGERES		997 808 343	332 775 513	1 330 583 855	28 231 898	200 000 000	228 231 898	1 558 815 753
		0111	FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS	539 972 603	55 000 000	594 972 603	28 231 898	200 000 000	228 231 898	823 204 501
		0112	AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES	457 835 740	277 775 513	735 611 253	-	-	-	735 611 253
	013	SERVICES GENERAUX		542 666 667	-	542 666 667	-	-	-	542 666 667
		0132	SERVICES GENERAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	539 666 667	-	539 666 667	-	-	-	539 666 667
		0133	AUTRES SERVICES GENERAUX	3 000 000	-	3 000 000	-	-	-	3 000 000
	016	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.		226 322 602	-	226 322 602	10 921 907	104 000 000	114 921 907	341 244 509
		0160	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	226 322 602	-	226 322 602	10 921 907	104 000 000	114 921 907	341 244 509
03	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS			476 125 000	550 000 000	1 026 125 000	-	-	-	1 026 125 000
	031	SERVICE DE POLICE		400 125 000	-	400 125 000	-	-	-	400 125 000
		0310	SERVICE DE POLICE	400 125 000	-	400 125 000	-	-	-	400 125 000
	033	TRIBUNAUX		76 000 000	550 000 000	626 000 000	-	-	-	626 000 000
		0330	TRIBUNAUX	76 000 000	550 000 000	626 000 000	-	-	-	626 000 000
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES			5 789 481 759	5 935 304 347	11 724 786 106	7 441 367 542	11 189 653 901	18 631 021 442	30 355 807 544
	041	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI		17 823 418	500 000 000	517 823 418	-	15 182 000	15 182 000	533 005 418
		0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES	14 823 418	500 000 000	514 823 418	-	15 000 000	15 000 000	529 823 418
		0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI	3 000 000	-	3 000 000	-	182 000	182 000	3 182 000
	042	AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE		1 109 120 000	2 850 000 000	3 959 120 000	2 253 057 473	3 703 108 388	5 956 165 861	9 915 285 861
		0421	AGRICULTURE	1 078 120 000	2 850 000 000	3 928 120 000	2 211 399 562	3 523 108 388	5 734 507 950	9 662 627 950
		0423	PECHE ET CHASSE	31 000 000	-	31 000 000	41 657 911	180 000 000	221 657 911	252 657 911
	043	COMBUSTIBLES ET ENERGIE		70 000 000	464 044 130	534 044 130	92 947 500	-	92 947 500	626 991 630
		0435	ELECTRICITE	70 000 000	464 044 130	534 044 130	92 947 500	-	92 947 500	626 991 630
	044	INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES CONSTRUCTION		40 000 000	750 000 000	790 000 000	-	158 860	158 860	790 158 860
		0441	EXTRACTION DE RESSOURCES MINERALES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES MINERAUX	13 000 000	-	13 000 000	-	-	-	13 000 000
		0442	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	15 000 000	750 000 000	765 000 000	-	158 860	158 860	765 158 860
		0443	CONSTRUCTION	12 000 000	-	12 000 000	-	-	-	12 000 000
	045	TRANSPORTS		2 580 085 725	779 160 217	3 359 245 942	4 381 019 061	6 978 426 965	11 359 446 026	14 718 691 967
		0451	TRANSPORTS ROUTIERS	2 560 085 725	779 160 217	3 339 245 942	4 351 019 061	6 978 426 965	11 329 446 026	14 668 691 967
		0452	TRANSPORT PAR VOIE D'EAU	20 000 000	-	20 000 000	30 000 000	-	30 000 000	50 000 000
	046	COMMUNICATIONS		20 550 000	-	20 550 000	-	-	-	20 550 000
		0460	COMMUNICATIONS	20 550 000	-	20 550 000	-	-	-	20 550 000
	047	AUTRES BRANCHES D'ACTIVITES		1 641 140 226	80 000 000	1 721 140 226	700 000 000	464 558 916	1 164 558 916	2 885 699 142
		0472	HOTELLERIE ET RESTAURATION	12 631 579	-	12 631 579	-	-	-	12 631 579
		0473	TOURISME	116 421 051	80 000 000	196 421 051	100 000 000	208 000 000	308 000 000	504 421 051
		0474	PROJET DE DEVELOPPEMENT POLYVALENT	1 512 087 596	-	1 512 087 596	600 000 000	256 558 916	856 558 916	2 368 646 512

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
2015-2016

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
				TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	TOTAL PIP
	049	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.		310 762 391	512 100 000	822 862 391	14 343 508	28 218 772	42 562 280	865 424 671
		0490	AFFAIRES ECONMIQUES N.C.A.	310 762 391	512 100 000	822 862 391	14 343 508	28 218 772	42 562 280	865 424 671
05		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		986 500 000	-	986 500 000	-	464 400 000	464 400 000	1 450 900 000
	051	GESTION DES DECHETS		40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	40 000 000
		0510	GESTION DES DECHETS	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	40 000 000
	052	GESTION DES EAUX USEES		198 000 000	-	198 000 000	-	376 000 000	376 000 000	574 000 000
		0520	GESTION DES EAUX USEES	198 000 000	-	198 000 000	-	376 000 000	376 000 000	574 000 000
	053	LUTTE CONTRE LA POLLUTION		5 000 000	-	5 000 000	-	-	-	5 000 000
		0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION	5 000 000	-	5 000 000	-	-	-	5 000 000
	054	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE		141 000 000	-	141 000 000	-	-	-	141 000 000
		0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE	141 000 000	-	141 000 000	-	-	-	141 000 000
	056	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.		602 500 000	-	602 500 000	-	88 400 000	88 400 000	690 900 000
		0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	602 500 000	-	602 500 000	-	88 400 000	88 400 000	690 900 000
06		LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS		1 623 910 330	3 247 765 918	4 871 676 247	3 005 999 733	167 390 860	3 173 390 593	8 045 066 840
	061	LOGEMENT		-	-	-	-	166 920 000	166 920 000	166 920 000
		0610	LOGEMENT	-	-	-	-	166 920 000	166 920 000	166 920 000
	062	EQUIPEMENTS COLLECTIFS		1 623 910 330	3 247 765 918	4 871 676 247	3 005 999 733	470 860	3 006 470 593	7 878 146 840
		0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS	1 623 910 330	3 247 765 918	4 871 676 247	3 005 999 733	470 860	3 006 470 593	7 878 146 840
07		SANTÉ		132 000 000	-	132 000 000	-	780 000 000	780 000 000	912 000 000
	074	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE		57 000 000	-	57 000 000	-	780 000 000	780 000 000	837 000 000
		0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	57 000 000	-	57 000 000	-	780 000 000	780 000 000	837 000 000
	076	SANTE N.C.A.		75 000 000	-	75 000 000	-	-	-	75 000 000
		0760	SANTE N.C.A.	75 000 000	-	75 000 000	-	-	-	75 000 000
08		LOISIRS, CULTURE ET CULTE		117 500 000	-	117 500 000	6 247 548	-	6 247 548	123 747 548
	081	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS		87 500 000	-	87 500 000	-	-	-	87 500 000
		0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	87 500 000	-	87 500 000	-	-	-	87 500 000
	082	SERVICES CULTURELLES		10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	10 000 000
		0820	SERVICES CULTURELLES	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	10 000 000
	086	LOISIRS CULTURE ET CULTE N.C.A.		20 000 000	-	20 000 000	6 247 548	-	6 247 548	26 247 548
		0860	LOISIRS CULTURE ET CULTE N.C.A.	20 000 000	-	20 000 000	6 247 548	-	6 247 548	26 247 548
09		ENSEIGNEMENT		3 420 685 300	2 812 462 200	6 233 147 500	19 696 970	4 467 624 772	4 487 321 742	10 720 469 242
	091	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET PRIMAIRE		2 600 000 000	1 812 462 200	4 412 462 200	-	-	-	4 412 462 200
		0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	2 600 000 000	1 812 462 200	4 412 462 200	-	-	-	4 412 462 200
	092	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		161 300 000	-	161 300 000	-	-	-	161 300 000
		0921	PREMIER CYLCE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	121 300 000	-	121 300 000	-	-	-	121 300 000
		0922	DEUXIEME CYLCE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	40 000 000	-	40 000 000	-	-	-	40 000 000

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
2015-2016

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
				TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	
	093	ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR		15 000 000	-	15 000 000	-	-	-	15 000 000
		0930	ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR	15 000 000	-	15 000 000	-	-	-	15 000 000
	095	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU		35 000 000	-	35 000 000	-	-	-	35 000 000
		0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	35 000 000	-	35 000 000	-	-	-	35 000 000
	096	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT		12 385 300	-	12 385 300	-	4 361 370 052	4 361 370 052	4 373 755 352
		0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	12 385 300	-	12 385 300	-	4 361 370 052	4 361 370 052	4 373 755 352
	098	ENSEIGNEMENT N.C.A.		597 000 000	1 000 000 000	1 597 000 000	19 696 970	106 254 720	125 951 690	1 722 951 690
		0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.	597 000 000	1 000 000 000	1 597 000 000	19 696 970	106 254 720	125 951 690	1 722 951 690
10		PROTECTION SOCIALE		1 364 500 000	-	1 364 500 000	393 487 694	-	393 487 694	1 757 987 694
	102	VIEILLESSE		5 000 000	-	5 000 000	-	-	-	5 000 000
		1020	VIEILLESSE	5 000 000	-	5 000 000	-	-	-	5 000 000
	107	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.		82 000 000	-	82 000 000	-	-	-	82 000 000
		1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	82 000 000	-	82 000 000	-	-	-	82 000 000
	109	PROTECTION SOCIALE N.C.A.		1 277 500 000	-	1 277 500 000	393 487 694	-	393 487 694	1 670 987 694
		1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	1 277 500 000	-	1 277 500 000	393 487 694	-	393 487 694	1 670 987 694

**LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
LIÉS À LA RÉDUCTION DE LA
PAUVRETÉ EN 2013-2014**

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2015-2016		
		CREDITS 15-16
TOTAL		69 795 173 550
EMPLOI		3 383 231 235
0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES	949 613 270
	FONCTIONNEMENT	419 789 853
	INVESTISSEMENT	529 823 418
0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)	61 756 456
	FONCTIONNEMENT	58 574 456
	INVESTISSEMENT	3 182 000
0474	PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC)	2 371 861 509
	FONCTIONNEMENT	3 214 997
	INVESTISSEMENT	2 368 646 512
SECURITE ALIMENTAIRE		10 974 471 475
0421	AGRICULTURE	10 670 496 369
	FONCTIONNEMENT	1 007 868 420
	INVESTISSEMENT	9 662 627 950
0422	SYLVICULTURE (SC)	15 168 609
	FONCTIONNEMENT	15 168 609
	INVESTISSEMENT	-
0423	PECHE ET CHASSE (SC)	270 486 934
	FONCTIONNEMENT	17 829 023
	INVESTISSEMENT	252 657 911
0482	R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE , LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)	18 319 563
	FONCTIONNEMENT	18 319 563
	INVESTISSEMENT	-
FOURNITURE D'ENERGIE		631 727 435
0431	CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)	4 735 805
	FONCTIONNEMENT	4 735 805
	INVESTISSEMENT	-
0432	PETROLE ET GAZ NATUREL (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0433	COMBUSTIBLE NUCLEAIRE (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0434	AUTRES COMBUSTIBLES (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0435	ELECTRICITE(SC)	626 991 630
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	626 991 630
0436	ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2015-2016		CREDITS 15-16
TRANSPORTS		14 803 941 947
0451	TRANSPORTS ROUTIERS	14 718 941 947
	FONCTIONNEMENT	50 249 979
	INVESTISSEMENT	14 668 691 967
0452	TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU	85 000 000
	FONCTIONNEMENT	35 000 000
	INVESTISSEMENT	50 000 000
0453	TRANSPORTS PAR VOIE FERREE (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0454	TRANSPORTS AERIENS (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0455	PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
ASSAINISSEMENT		2 194 218 112
0510	GESTION DES DECHETS (SC)	431 964 928
	FONCTIONNEMENT	391 964 928
	INVESTISSEMENT	40 000 000
0520	GESTION DES EAUX USEES (SC)	583 409 200
	FONCTIONNEMENT	9 409 200
	INVESTISSEMENT	574 000 000
0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)	21 163 401
	FONCTIONNEMENT	16 163 401
	INVESTISSEMENT	5 000 000
0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)	165 348 582
	FONCTIONNEMENT	24 348 582
	INVESTISSEMENT	141 000 000
0550	RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT(SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	992 332 001
	FONCTIONNEMENT	301 432 001
	INVESTISSEMENT	690 900 000
LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS		8 148 402 426
0610	LOGEMENT (SC)	217 223 777
	FONCTIONNEMENT	50 303 777
	INVESTISSEMENT	166 920 000
0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 878 146 840
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	7 878 146 840
0660	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	53 031 809
	FONCTIONNEMENT	53 031 809
	INVESTISSEMENT	-
ACCES A L'EAU POTABLE		59 222 683
0630	ALIMENTATION EN EAU	59 222 683
	FONCTIONNEMENT	59 222 683
	INVESTISSEMENT	-
0640	ECLAIRAGE PUBLIC	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2015-2016		
		CREDITS 15-16
0650	R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
SANTE		4 433 822 201
0711	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0712	PRODUITS MEDICAUX DIVERS	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0713	APPAREILS ET MATERIEL THERAPEUTIQUES	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0721	SERVICES DE MEDECINE GENERALE	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0722	SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0723	SERVICES DENTAIRE	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0724	SERVICES PARAMEDICAUX	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0731	SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX	737 990 083
	FONCTIONNEMENT	737 990 083
	INVESTISSEMENT	-
0732	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)	11 322 754
	FONCTIONNEMENT	11 322 754
	INVESTISSEMENT	-
0733	SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)	13 602 023
	FONCTIONNEMENT	13 602 023
	INVESTISSEMENT	-
0734	SERVICES DES MAISONS DE REPOS ET DES MAISONS DE SANTE (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)	1 872 205 356
	FONCTIONNEMENT	1 035 205 356
	INVESTISSEMENT	837 000 000
0750	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)	547 763 724
	FONCTIONNEMENT	547 763 724
	INVESTISSEMENT	-
0760	SANTE N.C.A (SC)	1 250 938 261
	FONCTIONNEMENT	1 175 938 261
	INVESTISSEMENT	75 000 000
EDUCATION		22 491 813 567
0911	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)	4 451 791 997
	FONCTIONNEMENT	39 329 797
	INVESTISSEMENT	4 412 462 200

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2015-2016		
		CREDITS 15-16
0921	PREMEIR CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	149 213 941
	FONCTIONNEMENT	27 913 941
	INVESTISSEMENT	121 300 000
0922	DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	40 000 000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	40 000 000
0930	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI)	15 000 000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	15 000 000
0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1 238 645 709
	FONCTIONNEMENT	1 238 645 709
	INVESTISSEMENT	-
0942	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	447 703 937
	FONCTIONNEMENT	412 703 937
	INVESTISSEMENT	35 000 000
0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	4 373 755 352
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	4 373 755 352
0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	17 231 701
	FONCTIONNEMENT	17 231 701
	INVESTISSEMENT	-
0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC)	11 758 470 930
	FONCTIONNEMENT	10 035 519 240
	INVESTISSEMENT	1 722 951 690
PROTECTION SOCIALE		2 674 322 469
1011	MALADIE(SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1012	INVALIDITE (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1020	VIELLESSE (SI)	26 157 790
	FONCTIONNEMENT	21 157 790
	INVESTISSEMENT	5 000 000
1030	SURVIVANTS(SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	7 918 301
	FONCTIONNEMENT	7 918 301
	INVESTISSEMENT	-
1050	CHOMAGE (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1060	LOGEMENT	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	209 274 532
	FONCTIONNEMENT	127 274 532
	INVESTISSEMENT	82 000 000
1080	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	2 430 971 846
	FONCTIONNEMENT	759 984 152
	INVESTISSEMENT	1 670 987 694

**PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS
DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR
POUR L'EXERCICE 2015-2016**

DIRECTION DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE
PRÉVISION DU COMPTE DU FONDS D'URGENCE POUR L'EXERCICE 2015-2016

Prévisions des Ressources	1,319,164,400.00
Report Solde Compte exercice 2014-2015	1 147 000 000,00
Prélèvements à effectuer sur les fonctionnaires	169 964 400,00
Autres Ressources (Dons)	2 200 000,00

Prévisions des Dépenses	1,319,164,400.00
Dépenses liées aux périodes cycloniques	1 257 000 000,00
Subventions à des particuliers	40 164 400,00
Dépenses liées aux incendies dans les marchés publics	22 000 000,00

**EFFECTIF ET MASSE SALARIALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	MASSE SALARIALE.
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	574	17 381 555
1111111-BUREAU DU MINISTRE	21	593 100
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	447	13 747 475
1111113-CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	34	858 530
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	32	842 810
1111115-CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	40	1 339 640
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	3 950	111 526 546
1112111-BUREAU DU MINISTRE	36	1 325 500
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	537	19 225 829
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	8	281 100
1112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	123	3 912 633
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	106	3 615 733
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1 589	43 083 320
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 496	38 171 930
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	55	1 910 500
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	1 434	37 428 670
1113111-BUREAU DU MINISTRE	57	1 939 700
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 035	26 985 890
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	228	5 047 470
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	112	3 295 610
1113116-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	2	160 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1 201	30 417 050
1114111-BUREAU DU MINISTRE	37	1 439 000
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	794	19 525 390
1114115-LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	51	1 410 800
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	106	2 571 000
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	52	1 378 870
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	29	628 430
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	111	2 749 760
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	21	713 800
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	334	11 049 940
1115111-BUREAU DU MINISTRE	34	1 104 700
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	279	9 192 040
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	21	753 200
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	388	10 742 230
1116111-BUREAU DU MINISTRE	50	1 636 800
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	338	9 105 430
1117-MINISTERE DU TOURISME	152	4 890 730
1117111-BUREAU DU MINISTRE	3	263 400
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	126	3 968 230
	23	659 100

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	MASSE SALARIALE
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	17 830	403 882 517
1211111-BUREAU DU MINISTRE	15	551 320
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3 388	73 042 247
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	40	1 092 540
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	14 385	329 002 010
1211218-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	2	194 400
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	73	2 443 610
1212111-BUREAU DU MINISTRE	11	346 900
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	62	2 096 710
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	483	16 039 875
1213111-BUREAU DU MINISTRE	87	3 001 100
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	396	13 038 775
1214-LA PRESIDENCE	168	3 630 720
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	28	952 220
1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	140	2 678 500
1215-PRIMATURE	253	8 396 000
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	86	3 218 700
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	147	4 541 500
1215214-CEFOPAFOP	20	635 800
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 056	26 143 680
1216111-BUREAU DU MINISTRE	30	1 140 800
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 026	25 002 880
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	120	3 718 820
1217111-BUREAU DU MINISTRE	34	957 500
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	86	2 761 320
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	34 382	537 196 682
1311111-BUREAU DU MINISTRE	55	1 494 110
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	33 414	515 144 772
1311115-COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	25	862 100
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	780	16 368 160
1311213-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	108	3 327 540
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1 585	35 722 300
1312111-BUREAU DU MINISTRE	247	5 529 400
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 041	22 542 500
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	108	2 583 820
1312114-E.P.P.L.S	73	2 164 700
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	70	1 748 360
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	46	1 153 520
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	9 437	184 216 910
1313111-BUREAU DU MINISTRE	16	561 110
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9 421	183 655 800
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	236	6 864 110
1314111-BUREAU DU MINISTRE	59	1 610 900
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	177	5 253 210

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	MASSE SALARIALE
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	506	14 932 000
1315111-BUREAU DU MINISTRE	409	12 057 260
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	97	2 874 740
1411-MINISTERE DES CULTES	160	4 174 720
1411111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1	84 400
1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	159	4 090 320
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	899	23 848 270
1412111-BUREAU DU MINISTRE	41	1 305 000
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	128	3 956 960
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	70	1 766 410
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	42	1 066 200
1412115-THEATRE NATIONAL	111	2 330 100
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	48	1 349 100
1412117-BUREAU D ETHNOLOGIE	29	854 260
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	97	2 009 300
1412119-ARCHIVES NATIONALES	256	7 143 010
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	53	1 271 330
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	24	796 600
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	448	11 590 410
1413111-BUREAU DU MINISTRE	1	121 200
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	55	2 016 810
1413113-TELEVISION NATIONALE D HAITI	293	6 882 840
1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI	99	2 569 560
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	712	20 446 800
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	712	20 446 800
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	701	19 599 800
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	303	9 018 400
2212211-SECRETARIAT GENERAL	398	10 581 400
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	942	49 488 290
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	24	683 960
3211212-COUR DE CASSATION	95	3 716 670
3211213-COUR D'APPEL	42	3 324 580
3211214-TRIBUNAUX	781	41 763 080
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	824	24 655 310
4111111-CONSEIL DE LA COUR	824	24 655 310
4211-CONSEIL ELECTORAL	17	1 402 510
4211111-CONSEIL ELECTORAL	17	1 402 510
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	39	1 385 425
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	39	1 385 425

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	Effectif	MASSE SALARIALE
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 720	53 621 436
4311111-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	328	13 137 840
4311114-FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECON.	168	4 017 610
4311115-FACULTE DES SCIENCES	117	3 855 014
4311116-FACULTE DES SCIENCES HUMAINES	148	4 839 320
4311117-FACULTE D'ETHNOLOGIE	87	2 702 780
4311118-FACULTE D'ODONTOLOGIE	101	2 834 150
4311213-FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE	192	3 520 280
4311214-FACULTE DE LINGUISTIQUE APPLIQUEE	55	2 525 230
4311215-ECOLE NORMALE SUPERIEURE	105	4 048 091
4311220-IERAH	101	2 354 300
4311221-INAGHEI	169	4 571 970
4311223-FACULTE D'AGRONOMIE ET DE MEDECINE VETERINAIRE	149	5 214 850
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	3	170 700
4411111-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	3	170 700
Total général	80 627	1 677 007 616

**DÉTAIL DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DÉPENSES**

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	969 912 528
111111111-BUREAU DU MINISTRE	96 599 300
111111211-DIRECTION GENERALE	189 356 382
111111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	454 865 229
111111213-DIRECTION PROGRAMMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	13 387 370
111111214-DIRECTION D'EVALUATION ET CONTROLE	10 472 060
111111215-DIRECTION DE LA COOPERATION EXTERNE	11 198 750
111111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	5 163 400
111111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	8 830 067
111111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	5 750 067
111111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	7 353 817
111111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	5 360 067
111111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	6 305 840
111111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	7 630 067
111111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	6 775 900
111111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	4 609 466
111111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4 605 067
111111312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	60 544 463
111111411-DIRECTION GENERALE	10 190 716
111111412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	10 159 790
111111511-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO. SPATIAL	50 754 711
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 455 219 069
111211111-BUREAU DU MINISTRE	55 697 669
111211211-DIRECTION GENERALE	188 780 424
111211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	398 447 273
111211213-UNITE DE PROGRAMMATION	9 077 750
111211214-DIRECTION DE LA PENSION CIVILE	21 157 790
111211215-UNITE INFORMATIQUE	10 361 572
111211216-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	5 737 881
111211217-DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES/MEF	8 789 392
111211218-DIRECTION DU TRESOR	102 425 133
111211219-DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE	25 753 510
111211230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	3 937 226
111211239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	4 647 230
111211241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3 879 225
111211242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4 437 476
111211243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	6 390 309
111211244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	4 221 992
111211245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	4 867 027
111211246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	5 890 450
111211247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	4 955 150
111211248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	4 918 025

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
111211249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4 752 660
111211911-F.A.E.S.	12 086 849
111212111-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	141 198 893
111212211-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	58 398 874
111221311-DIRECTION GENERALE/IHSI	35 077 200
111221312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	29 378 524
111221313-DIRECTION DES ETUDES ECONMIQUES/IHSI	9 313 850
111221314-DIRECTION DE LA PRODUCTION DES STATISTIQUES	4 403 100
111221315-DIRECTION DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES	7 392 443
111221343-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 287 100
111221345-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1 605 201
111221346-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	1 608 200
111221347-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	1 531 180
111221348-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1 608 201
111221411-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	73 324 584
111221412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	59 767 393
111221413-DIRECTION CONTROLE BUDGETAIRE	16 014 190
111221414-DIRECTION DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE	8 015 529
111221415-DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE	3 483 047
111221511-DIRECTION GENERALE	658 885 698
111221512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	214 411 383
111221513-DIRECTION DE LA PERCEPTION	83 265 710
111221514-DIRECTION DE LA VERIFICATION	9 653 219
111221515-DIRECTION DES OPERATIONS	89 716 548
111221516-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	8 377 064
111221517-DIRECTION DE L'ENREG. ET CONTRIB. FONCIERE	17 723 203
111221518-DIRECTION DU DOMAINE	6 975 712
111221519-DIRECTION TECHNIQUE	945 317
111221539-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	5 649 900
111221540-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	352 616
111221541-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	2 332 503
111221542-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	10 843 400
111221543-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	12 757 750
111221544-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6 215 472
111221545-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	14 227 167
111221546-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	16 585 100
111221547-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	8 323 750
111221548-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	7 785 350
111221549-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4 972 210
111221611-DIRECTION GENERALE DES DOUANES	580 090 052
111221612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	679 938 132
111221614-UNITE D'ETUDE ET DE PROGRAMMATION	4 175 500

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
111221615-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	7 711 850
111221616-DIRECTION DES STATISTIQUES	9 424 680
111221617-DIRECTION DE L'INSPECTION	10 786 000
111221618-DIRECTION DE SURVEILLANCE	68 038 610
111221619-DIRECTION DE L'INFORMATION	35 508 162
111221620-SECRETARIAT GENERAL	10 082 750
111221621-DIRECTION DE REGLEMENTATION	5 881 620
111221622-DIRECTION DU CONTROLE	27 107 103
111221623-DIRECTION DES RESS. HUMAINES	11 366 400
111221630-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	13 185 335
111221639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	20 150 350
111221641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	257 554 192
111221642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6 071 900
111221643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	28 745 591
111221644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	11 728 601
111221645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	29 134 120
111221646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	9 338 200
111221647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	12 765 433
111221648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	3 723 000
111221649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	7 954 350
111222511-DIRECTION GENERALE	7 839 548
111222512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	47 231 929
111222513-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2 933 448
111222514-UNITE DE CONSEIL ET D'AUDIT	1 799 597
111222515-DIRECTION DE CONTROLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	13 809 962
111222516-DIRECTION DE SURVEILLANCE DES CAPITAUX PUBLICS	6 426 860
111211711-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT	97 200
1113-MINISTRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	1 065 882 070
111311111-BUREAU DU MINISTRE/MARNDR	69 589 798
111311211-DIRECTION GENERALE	379 764 388
111311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MARNDR	120 930 893
111311213-DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE	8 782 293
111311214-DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE	15 948 126
111311215-DIRECTION DES RESSOURCES NATURELLES	15 168 609
111311216-DIRECTION DE FORMATION ET RECHERCHES	18 319 563
111311217-DIRECTION DE LA PECHE ET AQUACULTURE	1 880 897
111311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	4 099 995
111311240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	194 924 559
111311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	92 000
111311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4 035 788
111311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	4 802 357
111311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6 109 088

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Credits Budgétaires 2015-2016
111311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	6 947 369
111311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	6 423 657
111311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	4 066 777
111311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	2 863 474
111311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	3 440 230
111311312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	103 471 834
111311411-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	8 366 101
111311412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	17 441 004
111311413-DIRECTION TECHNIQUE	9 836 812
111311414-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	945 100
111311439-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	3 925 680
111311441-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	4 674 352
111311443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	3 958 875
111311444-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	4 471 798
111311445-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	11 522 398
111311449-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	2 381 800
111311611-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	11 718 595
111311711-INSTITUT NATIONAL DU CAFÉ D'HAÏTI	14 977 860
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	975 105 481
111411111-BUREAU DU MINISTRE	58 722 403
111411211-DIRECTION GENERALE	86 058 087
111411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	94 860 362
111411213-COORDINATION DES UNITES TECHNIQUES	13 485 176
111411214-CONTROLE FINANCIER	4 002 100
111411216-DIRECTION DES COMMUNICATIONS	5 418 309
111411217-DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	129 085 422
111411218-DIRECTION DES TRANSPORTS	28 531 195
111411219-SERVICE DE SIGNALISATION ROUTIERE	5 570 101
111411239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	11 154 267
111411240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	17 931 325
111411241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	25 485 169
111411242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	15 704 665
111411243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	16 438 480
111411244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	14 240 287
111411245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	18 515 801
111411246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	15 613 463
111411247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	10 905 500
111411248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	13 742 221
111411249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	11 242 742
111411511-DIRECTION GENERALE	6 880 741
111411512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	9 506 862
111411513-DIRECTION D'EXPLOITATION	6 706 206

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
111411611-DIRECTION GENERALE	29 330 637
111411612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	14 857 378
111411613-DIRECTION TECHNIQUE	2 345 500
111411614-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	642 000
111411641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3 469 562
111411645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	2 386 732
111411711-DIRECTION GENERALE/SEMANAH	34 736 230
111411712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	263 771
111411811-DIRECTION GENERALE/CONATEL	6 352 222
111411812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	1 388 336
111411911-DIRECTION GENERALE	12 465 768
111411912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	19 808 954
111411913-DIRECTION DE LA GEOLOGIE ET DES MINES	12 165 313
111411914-DIRECTION DE L'ENERGIE	4 735 805
111411943-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	824 160
111412011-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 994 417
111412111-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	145 315 129
111412211-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	52 722 683
111412212-DIRECTION ADMINISTRATIVE	6 500 000
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	502 345 859
111511111-BUREAU DU MINISTRE	42 971 096
111511211-DIRECTION GENERALE	119 530 399
111511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	42 731 312
111511213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	7 034 301
111511214-DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION	5 817 807
111511215-DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	12 891 954
111511216-DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	9 579 742
111511217-DIRECTION CONTROLE QUALITE ET PROTEC. CONSOMMATEUR	10 685 115
111511218-DIRECTION DE L'ENTREPRENEUR ET DU DEV INDUSTRIEL	8 975 584
111511219-DIRECTION CONTROLE ET REGLEMENTATION INDUSTRIELLE	6 653 788
111511311-OFFICE DES POSTES	72 884 409
111511312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/OFFICE DES POSTES	23 394 983
111511511-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	33 434 899
111511611-DIRECTION GENERALE	105 760 472
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	343 298 351
111611111-BUREAU DU MINISTRE/MDE	79 533 979
111611211-DIRECTION GENERALE	71 278 054
111611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MDE	127 566 306
111611213-DIRECTION PROMOTION DES RESS PR L'ENVIR. ET DEV.	7 745 400
111611214-DIRECTION CADRE DE VIE ET ASSAINISSEMENT	8 418 001
111611215-DIRECTION BIODIVERSITE ET CONTROLE DE L'EROSION	4 332 349
111611216-DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE SUIVI	5 342 852

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
111611217-DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU	9 409 200
111611218-DEIRECTION DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENV.	11 961 400
111611239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	1 393 502
111611241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3 606 100
111611242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	1 372 835
111611243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 639 535
111611244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	1 325 201
111611245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1 086 051
111611246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	2 085 386
111611247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	2 050 350
111611248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	2 112 066
111611249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	1 039 785
1117-MINISTERE DU TOURISME	173 973 523
111711111-BUREAU DU MINISTRE/TOURISME	21 550 207
111711211-DIRECTION GENERALE	41 329 992
111711212-DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE/MT	53 870 814
111711213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	2 825 886
111711214-DIRECTION DES INVESTISSEMENTS	3 214 997
111711215-DIRECTION DE LA FORMATION	5 345 432
111711216-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	4 568 980
111711242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4 556 122
111711243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	4 568 372
111711246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	2 467 678
111711311-ECOLE HOTELIERE	29 675 043
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	9 689 360 697
121111111-BUREAU DU MINISTRE/MJSP	35 685 421
121111211-DIRECTION GENERALE	166 802 413
121111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MJSP	1 028 100 219
121111213-DIRECTION DES AFFAIRES JUDICIAIRES	20 301 430
121111214-DIRECTION DE COMMUNICATION	10 940 061
121111215-OFFICES D'ETAT CIVIL	68 685 588
121111711-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	52 209 421
121111811-SECRETAIRERIE DE LA POLICE ET SECURITE PUBLIQUE	53 796 257
121111911-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	137 095 129
121112111-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35 000 000
121121611-DIRECTION GENERALE/PNH	3 705 153 357
121121612-INSPECTION GENERALE DE LA PNH	309 008 062
121121613-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE	119 035 799
121121614-DIRECTION CENTRALE DE L'ADM.ET DES SERV. GENERAUX/PNH	841 291 083
121121615-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE	943 563 638
121121617-DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENCIAIRE	840 841 199
121121639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	34 623 500

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
121121641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	721 711 732
121121642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	65 830 849
121121643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	104 082 500
121121644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	46 682 408
121121645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	110 104 698
121121646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	66 793 550
121121647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	60 055 384
121121648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	65 268 249
121121649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	46 698 751
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	89 125 427
121211111-BUREAU DU MINISTRE	27 035 874
121211211-DIRECTION GENERALE	13 405 205
121211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	33 184 146
121211213-DIRECTION PROMOTION DEV. RELATION INTERHAITIENNES	3 355 401
121211215-DIRECTION DES TECHNOLOGIES DE L'INF ET DE LA COMM.	3 265 373
121211216-DIRECTION ECONOMIQUE ET JURIDIQUES.	8 879 428
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 774 357 887
121311111-BUREAU DU MINISTRE	86 192 214
121311211-DIRECTION GENERALE	443 084 966
121311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	934 777 015
121311213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	6 321 250
121311214-DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION	8 125 000
121311215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	10 065 250
121311216-DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONNALES	4 722 250
121311217-DIRECTION DES AFF. ECONOMIQUES ET COOPERATION	4 286 425
121311218-DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES	4 538 344
121311219-DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	4 281 550
121311220-DIRECTION DU PROTOCOLE	10 207 712
121311221-MISSIONS DIPLOMATIQUES	1 257 755 911
1214-LA PRESIDENCE	1 193 674 740
121411111-BUREAU DU PRESIDENT	253 504 339
121411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	358 870 702
121411311-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	511 699 699
121411411-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	69 600 000
1215-PRIMATURE	1 648 701 290
121511111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	418 376 716
121511211-DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES	39 662 523
121511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	632 881 324
121511220-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DE LA SECURITE ENERGETIQUE	20 000 000
121511221-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DE LA PROMOTION DE LA PAYSANNERIE	20 000 000
121511222-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE EXTREME	20 000 000
121511223-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DU RENFORCEMENT DES PARTIS POLITIQUES	20 000 000

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
121511224-UNITE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DES BATIMENTS PUBLICS_UCLBP	13 219 598
121511225-COMITE INTERMINISTERIEL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE_CIAI	10 000 000
121511226-HELP-HOPE	3 035 621
121511227-CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL_CDES	12 537 184
121511228-OFFICE DE MANAGEMENT ET DES RESSOURCES HUMAINES_OMRH	5 710 061
121511229-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	20 000 000
121511311-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	42 028 539
121511611-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	37 424 734
121511711-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	31 541 293
121511811-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	60 053 972
121511911-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHE	101 948 195
121512111-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE	52 200 000
121512211-BUREAU DE COORD.SUIV. DES ACC. C/Z	24 621 512
121512312-APPUI A LA FORMATION	17 231 701
121521411-DIRECTION DU CENTRE/CEFOPAFOP	10 809 777
121521412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/CEFOPAFOP	14 353 177
121521413-DIRECTION TECHNIQUE	1 000 000
121522011-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	20 065 363
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 458 467 730
121611111-BUREAU DU MINISTRE	102 831 820
121611211-DIRECTION GENERALE	131 884 481
121611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MICT	317 845 579
121611213-DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE/MICT	15 346 251
121611214-DIRECTION DE L'IMMIGRATION ET DE L'EMMIGRATION	263 637 027
121611215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	9 107 453
121611216-DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	209 399 943
121611217-DIRECTION D'ETUDES DE PLANIFICATION ET DE SUIVI	8 395 415
121611511-ORGANISATION DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	8 054 833
121611711-SMCRS	391 964 928
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	400 354 670
121711111-BUREAU DU MINISTRE	137 442 757
121711211-DIRECTION GENERALE	53 596 320
121711212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	209 315 592
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	10 492 148 107
131111111-BUREAU DU MINISTRE	290 761 679
131111211-DIRECTION GENERALE	4 213 482 344
131111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	1 711 233 769
131111213-DIRECTION DU PERSONNEL	64 291 799
131111214-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	21 388 430
131111215-DIRECTION DU GENIE SCOLAIRE	25 036 413
131111216-DIRECTION APPUI ET PATENARIAT	15 177 311
131111217-DIRECTION DU CURRICULUM DE LA QUALITE	16 132 289

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
131111218-DIR. ENSEIGNEMENT SUP. & RECHER. SCIENTIFIQUES	37 864 621
131111219-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	39 329 797
131111220-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	27 913 941
131111221-DIRECTION FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES	38 630 497
131111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	107 660 685
131111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	752 000 986
131111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	163 820 098
131111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	302 132 256
131111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	117 377 112
131111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	342 670 541
131111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	204 014 865
131111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	118 005 449
131111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1 387 768 908
131111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	115 611 452
131111511-SECRETARIAT PERMANENT	5 490 816
131111512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/UNESCO	9 450 864
131111513-DIRECTION TECHNIQUE	2 001 499
131111711-DIRECTION GENERALE/INFP	127 385 805
131111712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/INFP	12 999 854
131111713-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	3 805 514
131111714-DIRECTION FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	13 826 054
131111715-ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	29 747 906
131111716-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	42 803 990
131111717-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL FILLE	9 877 793
131111718-CENTRE PROFESSIONNELS AFFILIES	17 820 122
131111743-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 186 801
131111746-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	53 436 171
131111811-DIRECTION GENERALE	50 009 675
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	918 335 722
131211111-BUREAU DU MINISTRE	113 341 024
131211211-DIRECTION GENERALE	200 793 797
131211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	278 183 693
131211213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	7 596 741
131211214-DIRECTION DU TRAVAIL	17 179 567
131211215-DIRECTION DE LA MAIN D'OEUVRE	14 698 434
131211216-DIRECTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE	14 181 984
131211217-OFFICE NATIONAL D'ARTISANAT	15 368 429
131211230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	55 163 602
131211311-DIRECTION GENERALE	13 276 635
131211312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/IBESRH	30 527 112
131211313-DIRECTION DU SERVICE SOCIAL	4 181 800
131211314-DIRECTION DE DEFENSE SOCIALE	2 983 799

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
131211315-COORDINATION DES CENTRES DETACHES	1 714 215
131211411-DIRECTION GENERALE/EPPLS	11 063 908
131211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/EPPLS	27 083 741
131211413-DIRECTION TECHNIQUE	7 894 627
131211414-DIRECTION PLANIFICATION	4 261 500
131211511-DIRECTION GENERALE	56 366 972
131211512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ONM	4 434 391
131211711-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	38 039 750
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 521 822 201
131311111-BUREAU DU MINISTRE	66 153 937
131311211-DIRECTION GENERALE	668 596 139
131311212-HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	737 990 083
131311213-SANATORIUM DE PORT-AU-PRINCE	10 182 750
131311214-CENTRE DE PSYCHIATRIE MARS ET KLYNE	520 002
131311215-CRACE CHILDREN'S HOSPITAL	620 002
131311216-MATERNITE ESAE JEANTY	13 602 023
131311217-DIRECTION DE L'HYGIENNE PUBLIQUE	8 591 401
131311218-BUREAU ONCOLOGIE NATIONAL	8 924 542
131311219-DIRECTION D'EDUCATION SANITAIRE ET D'ENTRAINEMENT	2 336 400
131311220-DIRECTION DE PHARMACIE ET DE MEDECINE TRADITIONNELLE	275 757 537
131311221-UNITE DE COORD. DES MALADIES INF. ET TRANM.	29 233 285
131311222-UNITE DE COORD. NATIONALE DU PROGR. DE VACCINATION	44 837 766
131311223-UNITE DE COORD. NATIONALE DU PROGR. DE NUTRITION	440 413 501
131311224-DIRECTION DE LA SANTE FAMILIALE	22 037 218
131311225-DIRECTION DE PROMOTION DE LA SANTE ET DE L'ENV.	8 451 980
131311226-UNITE DE COORD. DE LA SECURITE DES HOPITAUX	2 789 974
131311227-DIRECTION TECHNIQUE	1 645 400
131311228-DIRECTION TECHNIQUE	1 040 002
131311229-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	340 200
131311230-DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET D'EVALUATION	16 690 268
131311232-DIRECTION GENERALE D'ASSISTANCE PUBLIQUE	959 800
131311233-DIRECTION DES PROGRAMMES PRIORITAIRES	1 231 200
131311234-DIRECTION DE POPULATION ET DU DEVELOPEMENT HUMAIN	880 003
131311235-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	840 000
131311236-DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS	740 003
131311237-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	1 540 002
131311238-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	2 631 000
131311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	8 189 913
131311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	433 545 909
131311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	63 197 273
131311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	142 664 436
131311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	49 262 000

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
131311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	125 534 410
131311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	113 272 479
131311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	52 884 500
131311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	105 794 366
131311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	55 740 500
131311411-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES	959 999
131311412-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES	1 200 000
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	135 192 833
131411111-BUREAU DU MINISTRE/MCFDF	36 206 718
131411211-DIRECTION GENERALE/MCFDF	37 756 640
131411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MCFDF	25 595 824
131411213-DIRECTION D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE	18 841 800
131411214-DIRECTION PROMOTION ET DEFENSE DES DROIT DE LA FEMME	8 873 550
131411215-DIRECTION DU GENDER MAINSTREAMING	7 918 301
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	473 860 255
131511111-BUREAU DU MINISTRE	85 525 293
131511211-DIRECTION GENERALE	152 660 588
131511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	105 269 427
131511213-DIRECTION JEUNESSE	14 022 777
131511214-DIRECTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	34 563 538
131511215-DIRECTION DE L'ACTION CIVIQUE	65 156 986
131511239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	885 450
131511241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	6 938 712
131511242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	1 539 148
131511243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 590 550
131511244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	874 998
131511245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1 278 798
131511246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	924 996
131511247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	624 996
131511248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1 053 998
131511249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	950 000
1411-MINISTERE DES CULTES	159 152 189
141111211-DIRECTION GENERALE	66 951 366
141111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MCULTES	78 973 508
141111213-DIRECTION DE L'INSPECTION	13 227 315
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1 072 818 515
141211111-BUREAU DU MINISTRE/CULTURE	91 228 191
141211211-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	139 323 771
141211212-DIRECTION TECHNIQUE	65 947 248
141211214-DIRECTION DE PLANIFICATION ET DE CONTROLE	1 851 904
141211215-DIRECTION TECHNIQUE	2 411 060
141211217-DIRECTION TECHNIQUE	2 959 307

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
141211218-DIRECTION TECHNIQUE	4 300 953
141211220-DIRECTION TECHNIQUE	3 863 215
141211242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	3 309 270
141211243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	5 770 615
141211311-DIRECTION GENERALE/ENARTS	16 559 109
141211312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ENARTS	28 695 645
141211411-DIRECTION GENERALE/ISPAN	23 775 744
141211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ISPAN	5 357 945
141211413-DIRECTION TECHNIQUE	3 446 085
141211443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	32 496 850
141211511-DIRECTION GENERALE/THEATRE	7 892 797
141211512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/THEATRE	20 097 143
141211513-DIRECTION TECHNIQUE/THEATRE	16 194 182
141211611-DIRECTION GENERALE	1 069 054
141211612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	39 764 902
141211711-DIRECTION GENERALE	4 605 612
141211712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	16 486 071
141211713-DIRECTION TECHNIQUE	556 200
141211811-DIRECTION GENERALE	47 341 690
141211812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	232 798
141211911-DIRECTION GENERALE/ARCHIVES	18 341 106
141211912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ARCHIVES	45 243 151
141211913-DIRECTION TECHNIQUE/ARCHIVES	66 200 383
141212311-DIRECTION GENERALE/ACTIVITES CULTURELLES	269 263 000
141212411-DIRECTION GENERALE	49 198 878
141212511-DIRECTION GENERALE	39 034 635
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	284 989 013
141311111-BUREAU DU MINISTRE	43 937 089
141311211-DIRECTION GENERALE COM	29 902 975
141311212-DIRECTION ADMINISTRATIVE COM	30 621 494
141311311-DIRECTION GENERALE/TNH	23 860 368
141311312-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	68 406 123
141311314-DIRECTION DE L'INFORMATION	2 340 911
141311315-DIRECTION PROGRAMMATION ET DE LA PRODUCTION	3 855 290
141311316-DIRECTION TECHNIQUE	4 664 950
141311317-DIRECTION EDUCATIVE ET CULTURELLE	23 700 860
141311411-DIRECTION GENERALE/RNH	53 698 953
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	7 923 062 913
151111111-ACQUISITION DE VEHICULES	543 389 108
151111112-AUTRES (MONTANT NON AFFECTE) 919	300 000
151111113-AUTRES SUBVENTIONS	200 000
151111114-INSTITUTIONS INTERNATIONALES (CONTRIBUTION)	80 000 000

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
151111315-INDEMNITES HAUTS FONCTIONNAIRES	299 999 999
151114911-PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	6 999 173 806
1512-DETTE PUBLIQUE	8 942 353 542
151211111-INST. FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIES (INTERET)	1 100 000 000
151211211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES (INTERET)	1 972 773 919
151211311-AUTRES CREANCIERS INTERNES (INTERET)	1 629 796 022
151221111-BID (INTERET)	79 819 534
151221113-OPEC (INTERET)	20
151221211-ARGENTINE (INTERET)	4 159 964 047
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 079 424 683
221111111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1 079 424 683
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	2 082 261 772
221211111-ASSEMBLEE DES DEPUTES	666 793 925
221211211-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	53 585 320
221221111-SECRETARIAT GENERAL	64 588 706
221221112-ARCHIVES DOCUMENT. ET RECHERCHE	28 014 947
221221113-ADMINISTRATION ET GESTION	687 311 693
221221114-ASSEMBLEE	118 053 850
221221115-SEANCES	35 835 656
221221116-SERVICE DU PERSONNEL	40 689 480
221221117-BUREAU DES DEPUTES	387 388 194
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	944 314 865
321111111-ADMINISTRATION GENERALE	170 039 022
321121211-BUREAU DES JUGES	25 771 859
321121212-PERSONNEL ADMINISTRATIF ET DE SUPPORT	60 862 726
321121311-COUR D'APPEL DE PORT-AU-PRINCE	55 291 085
321121411-TRIBUNAL CIVIL	230 299 232
321121412-TRIBUNAUX DE PAIX	395 562 010
321121413-TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	6 488 930
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	602 374 332
411111111-DIRECTION DU CONTROLE DES COMPTES	84 745 313
411111112-DIRECTION DE L'APUREMENT DES COMPTES	325 645 233
411111113-COORDINATION DES DIRECTIONS	59 797 683
411111114-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	45 163 857
411111130-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	5 624 500
411111140-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	19 359 213
411111141-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	4 815 601
411111142-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6 004 561
411111143-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	6 549 001
411111145-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	4 773 001
411111146-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	4 543 201
411111147-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	30 174 685

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016
PAR DIRECTION ET TITRE DE DEPENSES

Crédits Budgétaires 2015-2016	
411111148-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	5 178 483
4211-CONSEIL ELECTORAL	351 240 782
421111111-BUREAU CENTRAL/CEP	351 240 782
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	44 000 000
421211211-BUREAU DU PROTECTEUR	6 949 814
421211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	25 700 087
421211213-DIRECTION TECHNIQUE	11 350 099
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAÏTI	1 046 837 751
431111111-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/UEH	1 046 837 751
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	22 031 200
441111111-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	22 031 200
Total général	65 835 999 998

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	969 912 528
1111111-BUREAU DU MINISTRE	96 599 300
TITRE I-Dépenses de Personnel	33 000 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 000 000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2 500 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 099 300
TITRE VI-Autres dépenses publiques	45 000 000
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	741 663 548
TITRE I-Dépenses de Personnel	302 000 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	122 000 000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	13 663 548
TITRE IV-Dépenses de Transferts	188 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	116 000 000
1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	60 544 463
TITRE I-Dépenses de Personnel	33 254 461
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	27 290 002
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	20 350 506
TITRE I-Dépenses de Personnel	16 364 730
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3 985 776
1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	50 754 711
TITRE I-Dépenses de Personnel	20 754 711
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	30 000 000
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 455 219 069
1112111-BUREAU DU MINISTRE	55 697 669
TITRE I-Dépenses de Personnel	28 942 576
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 999 861
TITRE VI-Autres dépenses publiques	13 755 232
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	823 427 494
TITRE I-Dépenses de Personnel	394 307 981
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	88 428 846
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	17 102 667
TITRE IV-Dépenses de Transferts	538 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	323 050 000
1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIAL	12 086 849
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 086 849
1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	141 198 893
TITRE I-Dépenses de Personnel	98 839 225
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	42 359 668
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	58 398 874
TITRE I-Dépenses de Personnel	32 516 012
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	25 882 862

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1112213-INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	93 204 999
TITRE I-Dépenses de Personnel	80 094 850
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 410 149
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	500 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	200 000
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	160 604 743
TITRE I-Dépenses de Personnel	99 228 485
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	32 213 564
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	5 037 660
TITRE IV-Dépenses de Transferts	660 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	23 465 034
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1 179 999 073
TITRE I-Dépenses de Personnel	903 010 972
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	244 564 436
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	12 419 212
TITRE IV-Dépenses de Transferts	400 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	15 000 000
TITRE V-Service de la Dette Publique	4 604 452
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 850 461 930
TITRE I-Dépenses de Personnel	947 773 353
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	689 822 884
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	127 123 952
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3 011 346
TITRE VI-Autres dépenses publiques	82 655 396
TITRE V-Service de la Dette Publique	75 000
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	80 041 345
TITRE I-Dépenses de Personnel	42 700 933
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23 678 414
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 059 642
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	12 602 356
1112117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT	97 200
TITRE I-Dépenses de Personnel	97 200
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	1 065 882 070
1113111-BUREAU DU MINISTRE	69 589 798
TITRE I-Dépenses de Personnel	39 625 165
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 986 831
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2 660 175
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5 306 618
TITRE VI-Autres dépenses publiques	19 011 008
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	798 600 063
TITRE I-Dépenses de Personnel	599 341 853
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	124 596 381
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	46 727 054
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	22 934 775

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	103 471 834
TITRE I-Dépenses de Personnel	94 623 243
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	8 848 591
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	67 523 920
TITRE I-Dépenses de Personnel	54 450 445
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13 073 475
1113116-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	11 718 595
TITRE I-Dépenses de Personnel	8 128 880
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3 589 715
1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	14 977 860
TITRE I-Dépenses de Personnel	8 693 898
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 283 962
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	975 105 481
1114111-BUREAU DU MINISTRE	58 722 403
TITRE I-Dépenses de Personnel	41 257 058
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9 147 431
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	7 150 455
TITRE IV-Dépenses de Transferts	700 476
TITRE VI-Autres dépenses publiques	466 984
1114112-DIRECTION GENERALE D'ES SERVICES INTERNES	537 984 671
TITRE I-Dépenses de Personnel	376 892 485
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	153 146 351
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 164 749
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4 781 086
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	23 093 810
TITRE I-Dépenses de Personnel	19 732 653
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3 361 157
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	53 031 809
TITRE I-Dépenses de Personnel	41 882 425
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11 149 384
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	35 000 000
TITRE I-Dépenses de Personnel	19 217 410
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 782 590
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7 740 558
TITRE I-Dépenses de Personnel	7 255 598
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	484 960
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	50 000 000
TITRE I-Dépenses de Personnel	43 304 432
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 695 568
1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 994 417
TITRE I-Dépenses de Personnel	119 730
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4 874 687
1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	145 315 129
TITRE I-Dépenses de Personnel	86 464 799
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	58 850 330
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	59 222 683
TITRE I-Dépenses de Personnel	52 722 683
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 500 000

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	502 345 859
1115111-BUREAU DU MINISTRE	42 971 096
TITRE I-Dépenses de Personnel	21 350 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13 999 999
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 800 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2 821 096
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	223 900 001
TITRE I-Dépenses de Personnel	200 500 001
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	17 999 999
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 900 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	500 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1 000 000
1115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI	96 279 392
TITRE I-Dépenses de Personnel	72 884 409
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23 394 983
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	33 434 899
TITRE I-Dépenses de Personnel	18 428 925
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 005 974
1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	105 760 472
TITRE I-Dépenses de Personnel	44 859 167
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	60 901 305
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	343 298 351
1116111-BUREAU DU MINISTRE	79 533 979
TITRE I-Dépenses de Personnel	49 449 032
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19 418 364
TITRE VI-Autres dépenses publiques	10 666 583
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	263 764 373
TITRE I-Dépenses de Personnel	195 273 464
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	45 649 580
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	10 867 355
TITRE IV-Dépenses de Transferts	7 959 574
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4 014 400
1117-MINISTERE DU TOURISME	173 973 523
1117111-BUREAU DU MINISTRE	21 550 207
TITRE I-Dépenses de Personnel	14 079 009
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 971 198
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	500 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	122 748 272
TITRE I-Dépenses de Personnel	84 433 422
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20 184 849
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	6 130 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	12 000 000

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1117113-ECOLE HOTELIERE	29 675 043
TITRE I-Dépenses de Personnel	16 675 043
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13 000 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	9 689 360 697
1211111-BUREAU DU MINISTRE	35 685 421
TITRE I-Dépenses de Personnel	24 243 967
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 288 168
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2 403 332
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2 749 953
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 294 829 712
TITRE I-Dépenses de Personnel	1 036 747 302
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	155 527 939
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	42 260 100
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	60 284 371
TITRE V-Service de la Dette Publique	10 000
1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	52 209 421
TITRE I-Dépenses de Personnel	42 500 008
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9 709 413
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	53 796 257
TITRE I-Dépenses de Personnel	25 214 402
TITRE VI-Autres dépenses publiques	28 581 855
1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	137 095 129
TITRE I-Dépenses de Personnel	110 095 121
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	27 000 008
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35 000 000
TITRE I-Dépenses de Personnel	19 416 103
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 583 897
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	8 080 744 757
TITRE I-Dépenses de Personnel	6 184 084 990
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 589 363 305
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	31 999 999
TITRE IV-Dépenses de Transferts	35 296 463
TITRE VI-Autres dépenses publiques	240 000 000
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	89 125 427
1212111-BUREAU DU MINISTRE	27 035 874
TITRE I-Dépenses de Personnel	12 125 697
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3 436 115
TITRE IV-Dépenses de Transferts	140 095
TITRE VI-Autres dépenses publiques	11 333 968
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	62 089 553
TITRE I-Dépenses de Personnel	33 772 069
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 859 425
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 208 051
TITRE VI-Autres dépenses publiques	9 250 007

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

		Crédits Budgétaires 2015-2016
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES		2 774 357 887
1213111-BUREAU DU MINISTRE		86 192 214
TITRE I-Dépenses de Personnel		78 545 764
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		7 646 451
TITRE IV-Dépenses de Transferts		-
TITRE VI-Autres dépenses publiques		-
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		2 688 165 673
TITRE I-Dépenses de Personnel		235 356 547
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		66 249 542
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations		26 093 869
TITRE VI-Autres dépenses publiques		2 360 375 715
TITRE V-Service de la Dette Publique		90 000
1214-LA PRESIDENCE		1 193 674 740
1214111-BUREAU DU PRESIDENT		253 504 339
TITRE I-Dépenses de Personnel		163 074 160
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		0
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations		30 430 179
TITRE VI-Autres dépenses publiques		60 000 000
1214112-ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL		358 870 702
TITRE I-Dépenses de Personnel		95 787 046
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		182 642 731
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations		6 924 482
TITRE IV-Dépenses de Transferts		2 000 054
TITRE VI-Autres dépenses publiques		71 516 389
1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL		511 699 699
TITRE I-Dépenses de Personnel		271 108 263
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		95 327 865
TITRE IV-Dépenses de Transferts		1 263 570
TITRE VI-Autres dépenses publiques		144 000 000
1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT		69 600 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques		69 600 000
1215-PRIMATURE		1 648 701 290
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE		418 376 716
TITRE I-Dépenses de Personnel		272 243 382
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		132 192 085
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations		13 941 248
TITRE VI-Autres dépenses publiques		-
1215112-ADMINISTRATION GENERALE		817 046 311
TITRE I-Dépenses de Personnel		175 565 310
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		141 977 892
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations		28 259 058
TITRE IV-Dépenses de Transferts		73 416 673
TITRE VI-Autres dépenses publiques		397 827 378
1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE		42 028 539
TITRE VI-Autres dépenses publiques		42 028 539
1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES		37 424 734
TITRE I-Dépenses de Personnel		26 562 367
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		10 862 367
1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE		31 541 293
TITRE I-Dépenses de Personnel		18 762 119
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		12 779 174
1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL		60 053 972
TITRE I-Dépenses de Personnel		43 467 343
TITRE II-Dépenses de Biens et Services		16 586 629
1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES		101 948 195

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
TITRE I-Dépenses de Personnel	64 571 280
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	37 376 915
1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52 200 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	52 200 000
1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	24 621 512
TITRE I-Dépenses de Personnel	17 631 072
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 990 440
1215123-APPUI A LA FORMATION	17 231 701
TITRE IV-Dépenses de Transferts	17 231 701
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	26 162 954
TITRE I-Dépenses de Personnel	11 056 630
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 106 324
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	20 065 363
TITRE I-Dépenses de Personnel	13 932 183
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 133 180
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 458 467 730
1216111-BUREAU DU MINISTRE	102 831 820
TITRE I-Dépenses de Personnel	57 852 894
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	8 429 261
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	7 049 666
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	24 500 000
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	955 616 149
TITRE I-Dépenses de Personnel	492 394 357
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	194 707 073
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	23 980 663
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3 500 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	241 034 056
1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	8 054 833
TITRE I-Dépenses de Personnel	6 868 810
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 186 023
1216117-SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	391 964 928
TITRE I-Dépenses de Personnel	182 564 367
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	209 400 561
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	400 354 670
1217111-BUREAU DU MINISTRE	137 442 757
TITRE I-Dépenses de Personnel	59 550 281
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20 502 129
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	-
TITRE IV-Dépenses de Transferts	49 390 348
TITRE VI-Autres dépenses publiques	8 000 000
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	262 911 912
TITRE I-Dépenses de Personnel	100 538 634
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23 615 133
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	20 000 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	609 652
TITRE VI-Autres dépenses publiques	118 148 492
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	10 492 148 107
1311111-BUREAU DU MINISTRE	290 761 679
TITRE I-Dépenses de Personnel	145 956 843
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	14 665 923
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	691 136
TITRE IV-Dépenses de Transferts	98 178 832
TITRE VI-Autres dépenses publiques	31 268 945
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9 821 543 564

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
TITRE I-Dépenses de Personnel	7 655 596 772
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 357 124 942
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	54 234 848
TITRE IV-Dépenses de Transferts	337 355 002
TITRE VI-Autres dépenses publiques	417 218 499
TITRE V-Service de la Dette Publique	13 500
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	16 943 179
TITRE I-Dépenses de Personnel	14 870 738
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 072 441
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	312 890 010
TITRE I-Dépenses de Personnel	262 068 010
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	50 822 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	50 009 675
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 000 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	35 009 675
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	918 335 722
1312111-BUREAU DU MINISTRE	113 341 024
TITRE I-Dépenses de Personnel	100 987 249
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	7 745 713
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3 608 062
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	603 166 247
TITRE I-Dépenses de Personnel	474 713 483
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	91 600 346
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	15 784 098
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	21 068 321
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	52 683 561
TITRE I-Dépenses de Personnel	42 683 561
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 000 000
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	50 303 777
TITRE I-Dépenses de Personnel	39 512 671
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 791 106
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	60 801 363
TITRE I-Dépenses de Personnel	39 865 368
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20 935 995
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	38 039 750
TITRE I-Dépenses de Personnel	21 039 750
TITRE VI-Autres dépenses publiques	17 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 521 822 201
1313111-BUREAU DU MINISTRE	66 153 937
TITRE I-Dépenses de Personnel	61 748 302
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 668 869
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2 736 765
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3 453 508 265
TITRE I-Dépenses de Personnel	2 925 516 293
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	269 329 157
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	28 221 682
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2 448 001
TITRE VI-Autres dépenses publiques	227 993 133
1313114-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2 159 999
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2 159 999
1314-MINISTERE A LA CONDITON FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	135 192 833

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1314111-BUREAU DU MINISTRE	36 206 718
TITRE I-Dépenses de Personnel	28 650 208
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 801 131
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 206 121
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4 549 257
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	98 986 115
TITRE I-Dépenses de Personnel	78 804 179
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	17 115 855
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	784 132
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2 281 950
1315-MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	473 860 255
1315111-BUREAU DU MINISTRE	85 525 293
TITRE I-Dépenses de Personnel	76 609 746
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	7 566 085
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	111 750
TITRE IV-Dépenses de Transferts	500 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	737 712
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	388 334 962
TITRE I-Dépenses de Personnel	246 000 021
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	86 504 317
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	15 601 522
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	39 229 102

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1411-MINISTERE DES CULTES	159 152 189
1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	159 152 189
TITRE I-Dépenses de Personnel	77 418 799
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13 389 881
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 000 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	63 992 786
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1 350 723
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1 072 818 515
1412111-BUREAU DU MINISTRE	91 228 191
TITRE I-Dépenses de Personnel	43 356 445
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	17 223 665
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	5 057 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	17 591 081
TITRE VI-Autres dépenses publiques	8 000 000
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	229 737 342
TITRE I-Dépenses de Personnel	65 131 680
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	28 745 903
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	9 209 571
TITRE IV-Dépenses de Transferts	8 626 350
TITRE VI-Autres dépenses publiques	118 023 838
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	45 254 754
TITRE I-Dépenses de Personnel	34 425 067
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 829 687
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	65 076 624
TITRE I-Dépenses de Personnel	40 083 742
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	24 992 882
1412115-THEATRE NATIONAL	44 184 122
TITRE I-Dépenses de Personnel	34 084 379
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 099 743
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	40 833 956
TITRE I-Dépenses de Personnel	23 078 500
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	17 755 456
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	21 647 883
TITRE I-Dépenses de Personnel	16 647 883
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	5 000 000
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	47 574 488
TITRE I-Dépenses de Personnel	33 274 271
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	14 300 217
1412119-ARCHIVES NATIONALES	129 784 641
TITRE I-Dépenses de Personnel	112 551 652
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	17 232 989
1412123-ACTIVITES CULTURELLES	269 263 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	269 263 000
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	49 198 878
TITRE I-Dépenses de Personnel	24 747 560
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	24 451 318

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	39 034 635
TITRE I-Dépenses de Personnel	20 411 100
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	18 623 535
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	284 989 013
1413111-BUREAU DU MINISTRE	43 937 089
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 536 705
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20 467 051
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	7 933 333
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	60 524 469
TITRE I-Dépenses de Personnel	41 577 150
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 500 000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	7 335 559
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5 111 760
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	126 828 502
TITRE I-Dépenses de Personnel	106 856 217
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19 972 285
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
1413114-RADIO NATIONALE D'HAITI	53 698 953
TITRE I-Dépenses de Personnel	45 482 095
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	8 216 858
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	7 923 062 913
1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	623 889 108
TITRE IV-Dépenses de Transferts	623 889 108
1511113-AUTRES INSTITUTIONS	299 999 999
TITRE IV-Dépenses de Transferts	299 999 999
1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 999 173 806
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	10 000 001
TITRE IV-Dépenses de Transferts	4 248 698 805
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2 740 475 000
1512-DETTE PUBLIQUE	8 942 353 542
1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1 100 000 000
TITRE V-Service de la Dette Publique	1 100 000 000
1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 972 773 919
TITRE V-Service de la Dette Publique	1 972 773 919
1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES	1 629 796 022
TITRE V-Service de la Dette Publique	1 629 796 022
1512211-DETTE MULTILATERALE	79 819 554
TITRE V-Service de la Dette Publique	79 819 554
1512212-DETTE BILATERALE	4 159 964 047
TITRE V-Service de la Dette Publique	4 159 964 047
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 079 424 683
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1 079 424 683
TITRE I-Dépenses de Personnel	613 924 683
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	234 000 001
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	48 000 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	147 500 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	36 000 000
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	2 082 261 772
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	666 793 925
TITRE I-Dépenses de Personnel	523 966 925
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	142 827 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	53 585 320

DETAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
TITRE I-Dépenses de Personnel	53 585 320
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
2212211-SECRETARIAT GENERAL	1 361 882 526
TITRE I-Dépenses de Personnel	853 598 023
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	229 834 005
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	88 180 499
TITRE IV-Dépenses de Transferts	85 470 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	104 799 999
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	944 314 865
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	170 039 022
TITRE I-Dépenses de Personnel	134 309 720
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	28 313 339
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	71 963
TITRE VI-Autres dépenses publiques	7 344 000
3211212-COUR DE CASSATION	86 634 585
TITRE I-Dépenses de Personnel	62 021 737
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 296 964
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	10 634 743
TITRE IV-Dépenses de Transferts	280 190
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1 400 951
3211213-COUR D'APPEL	55 291 085
TITRE I-Dépenses de Personnel	51 878 027
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3 413 058
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
3211214-TRIBUNAUX	632 350 173
TITRE I-Dépenses de Personnel	548 123 271
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	46 226 955
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	29 756 741
TITRE VI-Autres dépenses publiques	8 243 206
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	602 374 332
4111111-CONSEIL DE LA COUR	602 374 332
TITRE I-Dépenses de Personnel	405 410 609
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	58 469 564
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	12 205 253
TITRE IV-Dépenses de Transferts	581 157
TITRE VI-Autres dépenses publiques	125 707 749

DÉTAIL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE DE DEPENSES

	Crédits Budgétaires 2015-2016
4211-CONSEIL ELECTORAL	351 240 782
4211111-CONSEIL ELECTORAL	351 240 782
TITRE I-Dépenses de Personnel	307 128 595
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	28 312 184
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	9 500 002
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	6 300 001
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	44 000 000
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	44 000 000
TITRE I-Dépenses de Personnel	26 949 737
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 875 263
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	4 175 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 046 837 751
4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 046 837 751
TITRE I-Dépenses de Personnel	874 106 596
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	172 731 155
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	22 031 200
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	22 031 200
TITRE I-Dépenses de Personnel	13 532 658
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	8 498 542
Total général	65 835 999 998

**PROJECTION DES CREDITS DES INTERVENTIONS PUBLIQUES
EXERCICE 2015-2016**

	ALLOCATION BUDGETAIRE
TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES	7 923 062 913
700-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ET BUDGETS ANNEXES	623 889 108
PENSIONNAIRES EX_BNDAL	3 563 835
PENSION MILITAIRE	110 809 752
PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	1 115 520
PENSIONNAIRES SELECTION 1974	8 400 000
COTISATION AU FONDS DE PENSION	500 000 001
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	300 000 000
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	300 000 000
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 999 173 805
410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER	10 000 000
ACQUISITION DE VEHICULES	10 000 000
729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS	4 248 698 805
ELECTRICITE D'HAITI	2 400 000 000
GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT	429 000 001
ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES	205 000 000
AUTO-ASSURANCE / FONCTION PUBLIQUE / INTERVENTIONS	432 000 000
AUTRES SUBVENTIONS	60 000 000
APPUI A LA FORMATION	102 698 804
SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES	500 000 000
APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SPORT	120 000 000
919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE	2 740 475 000
ACTIVITES ELECTORALES	900 000 000
APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	235 700 000
CREATION D'EMPLOI D'ETE	10 000 000
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	220 000 000
AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919"	1 374 775 000